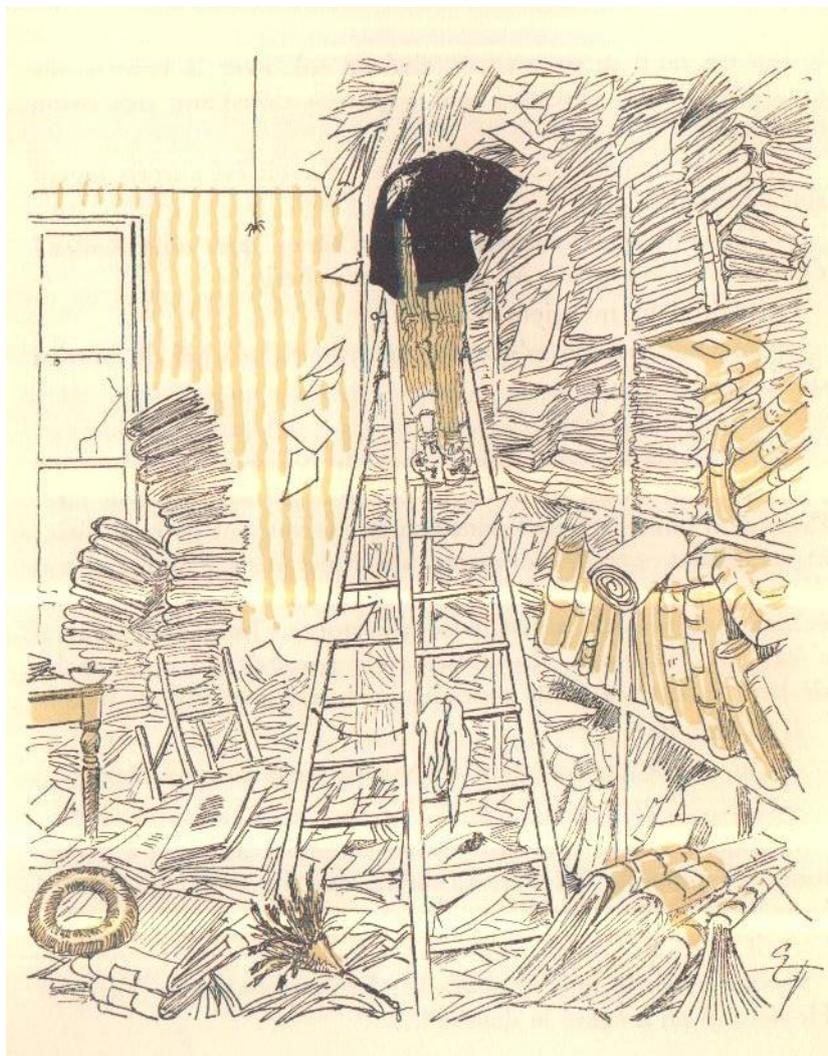




Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le vendredi 27 septembre 2013

ARCHIVES



pour servir à l'histoire de la RDCongo

« Ma Vérité »

par KATUMBA MWANKE

Introduction

Sans doute y aura-t-il des lecteurs pour se dire « *Tiens, le monde change. Cette fois-ci, ce ne sont pas des paperasses datant de Mathusalem* ».

D'autres trouveront cela incongru et mettront en avant que les « Mémoires », « Autobiographies », « Souvenirs de ma carrière » et autres écrits où l'auteur parle de lui-même sont notoirement subjectifs et apologétiques. L'auteur y sculpte sa propre statue, explique tous ses actes par les raisons les plus nobles et, au passage, essaie de nous convaincre que tous ceux qui se sont opposés à lui étaient de bien inquiétantes crapules..

Toutefois, nous constatons aussi qu'il n'y a pratiquement pas de livre sur la Seconde Guerre Mondiale qui ne cite peu ou prou les *Mémoires* de Churchill, De Gaulle, Roosevelt ou de leurs entourages. Et l'on aurait tant aimé avoir aussi les *Mémoires* de Hitler qu'un faussaire s'est même donné la peine de les fabriquer... Il faut donc croire que ces livres, pourtant fort soupçonnés de mensonge, laissent parfois affleurer quelques vérités utiles.

Katumba Mwanke, dont il est question ici, a joué un rôle essentiel même s'il était extrêmement discret, dans l'histoire du Congo durant les premières années de pouvoir de Joseph Kabila, de l'assassinat de Laurent Kabila en 2001, à sa disparition en 2012. Pendant plus de dix ans, il a donc, en contrôlant l'accès au Président dont il était l'homme de confiance, exercé une influence très forte, souvent déterminante, en particulier dans le domaine de l'économie, essentiel s'il en est dans un pays en vie de développement.

Il nous paraît évident que lorsque l'on fera, dans le futur, l'histoire du Congo pendant cette décennie, l'on ne pourra contourner Katumba Mwanke et qu'il sera alors utile de connaître « sa » vérité.

Voici un article de presse qui définit l'importance du personnage

Un an après sa disparition, Katumba Mwanke n'a jamais été remplacé

Article de Colette Braeckman, février 2013

Voici un an, lorsque le Gulfstream 200 en provenance de Kinshasa via Goma s'écrasa dans un ravin au-delà de la piste du petit aéroport de Bukavu, la mort de Katumba Mwanke, 48 ans, député de Pweto et éminence grise du président Joseph Kabila, provoqua plus de stupeur que de véritable chagrin.

Les Occidentaux ne voulaient voir en lui que l'homme des contrats avec la Chine et ils avaient le sentiment que cet ingénieur de formation, qui avait longtemps travaillé dans une banque sud africaine, privilégiait désormais d'autres partenaires, dont le diamantaire israélien Dan Gertler. La paternité de contrats opaques, désavantageux pour les finances publiques, lui était imputée et bon nombre de Congolais, au-delà de la discrétion du personnage, le désignaient comme le pilier du régime sinon le faiseur de rois.

Les Rwandais furent les seuls à ne pas se méprendre et Kigali déplora immédiatement la disparition d'un grand Africain, d'un homme fiable avec lequel il était possible de discuter d'affaires d'Etat. Quant au président Kabila, au-delà du choc provoqué par cette disparition brutale, chacun put constater son réel désarroi.

C'est qu'Augustin Katumba Mwanke, qui avait connu Joseph Kabila alors qu'il n'était encore

lui-même que gouverneur du Katanga, exerçait sur le président une sorte d'emprise paternelle, allant bien au-delà de son simple statut de parlementaire : il était la cheville ouvrière du parti présidentiel, le PPRD (parti populaire pour la reconstruction et le développement), il donnait son feu vert à toutes les nominations importantes et surtout il était personnellement chargé de tous les dossiers délicats.

C'est ainsi qu'en février 2012, alors qu'il préparait la signature d'un contrat immobilier sur l'île d'Idjui, Katumba Mwanke gérait aussi les relations avec Kigali et en particulier le sort du général Bosco Ntaganda. A l'époque, les Occidentaux, sous la pression de Human Rights Watch, exigeaient l'arrestation immédiate et le transfert à la Cour pénale internationale de ce chef de guerre qui dirigeait, avec l'accord de Kigali, les opérations militaires dans l'Est du Congo et s'était considérablement enrichi au passage.

La brutale disparition de Katumba allait torpiller les délicates négociations en cours, qui auraient sans doute abouti à la discrète mise à l'écart de Bosco, sans qu'il soit pour autant transféré à La Haye. Elle allait aussi ouvrir la voie à la recherche par Kinshasa d'une solution militaire, dans le but d'asseoir l'autorité de l'Etat dans l'Est du pays et de mettre fin à l'« armée dans l'armée » que représentaient Bosco et ses officiers. Cette tentative de remise au pas allait accélérer le développement du M23, un mouvement composé d'officiers tutsis qui se lancèrent dans une mutinerie et, dès avril, infligèrent de cuisantes défaites à l'armée gouvernementale, les rebelles bénéficiant à la fois du soutien rwandais et de trahisons internes.

En plus des dossiers politiques et diplomatiques dont lui seul possédait la clé, Katumba Mwanke allait aussi emporter le secret de certaines tractations économiques. Certes, -son domaine de Pweto avec hôtel de luxe et aéroport en témoigne- il s'était personnellement enrichi et avait sans doute partagé. Mais ce nationaliste avait aussi veillé à constituer une « cagnotte » importante, afin de permettre au pouvoir de résister aux pressions et au chantage financier, d'organiser sur fonds propres les élections (puisque les Occidentaux refusaient de s'engager), de financer la campagne électorale, et, comme le faisait déjà Mobutu, de s'acheter fidélités ou redditions. Des pratiques peu orthodoxes qui furent régulièrement dénoncées par les experts onusiens enquêtant sur le pillage des ressources du Congo et le développement des « réseaux d'élite... »

Un an après sa disparition, qui suivit le décès, en 2007, du professeur Samba Kaputo, et la mise à l'écart du général John Numbi (tenu pour responsable de l'assassinat de Floribert Chebeya), la plupart des observateurs estiment que Katumba Mwanke n'a pas été réellement remplacé et que, privé de ses principaux conseillers ou fusibles, le chef de l'Etat se retrouve désormais en première ligne.

Kigali n'ayant plus retrouvé d'interlocuteur fiable du côté congolais, les relations entre le Rwanda et le Congo se sont dangereusement dégradées. Certes, Kinshasa a mené contre son voisin une offensive diplomatique assez efficace, dénonçant tous azimuts le soutien apporté au M23 et amenant la communauté internationale à adopter des sanctions contre Kigali. Cependant, face à un adversaire tel que Paul Kagame, la politique du choc frontal, du « quitte ou double », n'est pas sans risque, ainsi que l'expérimenta Laurent Désiré Kabila, père du président actuel, qui finit par être assassiné en 2001.

Avec les Occidentaux, et en particulier la France, les relations ne sont guère meilleures. Certes, au Conseil de Sécurité, la diplomatie française défend vigoureusement l'intégrité et la souveraineté du Congo et inspire les résolutions condamnant le M23. Cependant, -l'attitude de François Hollande l'a démontré lors du sommet de la francophonie-, le président Kabila lui-même, mal défendu à Paris, n'est pas bien en cour. Non aligné, mauvais communicateur et mal rompu aux usages du « pré carré », Kabila n'a pas fini de payer (bien plus que bon nombre de ses collègues africains guère mieux élus...) les irrégularités constatées lors des élections de novembre 2011. Quoiqu'en disent ses adversaires, ces fraudes ne remirent guère

en cause l'ordre d'arrivée des candidats mais elles ternirent durablement la victoire du chef de l'Etat et elles hypothéquèrent son second mandat.

Pour tenter de renverser la vapeur, le président Kabila compte aujourd'hui sur son Premier ministre, Matata Mponyo Mapon, qui avait failli être emporté dans le même crash aérien que Katumba alors qu'il était encore en charge des Finances. Cet économiste rigoureux, travailleur, est désormais envoyé sur tous les fronts, qu'il s'agisse de renouer avec le FMI, de procéder au recrutement et à la formation de jeunes militaires afin de recréer une meilleure armée, de stabiliser l'économie et de poursuivre la reconstruction du pays et de ses infrastructures. Mais le chef du gouvernement, -un technocrate qui n'a guère de base partisane- se fait beaucoup d'ennemis, à tous les niveaux. Non seulement la population s'impatiente, car les fruits de la croissance se font attendre tandis que les taxes se multiplient, mais de puissants intérêts mafieux, actifs entre autres dans le blanchiment de l'argent sale via les exportations de diamants, ne sont pas disposés à se laisser remettre au pas. Quant aux milieux d'affaires, ils dénoncent la « rage taxatoire » d'un gouvernement désireux d'accroître les recettes de l'Etat.

Si le Premier ministre est souvent envoyé au feu, le président est lui aussi obligé de s'avancer en première ligne et il vient de convoquer un « dialogue national » qui devrait, en principe, réunir tous les partis et consolider l'unité face à la guerre aux frontières. Majorité comme opposition sont invités à débattre, à Kinshasa cette fois, de certains points de gouvernance qui avaient été soulevés, à Kampala, par la délégation du M23 qui, de simple groupe rebelle s'est transformée en mouvement politico militaire. Bon nombre de ces reproches et de ces attentes sont largement partagés, qu'il s'agisse de la décentralisation, de la réforme de la commission électorale indépendante, de la lutte contre la corruption. Mais à Kampala, le dialogue n'a pas abouti car la délégation gouvernementale ne s'est pas estimée mandatée pour discuter de ces sujets de fond avec les porte parole d'un mouvement armé, soutenu par un pays voisin et dressé contre les institutions du pays.

Un an après la mort de Katumba, privé de ses fusibles et de l'appui d'un certain nombre d'«hommes forts», décédés ou mis à l'écart, largement critiqué au sein de la population, le chef de l'Etat congolais apparaît comme un homme assez seul et menacé : il vient d'échapper à – au moins- deux tentatives d'attentat, un complot a été déjoué en Afrique du Sud, des infiltrations d'hommes armés s'opèrent au départ de Brazzaville, les diamantaires mettent de l'argent à la disposition de groupes factieux, d'anciens amis occidentaux, avec lesquels le contact n'a pas été bien entretenu, le désignent désormais comme la principale source des problèmes ! Et même les pays d'Afrique australe (Tanzanie, Mozambique, Angola, Afrique du Sud) considérés comme ses principaux soutiens, ne se pressent guère pour envoyer au Kivu la «force africaine» censée surveiller la frontière et désarmer les « forces négatives ». Paradoxalement, un an après la disparition du député de Pweto, les efforts de remise en ordre (au sein de l'armée, des finances, des circuits commerciaux, de la commission électorale, du dialogue politique) s'avèrent plus dangereux que les agencements opaques mais efficaces que contrôlait l'éminence grise du régime. A la limite, le meilleur atout dont dispose Kabila, aléatoire s'il en est, (car le retour au chaos demeure une très profitable hypothèse) c'est que nul n'a encore identifié celui qui pourrait le remplacer et satisfaire les exigences contradictoires des uns et des autres !

Bonne lecture !

Guy De Boeck



AUGUSTIN
KATUMBA
MWANKE

« Tout être est résultat de circonstances, l'aboutissement d'un processus. Il naît, vit et meurt selon son propre et inexorable déterminisme ».

Mort dans un crash d'avion sur la piste défectueuse de Bukavu le 12 février 2012, Augustin Katumba Mwanke ne pouvait avoir un sens aussi vif et aussi prophétique de la prémonition.

En traversant comme un météorite l'histoire agitée de son pays, il laisse une autobiographie éblouissante, sincère, émouvante.

Un livre digne d'un grand homme.

*La photo de couverture est celle du
lac Rhôzro en face de Poweto, village natal de l'auteur*

25,000€

AUGUSTIN KATUMBA MWANKE

MA VÉRITÉ

MA VÉRITÉ

AUGUSTIN KATUMBA MWANKE

MA VERITE

Edition EPI Nice

*Toute représentation, traduction ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement des héritiers de l'Auteur, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par la loi.
Tous les droits étant réservés aux héritiers de l'Auteur, sa commercialisation éventuelle est uniquement de leur ressort.*

Post-Face

Le destin ne lui aura pas permis de rédiger la seconde partie de sa «vérité» consacrée au rêve de développement. Ce rêve qui était sa passion de voir toutes les communautés locales se doter de l'essentiel pour mettre un frein à l'exode rural, en rendant viables tous les milieux ruraux. Toutefois, à la lecture de la première partie où Augustin Katumba Mwanke parle de son enfance dans son Pweto natal, de ses études secondaires à Lubumbashi, de la découverte de la liberté académique où il faut s'assumer seul dans la mégapole de Kinshasa, sans contrainte extérieure, jusqu'à l'épopée de la fuite des cerveaux vers la République d'Afrique du Sud, sans omettre la rencontre fortuite avec Mawapanga et, plus tard, avec M'Zee Laurent Désiré Kabila et enfin Joseph Kabila, trois idées-forces convergent.

D'abord, c'est un hymne à la vérité, un serment à la loyauté et à la fidélité, mais aussi un serment de loyauté et de fidélité à la vie, à l'amitié et à l'autorité établie. Comme pour dire que seule la vérité libère, le natif des rivages au sable fin du Lac Moëro, perché sur les

hauteurs des Monts Mitumba, a hérité de cette terre escarpée et de ces eaux tantôt calmes et tantôt tumultueuses, l'intelligence des choses de la nature et des circonstances de la vie renforcée d'une inébranlable conviction : la vérité, si dure soit-elle, ne peut être travestie.

Ensuite, cette conviction, ce parler vrai et son verbe franc ont suscité tellement de malentendus et incompréhensions qu'il sera, en définitive, l'éternel incompris de ceux qui préférèrent le gonflement des titres, le parfum de la notoriété imaginaire et tout l'attirail clinquant du paraître en lieu et place de l'humilité d'être qui rappelle à l'homme sa finitude, sa qualité de passager et de passant dans cette vallée de larmes. Que de pelletées de médisances gratuites sur son chemin ! Il se contentait de l'idée selon laquelle Dieu qui est juste et connaît le cœur de chacun saura rendre justice un jour.

Enfin, la bonne foi est une denrée rare. Face aux intérêts de tous ordres, les hommes détruisent plus qu'ils ne construisent. Ils sont portés vers la calomnie, le mensonge et les « montages » de toute nature. Point n'est besoin de passer son temps à se lamenter. Dès lors que les proches et la personne à qui on doit rendre compte sont convaincus de votre innocence et qu'en âme et conscience, on estime être dans le bon, il faut continuer son bonhomme de chemin. Si aujourd'hui la vérité est assassinée, demain certainement elle ressuscitera, ainsi

réhabilitée elle confondra « les assassins » devant le tribunal de l'histoire. C'est de cet espoir qu'il tirait sa force, l'énergie qui le caractérisait, faisant de lui un travailleur infatigable.

Comment ai-je su qu'il écrivait un livre, alors que malgré la générosité de son cœur, souvent, il était chiche en parole, à tout le moins en confidence : j'étais en train de lire « Ma vérité » de Albert Kalonji Mulopwe, lorsqu'il entra et s'exclama, tiens ! Bientôt, tu liras « Ma Vérité » en lieu et place de celle de Mulopwe qui n'est pas de ta génération ! Tous deux, nous éclatâmes de rire. Ensuite, il m'expliqua dans les détails le projet qu'il avait entrepris. Curieux, je le pressais de m'apporter le manuscrit. Il me répondit : tout est clair dans ma tête, mais encore faudrait-il que je le mette sur papier ! La qualité de l'ingénieur reprenait surface sur celle de l'homme politique discret : tout doit d'abord être bien conçu avant de procéder à la modélisation.

Cette merveilleuse autobiographie, c'est aussi un voyage initiatique d'un homme dont la vie éphémère, dans l'effacement total, aura été le témoignage épatant selon lequel, dans chaque organisation, il ne suffit pas d'occuper les premières loges pour être nécessairement efficace. Acteur de l'ombre, il répugnait s'exercer au théâtre de la dérisoire notoriété.

Evariste BOSHAB

Préface

La perte d'Augustin Katumba Mwanke nous a plongés, m'a plongé, dans un chagrin inouï qui m'accompagne encore, qui m'accompagnera toujours.

En lui, j'ai perdu un merveilleux frère, un précieux compagnon, un ami d'une fidélité à toute épreuve. Il nous a quittés dans la fleur de son âge, à un moment où l'œuvre gigantesque lancée par le Mzée, mon Père bien aimé, notre Président bâtisseur, notre Guide intrépide et vénéré, fleurissait en dépit d'une formidable conjugaison de défis et d'adversités de tous genres.

Avec notre peuple et des centaines de femmes et d'hommes de tous âges parmi lesquels Augustin était une puissance de finesse et d'intelligence, de modestie et d'altruisme, nous y avons fait face avec courage et détermination.

Dans ce combat, Augustin représentait une valeur des plus sûres. Son exemple continuera à nous inspirer dans la poursuite de notre exaltante aventure

patriotique pour hisser notre Grand Pays aux sommets de sa gloire.

La découverte, dans ses tiroirs secrets, du manuscrit d'une autobiographie sincère, riche et éclairante, fut un réel réconfort. Il y expose avec une simplicité pénétrante qui reflète ses fascinants traits de caractère, l'itinéraire d'une vie pleine dans tous les sens du terme.

Sa scolarité, son combat pour sa propre construction personnelle, ses valeurs, la profondeur de son patriotisme et son amour sans borne pour le M'Zée, Pionnier de notre renaissance nationale, ses activités débordantes, à mes côtés, pour la réunification, la pacification du pays, son relèvement économique, sa démocratisation et la réconciliation de ses forces politiques à travers le dialogue national et la promotion des solutions consensuelles, sont les principaux jalons de cette vie.

On y retrouve son attachement à la vérité dont il a fait une valeur cardinale pour lui, pour les siens et pour nous tous. Sa discrétion et son humilité qui contrastent avec les attitudes et comportements de certains qui montrent plus qu'ils ne font en réalité pour le pays, devraient inspirer notre jeunesse et nos élites politiques.

Son refus obstiné de se laisser affaiblir par les

médiances et les critiques infondées révèle une noble nature et une hauteur humaine dignes d'éloges. Les calomnies sont le propre de ceux qui, incapables de s'élever à son niveau dans la droiture, se réfugient dans le dénigrement et la poursuite de leur «grandeur» à travers le mal qu'ils cherchent à causer aux autres. Ceux-là ne méritent que le sort qu'Augustin leur a réservé tout au long de sa vie : le mépris.

Bien sûr, Augustin est un homme, et comme nous tous, était exposé aux aléas de la nature humaine. Mais là où il prenait vraiment de l'avance sur beaucoup parmi nous, c'est qu'il ne faisait jamais rien dans le but de nuire à autrui, jamais rien sans qu'il ne plaçât l'intérêt de notre pays et celui de notre pouvoir national au centre de ses préoccupations.

Doté d'une constance extraordinaire dans le service du pays, Augustin ne s'est jamais laissé obscurcir le jugement par les vicissitudes de sa vie professionnelle. Qu'il ait été simple fonctionnaire, gouverneur, conseiller, ministre, ambassadeur itinérant ou simple citoyen logé dans un modeste bureau, il servait avec le même enthousiasme, la même efficacité, le même dévouement et la même loyauté.

Je l'ai admiré comme ami, puis hautement apprécié comme collaborateur direct. Tout au long de cette double expérience, Augustin n'a jamais demandé une faveur personnelle. Tout se passait comme si son

engagement pour le pays transcendait les contingences de son statut personnel.

Le livre merveilleux qu'il nous laisse est un trésor de vertus et de leçons éclairantes sur la vie.

Ecrit dans un style limpide, d'une éblouissante précision, reflet de sa personnalité, le livre est plus qu'une autobiographie; c'est tout un testament comme s'il en sentait le besoin. Augustin avait un flair et une intuition de génie, pas seulement en tactique et en stratégies politiques. Il voyait venir le devenir. Il sentait les hommes, les faits et les événements bien avant qu'ils ne surviennent. Le beau livre qui est sous nos yeux en est un exemple sublime.

Le rêve qu'il caressait à la fin de ce qui représente le premier volume de l'œuvre projetée croise, au niveau national, notre ambition pour le pays. Il rêvait de faire de son Pweto, du Katanga, une étoile qui ne serait qu'un tout petit astre de la galaxie lumineuse qu'il voulait bâtir dans toutes les provinces du Congo, dans l'égalité et la concorde.

Il repose aujourd'hui en paix dans la terre qu'il a tant chérie. Dieu l'a assurément reçu dans sa miséricorde et son immortalité céleste. Son itinéraire nous interpelle profondément sur nos destinées et nos déterminismes individuels. Dans notre vie de simples mortels,

comment oublier qu'ici-bas nous ne sommes que des passagers bien temporaires ? Chaque instant de notre existence devrait nous inciter à la modestie, à la mesure.

Au-delà de tout, l'essentiel est qu'en partant un jour, car nous partirons, nous puissions nous dire, à l'instar d'Augustin Katumba Mwanke, que nous avons œuvré de toutes nos forces dans l'intérêt de la nation et que, devant l'Eternel, nous avons donné la juste direction à notre vie.

Yerodia Abdoulaye NDOMBASI



Introduction

La dernière décennie de ma vie a été pour moi, en dépit de l'immense satisfaction que me procure l'engagement au service de mon pays, un vrai calvaire. Traité de tous les qualificatifs, je fus alternativement associé à tous les noms de réputation peu glorieuse : bien que personne, à ma connaissance du moins, ne m'ait, ouvertement, encore, traité de Raspoutine du système congolais, de Mazarin de je ne sais quel imaginaire Louis XIV et ministre encore plus imaginaire de Régence, de diable de l'ombre, de carrefour de tous les chemins de dérive, de mauvais esprit par qui le mal congolais puise ses racines et sa sève de turpitude, une liste hideuse de diabolisation de ma modeste personne a été et demeure de tous les menus des chancelleries occidentales et de bien des salons huppés du microcosme kinois. L'évidence de la volonté de nuire - et pas seulement à moi-même, ses fils et ses motivations, se passent de tout commentaire...

Bien sûr cette sempiternelle campagne qui ne connaît point de répit me laissa, comme tout le monde

le sait, froid, indifférent, un peu - pour être honnête - fier de moi-même. Stoïquement, je restais imperturbable dans ma solitude au service de mon pays, égrainant les cailloux, tel un petit Poucet, sur mon petit bout de chemin

Et puisque, enfin, je me résous à prendre, pour la première fois la parole, je ne saurais cacher combien je trouve injuste et immoral ce matraquage dont, disons-le d'emblée, je n'incrimine personne en particulier. Je veux être ici, aux premières lignes de cet écrit, tout à fait net. Je n'ai point l'intention de régler un quelconque compte, ni de faire le procès de qui que ce soit. La ligne qui a été et demeure celle de ma vie, dont la durée, comme chacun, m'échappe, inspirera ces pages que j'ai le plaisir de soumettre au lecteur.

Mon but, ce faisant, n'est ni de me défendre contre qui que ce soit, ni de me justifier vis-à-vis de qui que ce soit, pour quoi que ce soit.

Il s'agit de s'acquitter d'un devoir : lever les équivoques et dénuder le mensonge qui ne verdit qu'à l'ombre du silence. L'impunité dont bénéficie le mensonge s'effondre avec le premier rayon de lumière. Le silence est le meilleur allié du mensonge et de l'impunité du menteur, de l'imposteur, du faussaire et autres orfèvres de la médisance et du commérage. La punition du menteur n'est pas sa poursuite judiciaire, quoique rien, en principe, ne s'y oppose. Sa vraie

sanction, c'est la rupture du silence. Opposer la vérité au mensonge, là est l'approche idoïne. Comment, dès lors, refuser de s'y essayer ? A la limite, l'attitude contraire serait une forme de complicité tacite, mais pas nécessairement moins funeste. Les connaisseurs soutiennent qu'il existe des crimes et délits par la seule omission. N'est-il pas après tout, moralement répréhensible de se taire lorsque le silence aide à la profusion du délire mensonger ?

J'éprouve, après tant d'années de silence, un silence que parfois, naïvement, j'ai affectonné, le désir, le besoin de me parler à moi-même, à ma conscience. Je lui dois bien, à ma conscience, ce qu'elle ne cesse de me réclamer : de simples déclarations, en un mot comme en cent, des éclaircissements.

Le devoir de mémoire, du souvenir, du for intérieur, cela existe. Je me demande, d'ailleurs, s'il n'est pas le seul qui, essentiellement, existe vraiment. Loin de moi l'idée prétentieuse de m'adonner à un quelconque questionnement existentiel ou philosophique pour lequel je n'ai ni le temps, ni surtout le talent. Je ne puis cependant échapper, comme probablement tout un chacun, au délice de voir, en toutes circonstances, émerger la vérité. Cette quête de la vérité, cette inclination humaine à flirter avec elle, de l'approcher, de s'en approcher, d'envisager l'atteindre, qui, parmi nous, peut s'y soustraire ?

Et puis, il y a cet impératif irremplaçable, souvent douloureux, toujours salvateur de se soumettre au «supplice» rédempteur du parler vrai; du dire vrai, du vivre ... vrai. Dans mon petit coin d'existence, je le sens ainsi : dire la vérité, sa vérité, comporte cette vertu de se prémunir contre l'artifice. La vérité «cuirasse» celui qui ose l'affronter, la subir. La prononcer n'est pas seulement un acte de défense par objection au mensonge et à l'affabulation. C'est également un acte formateur - un acte fondateur - pour sacrifier au langage galvaudé. Qui pourrait s'estimer majeur s'il est encore hésitant à dire sa vérité ? La rédemption spirituelle et sociale commence ici. Elle n'est nulle part ailleurs. Je cherche, en disant ma vérité, simplement, sans fards, ni maquillages, cet effet rédempteur de la Vérité. Peut-être m'en voudra-t-on encore, comme pour le reste. Qu'importe. Ce crime-là, je l'avoue !

Ce n'est pas tout. Il y a une autre source à cette délectation intime : se mesurer à l'obstacle. La vérité est un défi, un affront à l'existence, un redoutable (invincible?) adversaire de la conscience. Se mesurer à la douleur de la reconnaître et de la dire, pure et entière, et y survivre, n'est-ce pas un exploit de l'être humain ?

Si, par tempérament et par sens du devoir, j'ai pu endurer les blessures provoquées par la médisance et les commérages de toutes sortes, il n'en a pas toujours été ainsi pour les miens : mon épouse, mes enfants, mes

parents, mes amis. Les souffrances qu'ils ont supportées, non sans courage et dignité, ne furent pas moindres.

Par moments, leurs peines eurent sur moi plus de poids que ne l'eurent la méchanceté et la malveillance des injustes et méchants sur moi. Mon épouse Zozo a dû, dans l'exercice de sa profession et dans sa vie courante de femme congolaise, supporter le gros lot de cette «méchanceté collective»; Dieu merci, mes filles sont d'un âge qui les met, jusqu'ici, à l'abri des velléités attentatoires à l'honneur de leur papa ... Dans son mutisme, cet impénétrable trait de notre tribu, mon fils Augustin Katumba Mulumbwe en souffre mais le fait dignement, stoïquement. Mes parents, loin du marais kinois, lequel est le principal siège de la perte d'ancrage éthique en RDC, se protègent, en province natale, par les échos plus amènes des gens sains du pays profond. Il est cependant arrivé que leur mur de protection cède aux sirènes de la médisance. Dans la simplicité paysanne des bemba, ils se limitent, pour exprimer leur indicible peine, à des prières incantatoires aux fins de conjurer le sort, pour voir les divinités me couvrir de leur bénédiction céleste ...

Les douleurs vécues par mes amis se mêlent à leurs propres soucis. Ils souffrent pour moi. Ils souffrent aussi pour eux. Les vrais amis sont ceux qui lient leur destin au vôtre. En toutes circonstances. Ceux qui vous côtoient néscomptant que leur destin, ne méritent pas

le nom d'amis. Ces «amis» de circonstances, qui ne sont avec vous que pour eux sont, hélas, les plus nombreux. Tout le monde connaît leurs noms. Nul besoin de leur consacrer plus qu'un négligeant euphémisme

A moi-même, mon épouse, mes enfants, mes amis, mon peuple, je dois cette prise de parole. Continuer de me draper dans mon mutisme serait une forme de pusillanimité complice de leurs souffrances. Par fidélité à leur loyauté, à leur amour et à leur sincère attachement à ma personne, je ne pouvais persister dans mon refus de prendre la parole. Comment les priver de ce plaisir qu'ils ont presque tous souhaité, de tout cœur, m'y dérober serait devenu lâche, insupportable, impossible. Cette raison a fini par l'emporter sur toute autre considération de tempérament personnel et d'obligation de réserve.

A la vérité, l'idée me taraude depuis toujours : suivre la trajectoire de mon tempérament et de mes inclinations personnelles. Il s'agit, ici, moins de parler aux autres qu'à moi-même. Un écrit public engage. C'est une sorte de corde enroulée autour de votre cou pour ne point échapper aux obligations de votre nouvelle laisse. Un écrit public tel que l'essai que voici, m'aidera, je l'espère, à esquisser les lignes d'horizon d'un certain futur et, sans prétention, à en fixer les repères. «Conceptualiser» le projet de ma vie est peut-être un peu pédant pour exprimer mon idée. «Dessiner», même

à grands traits de pinceau, la trajectoire d'un modeste destin serait, peut-être, plus proche de ma balbutiante pensée. Il y a, en chacun de nous, cette naturelle inclination à proclamer sa résolution. C'est un peu comme pour prendre les autres à témoin, pour que la «honte du reniement» vous dissuade de renoncer à votre profession de foi. J'ai aussi cette faiblesse de chercher à m'arc-bouter à cette planche-là.

Qu'aimerais-je proclamer, au fait ? Servir sur le terrain. Je n'aime pas les discours. Les navigations en hautes sphères, dans les nuages, à travers les joutes oratoires, je les trouve profondément vaines et oiseusés. Je n'ai rien contre les princes du verbe. Les poètes, les penseurs, les philosophes, les intellectuels, j'en ai connu qui sont merveilleux. Il m'arrive parfois de les admirer, un peu de les envier. Mais je n'en fais pas partie. Ce n'est pas ma tasse de ... café. Lorsqu'ils deviennent politiques, ou pire, politiques, alors là, le fossé se creuse vraiment entre nous ...

A tout ce beau monde, je préfère ceux qui agissent sur le terrain du concret. Le concret, c'est ça mon credo, c'est ça ma motivation, ma fascination.

C'est pourquoi ce livre, que j'ai voulu simple mais sincère, est ma profession de foi de servir au quotidien, sur le terrain, à basse altitude. Mon vœu le plus cher est qu'il serve de lampion pour mon rêve de toujours : m'enraciner dans mon terroir, au Katanga, à Pweto.

Travailler la terre, cette belle terre, si fertile et si prometteuse, n'est-ce pas une ambition qui en vaudrait bien une autre ? Rester parmi les miens, à côté des gens du peuple, du bas peuple, loin des appareils et des jeux de lumières factices et dérisoires, il y a là, je le soupçonne intimement, un autre bonheur. Je rêve de le rencontrer. Si, fort de la chaleur des miens, de volonté et d'un peu de chance il métrait loisible de conduire, au terroir, une vraie, nouvelle et belle aventure de construction, de développement, de progrès et d'épanouissement intellectuel et moral, je nagerais en plein bonheur. Je le dis et le pense simplement. Il n'y a pas que la grande ville, la haute administration, le vain et trivial combat du positionnement politique qui fondent les succès et élèvent aux cimes de la gloire.

L'homme africain, le cadre africain, le jeune africain instruit, serait bien inspiré de réapprendre à revenir à la terre. L'élite africaine a trop souvent souffert de cette course folle vers les mirages du bonheur urbain. Du coup, elle s'est adonnée à toutes sortes de reniements, de compromissions et de travestissements. Je brûle d'envie de montrer qu'il y a un autre chemin pour une exaltante et belle vie : la dévotion au terroir.

C'est aussi ce message, tout modeste qu'il soit, qui ponctue en sourdine, ma prise de parole et ma motivation personnelle.

Bien que les raisons d'une prise de parole soient

si pertinentes, je ne saurais nier que, par moments, j'ai eu mes doutes et ma part d'hésitation. Parler n'est pas mon fort et les jeux de l'esprit requièrent des dons et talents auxquels je ne saurais prétendre. M'exhiber en me livrant au public contraste avec mon éducation, ma façon de voir et de me conduire. Mais il y a plus : Comment le propos serait-il interprété ? Ne viendrait-il pas donner matière à mes détracteurs, à l'affût de tous mes gestes ? Si je ne pus échapper à la médisance, en observant le silence, que dire lorsque, contrairement à mon tempérament et à mes habitudes, je me livrerais et prendrais ouvertement la parole ?

La pression des miens et de mes amis m'a déterminé. Le désir de vérité et une profonde aversion du mensonge ont fait le reste ... Ils ont fini par avoir raison de mes dernières hésitations.

Se pose alors la question : Que dois-je dire ?

Rappeler qu'une vie n'est jamais linéaire. C'est une succession de brisures et de reconstitutions. De hauts et de bas. De succès et d'échecs. La mienne n'est pas une exception. Certes, la raconter, entière, serait prétentieux, fastidieux, inutile. « Pour qui se prend-il ? » diront bien certains. Un choix s'impose. Et comme tout choix s'accompagne de douleurs, d'exclusions, de sacrifices, ici encore, on ne peut échapper à cette incontournable loi de tous les choix ...

Deux choses me paraissent résumer l'essentiel. Deux questions, en quelque sorte, m'assaillent. Les visiter me suffit pour dire ce que j'ai sur le cœur. Le reste serait bavardage, serait superflu. Or ces deux-là (bavardage et superflu) sont deux travers que je déteste, jusqu'à l'aversion.

Qui suis-je ?

Qu'ai-je fait ?

J'ose espérer qu'en empruntant ces deux sillons, je serais en mesure de me dépeindre en traçant mon itinéraire sans ostentation et sans auto flagellation, et de présenter mon rêve de développement local avec foi et amour au Katanga et à tout le Congo.

Tout être est le résultat de circonstances, l'aboutissement d'un processus. Il naît, vit et meurt selon son propre et inexorable déterminisme. Mon itinéraire vérifie cette loi des destins. Empruntons alors ses sillons. Ils conduisent à ses principaux jalons.

De Pweto à Johannesburg :

Le socle

Le premier pas à franchir dans la recherche de la vérité me paraît tout simplement être de partir des faits. Puisqu'il s'agit de dire au lecteur, l'ami, l'autre, le lecteur lambda, «qui suis-je», je ne vois d'autre sillon que de remonter, pas à pas, les repères qui m'ont façonné pour faire de moi ce que je suis devenu, ce que je suis.

Né le 5 Octobre 1963 à Pweto, au beau milieu du peuple bemba, j'ai tété le lait maternel et me suis nourri de la sève de la terre bemba. Je ne descends pas de l'une de ces origines dont se réclament, pour affirmer leur grandeur ancestrale, enracinée, supposée ou réelle, bien des membres de l'élite africaine : je ne suis ni le petit-fils d'un roi conquérant et chevaleresque, ni d'un mandarin prince de lettres, ni d'un chef coutumier aimé et vénéré et encore moins d'un saint marabout aux pouvoirs surnaturels, magiques et craints... Mes familles du côté de mon père et du côté de ma mère, ne sont, ni du sommet de la hiérarchie, ni de celle des bas-fonds. C'est une appartenance sociale bien ordinaire. Ni noble, ni plébéien.

Mon père, Médard Katumba, moniteur de profession, faisait partie, certes, de ce qu'on appelait aux premières heures de notre histoire moderne les «évolués» puisqu'il avait été à l'école des blancs. Il apprit leur langue et un certain style fait de rigueur et de rationalité. Mais tout cela est à nuancer car il est resté près des gens, au sein des siens, respectant leur mode de vie, et surtout enraciné dans leurs traditions, pétri de leurs valeurs.

Ma mère, Louisa Mwanke, ménagère dévouée à son mari, à ses enfants (trois filles et moi) et à sa maison, n'affichait, dans l'accomplissement de ce triple devoir, aucune ostentation. Gentille, calme, croyante, mais

joyeuse; oui, elle a toujours été cette quadrature. Rien ne la distinguait du commun de ses semblables sauf, peut-être, le délice des mets qu'elle préparait avec minutie et grand soin des saveurs. Il en était ainsi quelles que fussent saisons, abondance ou disette.



Très spirituels tous les deux, ils étaient catholiques. Je ne leur connais aucune dérive à l'idéal chrétien : préserver leur foi, se respecter dans la vie de couple, élever dans la simplicité leurs enfants, et ne pas s'assigner une mission de prosélytisme, au-delà de la frontière de ce champ familial bien délimité. Cette nature de mes parents, je crois qu'ils la tirent de celle, plus générale, du trait sociologique des Bemba. Ceux-ci sont, eux aussi, bien ordinaires. Répartis comme

certaines autres, Bashila, Bazela, Balomutwa en particulier, sur la frontière zambienne, ils sont plus nombreux de l'autre côté que du nôtre. Peuple pacifique, travaillant la terre, on ne leur connaît guère de tendances belliqueuses. Ils ne sont ni guerriers intrépides et courageux, ni amorphes, couards et soumis. «Tu es le chef, tu ne mendies pas ta viande». Ce proverbe bamba en dit long sur le sens de la dignité qui fonde leur éthique. Il n'est jamais parvenu à mes oreilles que des conflits, fonciers, d'abreuvoirs, de pâturages les aient opposés aux autres, à leurs voisins. Les échanges entre eux se font toujours à l'avantage réciproque. En somme, un gagnant-gagnant ancestral ... Avec gentillesse et respect de la parole donnée.

Le métier de mon père fut la première des graines de ce qui, par la suite, deviendra mon «chapelet de chances». Il me fit entrer en 1969 contrairement à bien d'autres enfants de ma tribu, à l'école primaire d'application Lube à Kilwa où il avait été muté de Pweto.

L'école primaire terminée, j'entrais, sur les traces de mon père enseignant, à l'institut pédagogique de Lube. Je n'y fis que deux ans. Ne voulant pas devenir enseignant, je décidai d'interrompre mes inscriptions à l'institut pédagogique pour mettre le cap sur l'institut Cisanika à Kasenga afin d'entreprendre des études de maths-physique.

Au cours des vacances 1976-1977, se produisit, par la main invisible du sort, le premier des quatre contacts qui furent, chacun selon son contexte propre, un tournant mémorable, puisque décisif, de ma vie.

Monseigneur Andre Kaseba venait d'être nommé évêque du diocèse de Kilwa Kasenga. Il vint à Kilwa faire sa messe de prémisses. Acolyte d'Eglise, je fus désigné porte missel au cours de ladite cérémonie.

Qui me proposa ? Qui me hissa sur ma première estrade ? Je l'ignore aujourd'hui. Peut-être est-ce cette main invisible qui, à chaque tournant de ma vie, m'épropulsa, me protégea et m'installa au siège d'honneur et de succès qui ne m'était pas originellement destiné. Habitué, malgré mon âge de l'époque, aux rites liturgiques, je pus ouvrir le missel, chaque fois, à la page idoïne, celle précisément dans laquelle l'évêque devait trouver sa prière. Il n'avait donc pas à chercher ce qu'il devait dire. De la sorte, lui était évité le risque de s'embrouiller ou de briser le rythme et l'enchaînement de ses propos.

Cette assistance, jugée efficace par les fidèles, séduisit le bon et lumineux évêque. Une fois la messe terminée, il s'empressa de retrouver mon père. Les deux hommes échangèrent sur des sujets que j'ignore mais je présume qu'ils avaient parlé de moi ... L'évêque m'appela et me demanda :

- Que veux-tu faire ?

- Des études de maths-physique à l'institut Cisaniko.

- Que veux-tu devenir ?

- Evêque, comme vous.

Alors tu devrais entrer au séminaire. Je t'enverrais au collège d'Imara où tu feras tes études scientifiques et poursuivras au séminaire.

Ainsi se joua, en peu de temps, à peu de frais, un acte déterminant de ma vie. Peut-être n'est-il pas superflu de rappeler que je ne fus pas le seul au sein de notre famille à avoir eu le privilège de bénéficier des bontés de Monseigneur Kaseba.

Apprenant de mon père, devenu son coiffeur, que ma sœur ainée, Bernadette, s'apprêtait à aller à Kinshasa poursuivre ses études, sans point de chute, nulle part, dans «l'effroyable» océan kinois aux eaux à la fois, boueuses, troubles et saumâtres, Monseigneur eut la gentillesse et la générosité de cœur de la confier à son cousin Gabriel Mumba qui l'entoura de sa bienveillante sollicitude. De la sorte, je bénéficierai, pour plus tard, d'une base d'appui avancée lorsque l'heure de mes études universitaires, à Kinshasa, sonnerait.

Le collège d'Imara et celui d'Ima Kafubu furent

les deux écoles les plus prestigieuses en ces temps à Lubumbashi. Les prêtres y sont particulièrement à cheval sur les normes. Le respect de la norme, quel immense besoin pour nous aujourd'hui en RDC d'y revenir ! Et d'ailleurs qu'est-ce que l'Etat de droit sinon, par opposition à l'Etat de police, le respect de la norme préétablie ?

Ayant été accepté au collège sans examen du fait de ma moyenne de 80% obtenue à l'Institut Pédagogique de Lube et de l'appui de Monseigneur Kaseba, je devais, malgré ce double atout, réussir absolument la première période, sous peine d'être exclu, sans autre forme de procès. Me dévouant aux études, malgré les attraits de ma nouvelle vie, je fus désigné, à la fin de l'année, à titre de distinction, comme «l'élève le plus gentil». Cette distinction me valut d'être sélectionné parmi les quatre bénéficiaires de bourses octroyées par un privé belge.

Monsieur Lewis dont la femme était morte quelque temps auparavant, avait dévoué une bonne partie de son temps au lycée. En souvenir de la mémoire de son épouse, Lewis accorda, cette année-là, quatre bourses aux meilleurs élèves du collège d'Imara. Ces bourses étaient ainsi réparties :

Une pour le meilleur des trois classes des troisièmes, une pour le meilleur des trois classes des quatrièmes et une pour le meilleur des trois classes des

cinquièmes. Les trois classes étaient constituées d'une section littéraire, les deux autres étaient scientifiques, c'est-à-dire maths-physique et biochimie.

La quatrième bourse me fut attribuée, pour ma distinction comme «l'élève le plus gentil» du collège alors que je n'avais obtenu que 82% derrière Mwamba Wa Nzala, brillant esprit, aujourd'hui à la NASA.

A l'époque, ceux qui venaient de l'intérieur avec des moyennes élevées, telle que la mienne de 80%, étaient suspectés de les avoir fausement gonflées. Le comble est que cette accusation était souvent corroborée par le fait qu'aux examens de fin de période ou d'année au collège, les moyennes chutaient drastiquement. J'eus, au début, droit à de telles suspensions. Elles ne disparurent que lorsque, aux examens de fin de la première période, non seulement je confirmai ma moyenne de 80%, mais je progressai pour atteindre 82%. J'étais deuxième de ma classe, juste derrière mon ami Charles Kyona, lequel avait obtenu 87%.

Mes parents payèrent le premier trimestre (septembre à décembre) des études au collège. Au regard de mes résultats de première période qui contrastaient avec la forte tendance de tous ceux qui, dans ma situation, accédaient au collège, le Père Van Aspert, directeur du collège, décida la prise en charge de mes frais scolaires et d'internat jusqu'à la fin de l'année; cette faveur ne devait cependant être effective qu'à partir du

deuxième trimestre. Elle venait pourtant à point nommé. Mes parents, au revenu fort modeste, se trouvaient soulagés des frais de scolarité. Moi, j'accédai, enthousiaste, à la grande ville, à ses libertés, au vaste horizon qui s'ouvrait désormais devant moi.

Dans les années de jeunesse, de telles circonstances grisent, ensorcellent et souvent donnent le vertige. Il faut beaucoup de chance et, reconnaissons-le, le poids écrasant de l'éducation familiale et des coutumes locales pour ne pas sombrer, emporté dans les délices factices d'une vie libertaire, enjouée, voire licencieuse !

A la vérité, j'eus peu de tentations car très tôt, de bonnes fréquentations, ajoutées à mon tempérament de hard-worker, discipliné, solitaire, voire casanier, eurent vite fait de me mettre à l'abri. Parmi ces bonnes fréquentations, je me souviens encore de merveilleux camarades.

Charles Kyona, le brillantissime esprit était mon voisin de table. Cette proximité nous permit, très tôt, d'être proches l'un de l'autre. Il m'amena souvent chez lui, dans la demeure de son oncle qui habitait sur l'avenue citoyenne Mobutu. Plus tard, il m'offrit l'hospitalité chez ses parents à Kolwezi. Je lui rendis la monnaie de sa pièce en le recevant chez moi, dans notre modeste maison au village de Kilwa, pendant les vacances après notre examen d'Etat en 1980. Enfant

urbain, il m'apprit la vie citadine. Je lui suis redevable d'une certaine modernité qui fait maintenant partie de mon caractère - malgré mon souci et mon inclination naturelle à rester proche des miens.

Oscar Kilufia n'était pas seulement épataant pour son bel esprit d'amitié. Il était aussi devenu mon parrain, mon protecteur et, en quelque sorte, mon mentor. Je fus, avec lui, un habitué de Rwashu au «quartier six» où nous découvrîmes ensemble les vertus des gens «d'en bas» dont la noblesse n'apparaît que quand ceux «d'en haut» daignent partager leur vie, leurs repas, leur logis, et, pour tout dire, leurs joies, leurs peines. Oscar m'introduisit dans cet univers où la crasse flirte, paradoxalement, avec la noblesse d'âme. Pour lui exprimer mon amitié et ma reconnaissance, je l'invitai chez moi à Kilwa, pendant les vacances 1977-1978. Salésien, alors que j'étais franciscain, il dut poursuivre des études théologiques poussées qui le conduisirent à Rome. Une fois gouverneur du Katanga, j'appris qu'il était le préfet de notre collège de départ : Imara. Je restai en contact avec lui jusqu'au jour où la maladie le mordit. Je l'envoyai en Afrique du Sud où il rendit l'âme au Seigneur qu'il ne cessa jamais d'adorer ...

L'une des mille choses que je lui dois, est d'avoir fait la connaissance d'Albert Kampangwe. Ce dernier fut l'un de ceux qui sont restés proches de moi. Quand j'arrivais en quatrième, Albert était en cinquième. Mais

très vite le courant passa entre nous. Un jour Oscar me dit : «Tiens, le gars, là-bas, est de chez toi!». Je m'avançai vers lui, et l'abordai en swahili, sur un ton un peu taquin.

Oui, j'aime bien ces piques, non celles qui font gicler le sang. Ah non, pas celles-là ! Je hais le sang ! Je veux parler de celles qui détendent, qui mettent dans l'atmosphère un peu de sel, un peu de piquant matiné d'une légère saveur d'humour salace, juste pour amener l'autre à se dévoiler, à avancer ses pions, à venir vers moi. Bref ! Albert, ce jour-là, n'apprécia guère et s'indigna de ce ton qui le renvoyait au flot de quolibets des autres élèves parmi lesquels il ne pouvait compter aucun élève originaire de son village. Son isolement l'exaspérait et le rendait peu réceptif aux taquineries de ce genre. Me rendant vite compte de son état d'âme, je lui parlai notre langue locale. Là, tout changea. Il se détendit. Nous devînmes des amis, loyaux et inséparables. Il en est ainsi encore aujourd'hui, et je l'espère, pour toujours.

C'est dans cette période que je fis l'inoubliable bêtise qui se révéla, paradoxalement, salvatrice : Une fois, alors que j'étais en cinquième, je m'inscrivis pour passer le week-end à l'internat au motif justifié que j'habitais loin. Le règlement était strict et les sorties le soir, après l'heure du coucher, étaient formellement interdites. Le soir pourtant, avec un groupe d'amis, je décidai de sortir. Comme eux, je m'évadai par la fenêtre au beau milieu de la nuit. Vigilant et un peu espion, le

maître d'internat, Révérend père Jacques Vereyden, fit sa ronde et découvrit le pot aux roses. S'il m'avait bien vu rentrer et éteindre les lumières, je n'étais pourtant pas dans mon lit, à l'instar de tous les autres membres de la bande. Nous nous étions tous retrouvés à la kermesse.

A l'époque, les kermesses et les soirées joyeuses étaient les hauts lieux des moments chauds de Lubumbashi. Musique, danse, animation endiablée, cinéma, copains et copines, tout y était. Toute la jeunesse s'y donnait rendez-vous. Sa «folie du samedi soir» enfiévrerait la ville et faisait vibrer, à l'extase, nos cœurs juvéniles. La nuit égayée de ce samedi soir fut longue et nous ne pûmes rentrer que tard, bien tard ...

Dimanche, nous fûmes, tous, convoqués et passés «à la question» quant à notre fugue aussi inattendue qu'inacceptable au regard du règlement de l'école.

- Augustin, as-tu dormi hier soir, toute la nuit dans ton lit ?

- Non, pas toute la nuit.

- Où étais tu ?

- Je suis sorti au ...

- Sais-tu que c'est contre le règlement ?

- Oui, je le sais.

- Pourquoi l'as-tu fais alors ?

Juste parce que j'en avais envie !

Comment ça ?, juste par ce que tu en avais envie ?

Oui, exactement. Aucune autre raison.

Tous les autres copains avaient essayé de se justifier. Et qui de dire qu'il était sorti juste pour un petit besoin au dortoir d'à côté; qui de dire qu'il était, au moment du contrôle, au petit coin; qui d'autre, sous la douche ... Chacun avait trouvé un mensonge selon son imagination et son inspiration du moment.

La sentence, ce dimanche suivant la «virée» du samedi soir, fut fatale. Convoqués en assemblée, nous assistâmes, contraints et contrits à son énoncé : «tous les contrevenants sont exclus de l'internat sauf un seul, Augustin Katumba. Sa franchise le sauve, cette fois».

Par tempérament, je n'aime pas mentir. Je trouve le mensonge avilissant, dégradant. Il est la forme suprême du reniement, de la lâcheté, le signe d'une faiblesse de personnalité. Depuis cet incident, s'ajoute à mon tempérament une considération utilitaire : lorsque vous dites la vérité, vous gagnez en force, vous montez en grade, en estime. Vous êtes emporté par une sorte de fierté et de suprématie sur l'interlocuteur, fut-il

l'adversaire le plus redoutable ou l'ami le plus sincère, le plus proche, le plus intime.

Dire la vérité est pour moi le meilleur atout dans les combats de la vie. Dans la mythologie grecque, il y avait un Dieu qui s'appelait, je crois, Antée. Sa mère lui dit un jour, «chaque fois que tu livres un combat contre un autre Dieu, tâche que tes pieds ne rompent pas le contact avec la terre». Il fit comme sa mère lui conseilla. Il emporta tous les combats. Son secret parvint aux oreilles de la mère de l'un de ses adversaires. Elle conseilla son fils, à son tour : tâche de faire rompre le contact d'Antée avec la terre, et tu réussiras à l'abattre. Il s'y employa, y réussit et terrassa Antée.

Le conseil que je me donne et ne cesse de répéter à mes enfants est celui-ci : ne mentez jamais. Le jour où vous rompez «le contact avec la vérité», vous perdrez, comme Antée, le combat de votre vie.

La vie scolaire à Lubumbashi prit fin sur un fantasme, un rêve, une ambition.

Ville minière de premier plan, la vie y était à l'époque suprêmement dominée par la Gécamines. On respirait de la Gécamines. On vivait de la Gécamines. On rêvait de Gécamines. Le but de tout jeune ayant fait des études scientifiques pouvant les conduire à bon port était de devenir ingénieur des mines puis de revenir travailler à la Gécamines. Je n'échappais pas à la

fascination collective. Je ne rêvais que d'une chose : devenir, comme Gabriel Umba Kyamitala, directeur général de la Gécamines. L'idole, le modèle, le sphinx de mes fantasmes, c'était lui. Dieu, en son temps, du géant empire minier de toute l'Afrique décolonisée.

Il était donc naturel, au regard de cet idéal, de viser haut et de ne se suffire de rien d'autre comme formation que celle de Polytechnique, ce suprême lieu de rendez-vous des talents et de tous les lauréats en Sciences et Techniques du Zaïre.

1981 sonne mon premier adieu de Lubumbashi et l'entrée en préparation à Polytechnique à l'Université de Kinshasa.

Premier écueil, l'Université est fermée. Cette année blanche nous imposa, à ma sœur et à moi-même, de rentrer au village. Nous décidâmes alors de valoriser ce temps libre. Nous nous engageâmes, sans attendre, dans l'enseignement. Elle trouva un poste à l'Institut Pédagogique Cisaniko. Quant à moi, je me consolai en assurant des cours à l'école primaire Kaboka à Kasenga. Nos salaires étaient naturellement modestes, mais, somme toute, suffisants pour nous aider à alléger nos parents du poids de nos études, et nous donner les moyens d'envisager la rentrée universitaire suivante avec sérénité morale grâce à des conditions matérielles acceptables.

L'obtention du premier «graduat» à l'issue de l'année universitaire 1983-1984 me grisa, voire me déboussola. La vie kinoise, aux chatoyantes tentations sataniques, n'incitait pas au travail. «Maquisard» dans des piales où l'on s'entassait à plusieurs et qu'on appelait dans le jargon scolaire de l'époque les «home 20», je continuais à côtoyer un groupe de copains dont le cercle ne cessait de s'élargir : Charles Kyona, Mfimi Kakaya, Jean Claude Lumbala, Adelin Muganza, Albert Kampanywe furent les piliers de notre bande.

1984-1985 consacra mon premier échec scolaire. J'en fus profondément affecté. Humilié, je décidai de laver l'affront et de me ressaisir, sans concession aucune aux tendances de marginalité. Rompre définitivement avec le souvenir de l'échec, m'amena à me réorienter de l'électricité vers la mécanique. Le résultat fut probant :

1989 fut une année de brillant succès. Le diplôme tant convoité d'Ingénieur en Mécanique était en poche. Je me lançai sur le marché du travail.

Je dus vite me rendre à l'évidence : entre le rêve juvénile et le roc de la réalité, il y a la vaste vallée d'embûches que mes chevaux d'antan n'étaient pas en mesure de traverser.

Dans le système d'alors, ne pouvaient gravir les marches de la carrière que ceux dont la béquille était taillée dans la pierre même de l'architecture mobutiste.

J'en étais bien loin à tous égards.

La tare qui consiste à faire fi des critères de compétence et à leur préférer ceux de la loyauté ou des liens lignagers me paraît être l'injustice la plus insupportable de tout système politique. Je ne prétends pas que nous l'ayons fait reculer de façon significative aujourd'hui. Mon propos, ici, se veut neutre par rapport au discours politique, y compris celui de mon engagement actuel. Ce qui me traverse à présent l'esprit, c'est l'impératif de tout mettre en œuvre pour en finir avec cette sélection des cadres fondée sur l'unique critère de loyauté et de voisinage politique, consanguin ou régional. Je veux être clair : on ne pourra être fier de notre système que le jour où tous les enfants du Congo vivront, non de paroles mielleuses, mais bien grâce à des faits vérifiables, égaux devant la loi et jouissant, en conséquence, du droit impératif d'égalité des chances dans les études, l'emploi, la promotion, l'entreprise.

Des mois de quête d'emploi furent vains. Les promesses se succédaient mais finissaient toujours par s'évanouir dans l'attente infinie, la nuit de l'oubli, le zéro, le néant. Adieu le rêve fantasmagorique de la Gécamines !

Déçu de la vie et rongé par le chômage, l'oisiveté et la maigreur du contenu de mes poches que seul l'air remplissait, je dus me rabattre sur l'enseignement. La distinction de mon diplôme me secourut, ici.

Dans l'enseignement supérieur, il reste toujours un fonds de vertu et de droiture. J'ai alors touché ce fonds, ce qui me permit de refaire surface.

L'Institut Supérieur de Pédagogie de la Gombe gardait ce «supplément d'âme». J'y obtins un poste d'assistant.

Ce n'était qu'un poste d'attente, un palliatif, un pis-aller. Je me savais, depuis l'Institut de Pédagogie de Kilwa, sans talents et surtout dépourvu de motivation pour l'enseignement. J'étais donc plus attentif aux échos de tout appel venu d'ailleurs ...

Dans le contexte de clameur glorieuse entourant la victoire de l'ANC et l'effondrement consécutif de l'Apartheid, L'Afrique du Sud était devenue la fascination de la jeunesse africaine. Le Zaïre, à côté, ressemblait à un champ de ruines. L'espoir d'y réussir était interdit. L'emploi pour les jeunes cadres d'origine modeste était une gageure. Les sollicitations pour l'aventure au dehors étaient très fortes ; l'Afrique du Sud, presque à la porte voisine, noire comme nous, mais blanche, comme le reste du monde occidental, conjugait tous les charmes d'une attraction irrésistible.

Norbert Mbunguje, promotionnaire Polytechnique, relayait, à mon modeste niveau, la fascination sud-africaine et l'envoûtante tentation de s'y aventurer. Dans la routine où je m'installais, la modestie de mon

salaires à l'Institut Supérieur de Pédagogie et l'absence de perspectives claires de promotion, ses appels devenaient, chaque jour plus percutants : «Augustin, tu ne sais pas ce que tu rates. Ici tout est possible; ta formation et ton génie, tu leur trouveras, à coup sûr, le vaste champ de leur explosion». Je ne pus résister. Je craquai.

Mes seules provisions en poche se réduisaient aux quelques modestes six cents dollars, don généreux de ma tante Irène Kilufya. Mon billet d'avion d'alors serait aujourd'hui, en élevant son montage au cube, voire à l'infini, un bel exemple de coopération ... multilatérale ! Plusieurs «partenaires» y contribuèrent.

Au plan de la conception nous avons, pour réduire les coûts, opté pour un billet week-end. Tante Elise Kunda travaillant à Tap Portugal put trouver un siège à la condition de le prendre à partir de Brazzaville. Mon ami Théophile Mutara, resté toujours loyal, sincère en amitié et toujours proche de moi, fournit alors le financement de ce billet. Tante Irène, ami Théophile, tante Elise Kunda, trouveront ici, je l'espère, mon humble mais sincère reconnaissance ! Ainsi «équipé» pour l'assaut du ciel, je mis le cap sur ma destination finale : Johannesburg.

Commença, alors, l'aventure en et avec l'Afrique du Sud...

Les difficultés n'ont pas attendu longtemps pour m'assaillir et me rappeler que tous ceux qui, depuis des lustres, y sont venus en quête de réussite économique et sociale ne l'ont obtenue qu'au bout d'un vrai chemin de croix, au prix d'épreuves quasi orcales. Très tôt, je découvris, à mes dépens, que la fougue de la jeunesse qui ne perçoit les défis qu'à travers la beauté de leur accomplissement, jamais dans la laideur des embûches, ne suffit pas. La patience, la constance, la détermination, la méthode et la rigueur disciplinaire sont les alliées irremplaçables des passions de jeunesse.

Mes difficultés commencent à l'aéroport. Mon ami qui me harcelait pour venir, n'était pas, contre toute attente, au rendez-vous. Seul pour la première fois face au destin, je dus, avec un niveau d'anglais proche de zéro, me débrouiller tout seul.

Heureusement pour moi, en ces temps-là, la criminalité ne s'était pas encore développée dans la patrie de Mandela, sinon j'aurais été, sans conteste, victime des gangs qui ont prospéré par la suite dans l'habitude de «prendre en charge» leur proie dès l'aéroport.

J'ai été bien plus tard profondément affecté de voir ce phénomène de violence ternir la fabuleuse beauté naturelle et humaine de ce paradis africain. J'ignore d'ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, pourquoi j'avais échappé au mauvais sort qui fut celui de bien des congolais

attaqués dès que leurs pieds foulèrent le sol sud-africain. Surtout lorsqu'ils se trahissaient dans le moindre comportement, comme novices, étrangers à la ville, hésitants quant à trouver leur chemin. Peut-être mon sort à l'arrivée à l'aéroport de Johannesburg s'expliquait-il par l'une de ces petites chances dont la vie a parsemé mon chemin, chaque fois que s'opère un tournant dans mon existence.

Qu'importe, j'ai gardé un ineffaçable souvenir de l'impact, Ô combien funeste, des violences urbaines et de leurs conséquences négatives sur la quiétude, le développement des populations et l'image d'un pays.

Mon rêve pour une RDC définitivement pacifiée à l'intérieur, fraternelle, vivant dans la paix et la dignité avec tous ses voisins, n'en devient que plus obsessionnel ...

Mettant en valeur le peu d'anglais que je possédais, je pus être orienté vers la station taxi et me rendre, effarouché, à l'adresse de mon ami. Là, je fus accueilli par un groupe de jeunes congolais, venus comme moi, fascinés par les échos hallucinants de l'Eldorado prometteur sud-africain.

Avec ce groupe d'amis, nous vivions entassés dans une même bien modeste demeure. Nous partagions tous les frais : loyers, charges locatives et une nourriture rustique et irrégulière. C'est alors que j'ai mesuré combien furent salutaires les quelques centaines

de dollars que tante Irène m'avait procurés à la veille de mon départ pour l'Afrique du Sud.

Cependant, sans travail à l'horizon l'argent commençait à manquer, la nourriture devenait de plus en plus pauvre et clairesmée, nos corps de plus en plus chétifs. Le moral cessa d'être au beau fixe, et ce n'est qu'un euphémisme ! Le pessimisme supplanta l'optimisme, les ténèbres la lumière ...

Nous étions, moi surtout, devenus accrocs aux pages jaunes. Nous répondions systématiquement à toutes les annonces d'embauche et nous étions preneurs de tout. Je me souviens de certains voisins qui me demandaient si je travaillais à la poste : chaque jour, en effet, ils me voyaient transporter d'innombrables lettres à poster. Bien sûr, je n'y travaillais pas ... bien que je l'eusse assurément voulu. Les enveloppes transportées, le lecteur l'a deviné, ne furent que les réponses aux annonces d'emploi ... Pourtant, les mois passaient et toujours rien ... Les dizaines, voire les centaines de réponses que nous recevions nous offrirent tout de même un travail : celui de les ouvrir et de les lire. L'expérience nous aguerrit : dès que la lettre commençait par «we regret», nous la déchirions. Elle était forcément négative.

Au bout d'un certain temps, je craquai et le dis à mon ami - à l'origine de ma venue. «Mon argent est fini, parti en fumée ... Je n'en peux plus. Il n'y a pas

d'horizon. Je rentre au pays».

Au moment où je me mis à préparer mon retour, je découvris que mon billet avait expiré. Ce n'était qu'un billet Week-End. Le retour était devenu impossible. L'effondrement moral est abyssal. Réunion d'état-major des copains. Une seule réponse s'imposait d'elle-même : se battre avec détermination. No way !

Parmi les nouvelles décisions, l'une était d'ordre stratégique : apprendre l'anglais par tous les moyens. Je commençais donc à fréquenter des cours gratuits ... mais nos corps étaient de plus en plus affectés par les carences de notre nourriture ...

Alors que nous broyions tous du noir puisqu'aucune perspective de travail ne s'annonçait, les amis me proposèrent de les accompagner à un service religieux. Je fus franchement récalcitrant. Comment, me disais-je, Dieu peut-il, dans sa justice et sa bonté, nous laisser dans cette misère malgré nos diplômes, notre éducation, nos valeurs morales et notre dévotion à son adoration ? Intérieurement, je résistais à leur invite ; ma foi m'interdisait cette résistance. J'étais franchement déchiré par la terrible contradiction. Je finis pourtant par céder, non tant parce que j'avais résolu mon dilemme, mais surtout, je crois, par souci d'améliorer mon anglais. Le besoin d'apprendre la langue hautement utilitaire fut plus déterminant que la seule flamme de la foi.

Au cours de la cérémonie religieuse, l'un des prédicateurs, un métis, sortait du lot. Son humour, les blagues qu'il racontait, et une certaine élégante verve qu'il dégageait me séduisirent. Mais il était loin de moi au sens propre et au sens figuré. Lui accéder, le fréquenter ne m'effleura point, à cet instant, l'esprit.

Le lendemain, je me rendis à la School of Mechanical Engineering de l'Université Wits pour relancer notre projet de préparation d'un master sud-africain, dès lors que nos diplômes zairois ne nous étaient d'aucune aide pour trouver un emploi dans le pays de notre résidence. Assis sur le parvis, j'aperçus le métis qui m'avait séduit, la veille, à l'office religieux. Une force invisible, surgie de je ne sais où, m'aimanta vers lui; j'eus un bref instant d'hésitation mais cette force ne me laissa point le temps d'hésiter. En un clin d'œil, je me trouvai, face à face avec lui, en train de le saluer et de me présenter à lui.

Il m'accorda un instant, marqué d'étonnement que je fus ingénieur, sans emploi et surtout parlant français. Il interpela un ami à lui, Tudor Maxwell, et lui dit : Tudor, celui-là parle français, je te le présente.

Il disparut dès lors pour toujours de ma vue. Mais depuis ce jour jamais, de ma mémoire, ni de ma vie.

Il est des êtres dans ma vie, qui me font penser à ces maîtres des clefs, postés aux endroits de fermeture.

Ils m'ont délivré le mot de passe pour aller de l'avant ...

Je dois confesser que ma rencontre avec le métis est du même type, dans un contexte assurément différent, que celle de Monseigneur Kaseba, quelques années auparavant. C'est, pourrais-je dire, la deuxième des quatre rencontres décisives de mon itinéraire ... les autres apparaîtront à leur juste place, au moment même où s'avancent les graines éparées et bigarrées de mon «chapelet de chance».

Avec Tudor, je restai pantois, mais heureux d'avoir un interlocuteur qui s'intéressait à mon niveau, à mon français et surtout à mon cas, mon sort.

Tudor Maxwell, ce nom je le retiendrais toute ma vie et espère que mes enfants ne l'oublieront guère.

Tudor était le fils d'un directeur de la Johannesburg Consolidated Investment (JCI) Ltd. Nous échangeâmes rapidement. Je lui confirmai mes qualifications d'ingénieur et mon niveau en français. Il s'étonna de cet ingénieur se satisfaisant d'un emploi de jardinier dans une arrière-cour de maison ... Il me promit de parler de moi à quelqu'un, prit mon numéro de téléphone fixe et me tendit la main d'un au revoir humain et fort courtois.

Les jours passèrent sans que ce fugace contact ne produise un quelconque effet.

En vérité, bienheureux qui n'espère rien, car il n'est jamais déçu : ma déception ne fut pas grande car l'espoir était presque nul. Les chances d'un résultat se rétrécissaient comme peau de chagrin car peu de temps après mon contact avec le métis et Tudor, nous décidâmes de déménager. Le numéro du téléphone fixe que je lui avais donné deviendrait, sous peu, inopérant. Se produisit alors ce que je ne saurais autrement qualifier que de miracle.

Un jour avant le déménagement, le téléphone sonna. Tudor voulait me parler. Il me dit s'être entretenu avec son père à mon sujet. Celui-ci, sans souhaiter me rencontrer, me prit rendez-vous avec Barry Lowe, directeur du personnel de la JCI.

Lorsque je rendis compte à mes amis de ce qui venait de m'être dit, ils me rirent au nez et à la barbe en me rappelant combien de lettres ils avaient écrites à cette compagnie, sans jamais recevoir d'autres réponses que «we regret». Je ne jugeai donc pas utile de me rendre au rendez-vous qui m'avait été fixé ...

Mais, un jour je passais avec un ami à côté du siège de ladite compagnie, dans un élan de moquerie et de sarcasme, cet ami me dit : allons à la compagnie de l'accomplissement de ton rêve !

Je me décidai à entrer dans le building.

Qui voulez-vous voir ?

Barry Lowe

Avez-vous un rendez-vous ?

Non, j'en ai eu un il y a déjà quelque temps

Un instant, s'il vous plait

L'instant fut réellement ... un claquement de doigts : un instant plus tard on vint me chercher ... beaucoup plus vite que je ne m'y attendais.

Mon interlocuteur me traita avec un respect qui me fit chaud au cœur. Je ne supporte pas qu'on me manque de respect et je m'efforce, de mon côté, en toutes circonstances, de ne jamais manquer de respect à qui que ce soit, de quelque grade ou de quelque statut.

Après un bref entretien, il me fixa rendez-vous, une semaine plus tard, avec un autre service de la compagnie. Fait inoubliable pour moi ce jour-là, il avait, je crois, eu pitié de mon corps, frêle, décharné, manifestement mal nourri. Il m'introduisit au restaurant où je pus manger à ma faim.

Le goût de ce mets m'est resté longtemps au palais. Sa qualité, à tous égards, tranchait avec nos repas dans la piaule collective, devenus, je l'ai dit, espacés et très pauvres en calories, vitamines et autres éléments

nutritifs. Des repas pour tromper sa faim, comme on dit ... C'étaient des repas à périr lentement, en silence, en résignation.

Pour conclure cette mémorable journée, mon interlocuteur me fit déposer à la piaule. Pour la première fois de ma vie, une «voiture de service» me déposait chez moi !

L'horizon s'éclaircit. L'espoir renait. Je suis, comme mes compagnons d'infortune, soulagé. Il n'y a rien de plus ravageur pour l'âme et pernicieux pour l'esprit que la perte d'espoir. Bien sûr l'espoir ne se mange pas. Il ne se met pas en poche. Il n'a jamais logé quiconque. Ni habillé personne. Mais il y a mieux : l'espoir fait vivre.

Les jours suivants, on vint me chercher pour mon rendez-vous, comme un grand. Comme un petit aussi. Ce que je suis alors, et peut être ... encore, et pour ... toujours !

L'entretien professionnel tant désiré, attendu, arriva enfin. Je fus baladé sur le champ bien peu fécond de mon expérience professionnelle, sur mes études dont les titres ne me faisaient pas rougir mais je sentais que les souhaits de mes examinateurs se portaient ailleurs. La réputation du système universitaire zairois commençait, alors, à piquer du nez. Et la perception qu'avait la technocratie blanche sud-africaine de l'enfant noir

n'était pas des plus reluisantes. Tandis que j'étais encore en interview, un coup de fil interrompit mon interlocuteur. Je compris qu'il s'agissait d'une personne importante et que j'étais le sujet de son appel. Je ne pouvais cependant pas imaginer qu'il s'agissait du père de Tudor Maxwell, directeur au sein du géant minier qu'est la JCI.

«Oui, il est là; oui il paraît intéressant» répliqua mon vis-à-vis.

Je n'appris que Maxwell était au bout du fil que bien plus tard.

La sollicitude dont j'ai été entouré depuis mon premier contact ne pouvait, d'ailleurs, s'expliquer que par le soutien d'une puissante autorité au sein ou en dehors de la compagnie. Il n'en demeure pas moins que ma naïve expérience d'alors, ne me permit pas d'y voir très clair ...

Après cet appel, mon interlocuteur mit vite fin à l'entretien et conclut : «Nous vous prenons pour une période probatoire de six mois».

Ma joie était à son zénith. Le soir la piaule explosait, exultait, jubilait. Les félicitations des copains, matinées de quelques sarcasmes joviaux sur ma nouvelle situation, fusaient de toutes parts. Moi, je demeurais prudent, n'étant encore sûr de rien. Je restai surtout méditatif sur la loyauté et la sincérité de Tudor : Comment ce jeune blanc qui m'a été présenté par le

métis que je n'ai vu qu'une fois, s'est acharné auprès de son père pour me caser dans une compagnie aussi importante que la JCI ?

Cette leçon de bonté est l'une des choses qui m'ont, depuis lors, profondément marqué. Faire le bien, rien que pour l'amour du bien, n'est-ce pas l'essence même de l'humanisme et pas seulement chrétien ?

Je trouve incompréhensible l'attitude de celui qui, à même de faire le bien, sans dommage pour lui ou pour les siens, s'abstient de le faire. La vraie misère de l'âme est celle qui nous incline à faire le mal alors que nous avons la liberté (le choix) de faire le bien. Mieux vaut faire ce que l'on sera bien aise d'avoir accompli, plutôt que ce que l'on est bien aise de faire.

Positionné par mon nouvel employeur sur un projet social de construction d'écoles au township de Poortje, je me dévouais à mon travail. Mes patrons étaient contents au point qu'un jour monsieur Maxwell qui faisait une visite de contrôle me prit à part et m'exprima sa satisfaction. Ce fut la première fois que je le rencontrais.

Mon niveau d'anglais sensiblement amélioré, je commençais à caresser l'idée d'entreprendre mes études par cours du soir pour la préparation d'un Master in Business Administration, spécialité finances à la Wits University à Johannesburg. Toutes choses qui tranchaient avec mes

études précédentes en électricité et en mécanique.

A plusieurs reprises, je tentais de sensibiliser mes chefs directs sur mon désir de quitter la mine pour travailler au siège afin d'avoir un peu de temps le soir à consacrer à mes études.

Le directeur du département des approvisionnements au siège accepta finalement de m'y prendre. En revanche, mes chefs directs rechignaient. Ma réussite au travail et la satisfaction subséquente de ma hiérarchie s'érigeaient - suprême paradoxe - en un insurmontable obstacle. Ils m'assénaient, sur un ton mi-sérieux, mi-flatteur, que j'étais si indispensable qu'ils ne pouvaient pas me lâcher. La flatterie, cette vilaine soeur jumelle de l'hypocrisie, renforça ma détermination à poursuivre mon rêve. Sans penser à Tudor, je plongeai dans l'annuaire de la compagnie pour chercher le numéro de son père, Monsieur Ken Maxwell. Je me décidai à lui demander rendez-vous. Il me reçut en Avril 1994. Je lui fis part de ma lassitude de continuer dans la mine et de mon vœu de préparer mon MBA, par cours du soir à la Wits University de Johannesburg, ce qui était impossible tant que je restais sur le terrain au township et à la mine à Randfontein situé à plus de quarante kilomètres. Il fut étonné, non sans une certaine admiration, lisible dans son intonation et l'expression de son visage, que je continuasse de nourrir l'ambition d'études supplémentaires. Mes raisons étaient évidentes.

Mes diplômés d'ingénieur ne me conféraient que des emplois à la mine, dans les townships.

Un diplôme supérieur en finances et banque m'ouvrait, large, la perspective d'une réelle promotion sociale et humaine.

Dans sa légendaire bonté, Maxwell me fit une proposition plus qu'alléchante : « Vous irez faire vos études tout en gardant votre salaire dans la compagnie ! »

La seule condition qui m'était imposée était de passer mon « Government Ticket » qui termine le stage (training) d'ingénieur à la mine avant d'entrer, à plein temps, à l'Université, dès Janvier 1995 !

Dans l'enthousiasme et le bonheur que procure pour le jeune immigré zairois que je suis, une telle perspective, je me mis à préparer, dans une ambiance excitée, le fameux « Government Ticket ».

Jeune coq au comble de la fierté, je lissais mes plumes et chantais ... oubliant de veiller sur la basse-cour... L'excitation m'entraîna à la dérive. Ensorcelé, déséquilibré, je perdis la raison. J'échouai et n'obtins donc point le Government Ticket, en juin 1994, comme programmé. On m'opposa l'incontournable condition pour bénéficier du statut alléchant qui m'était promis.

Je repris le stage et l'obtins haut la main :

j'eus la meilleure côte !

Tout était donc prêt pour un nouveau sursaut dans ma carrière. Mais comme ces choses de la vie ne suivent presque jamais un rythme linéaire, se produisit un événement qui mit tout, temporairement, non pas à l'eau, mais en sourdine, tout de même.

1994 fut l'année de l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela. L'une des priorités sociales des nouveaux dirigeants, auréolés d'un immense prestige et d'un engagement sans borne d'améliorer les conditions des noirs, se concrétisa par l'adoption du programme de renforcement des capacités économiques des noirs, « the Black Economic Empowerment » (BEE). Le géant minier sud-africain, l'Anglo-American qui avait la majorité des actions dans la Johannesburg Consolidated Investment (JCI) adopta alors une restructuration qui prétendait prendre en compte le nouveau programme. Elle décida la prise en compte du programme par la JCI avec le hic et nunc de lui retirer les matières essentielles, stratégiques, telles que le platine et le chrome ... Du coup, elle ne laissait à la JCI en charge du BEE, que le charbon et un peu, je crois, l'or ... En désaccord avec de telles décisions qui ne laissaient aux noirs que la portion congrue de la compagnie, Maxwell décida de jeter l'éponge. Il s'en alla. Il quitta ainsi le champ, me laissant seul, face à la cohorte d'ingénieurs et autres techniciens rongés par la jalousie du fait des facilités qui étaient

offertes à l'intrus, le petit jeune noir ... Ayant perdu mon puissant appui, je me vis donc refuser le bénéfice du statut envié qui m'était destiné. Je quittai, à mon tour, la mine.

J'avais mes économies, mon expérience, une bonne connaissance du terrain. L'horizon professionnel ne pouvait plus, à vrai dire, s'assombrir, que je ne l'eusse point dégragé. En effet, je n'eus pas de grosses difficultés à trouver un emploi au Bateman Engineering Management comme Cost Engineer.

Une fois installé dans mon nouvel emploi, je me hâtai de m'inscrire, par correspondance, au Master à Henley Management College de Londres; Je n'y fis qu'une année puisqu'une nouvelle fascination me fit tanguer : la banque.

Les atouts et les cartes rassemblés en vue d'un nouvel horizon m'amènèrent à cesser de regarder en bas pour regarder en avant. La fascination exercée sur nos jeunes esprits par l'aisance financière, habillement, voitures et mode de vie des banquiers, me portèrent à chercher mon futur point - non pas de « chute » - mais d'ancrage dans l'univers mirobolant de ce beau monde de la banque et des finances.

Je recommençai le rituel des pages jaunes plus en vogue à l'époque que les sites internet d'aujourd'hui. Une chasse, sans merci, aux annonces de postes fut

engagée. Les réponses «we regret» furent cette fois-ci moins nombreuses que deux ans plus tôt. Je fus même assez vite «short listé». Mais n'ayant pas bénéficié d'appui comme pour mon travail dans la mine, je ne fus pas immédiatement retenu. J'en fus secoué, mais pas découragé. Déterminé et persévérant, je poursuivais, sans relâche et sans répit, la chasse.

A ce moment, j'avais déjà pris goût à l'exploitation des immenses possibilités qu'offrait la recherche cybernétique. Toutes les banques étaient, par le biais du fabuleux et insondable réseau internet, là, à portée de ma main.

C'est tout bonnement que je trouvai sur le site web une offre d'emploi à la HSBC Equator Bank à Johannesburg. J'écrivis. Je fus reçu, interviewé et recruté le premier mars 1997 ! Peu de temps après, deux semaines peut-être, je m'évoulai pour Glastonbury, dans l'Etat du Connecticut aux USA pour un stage de familiarisation avec la banque, ses méthodes et ses différentes branches dans le monde.

Le petit de Pweto déploie désormais ses ailes, en plein vol ... A peine revenu du stage de mise à niveau, des regards différents se portaient sur le petit nègre que je fus, que je suis.

Mon tempérament naturellement discret et pragmatique plut énormément à mes nouveaux

employeurs. J'ai compris, aujourd'hui plus qu'hier, combien ces deux caractères ont, parfois à mon insu, plaidé en ma faveur. «Les individus tamisiers», comme un ami qualifiait les indiscrets, sont des créatures auxquelles personne de sérieux ne saurait confier son trésor. Il avait raison. Ce qui se déverse dans la passoire, s'en va avec le vent. Il se répand partout, surtout là où il ne devait jamais parvenir. Je ne me souviens plus de qui a dit : «la parole dite devient ton maître, celle que tu tais demeure ton esclave». Je sais seulement que c'est la plus précieuse leçon que mon expérience de la vie m'a apprise.

Devenu très tôt conseiller écouté de mes supérieurs, je dus accomplir, à l'étranger, seul ou accompagné, des missions de plus en plus délicates pour la banque.

Ainsi, peu de temps après mon retour du fameux stage de familiarisation, je m'évoulai, en Avril 1997, avec mon patron Bruce Jewels. Destination Kampala, Goma et Lubumbashi.

A Goma, nous récupérâmes Nestor Diambwana, alors employé à la BCDC qui connaissait aussi mon nouveau patron Bruce Jewels. Il deviendra plus tard vice-gouverneur de la banque centrale du Zaïre et membre influent de l'Alliance des Forces Démocratiques et de Libération du Congo (AFDL). Nous devons le déposer à Lubumbashi. A l'hôtel Karavia, quelqu'un me dit : tu vois, le jeune là-bas, c'est Joseph Kabila, le fils du M'Zee. Je levai les yeux en sa direction et de loin, je le

découvris calme et serein.

A Lubumbashi, une importante réunion eut lieu entre notre délégation bancaire et le directeur général de la Gécamines, Ambroise Mbaka.

Nous étions porteurs d'un financement conséquent pour le projet Tilwezembe d'un montant de trente millions de dollars américains (30.000.000 USD), mobilisés par trois banques. La nôtre (HSBC Equator) s'est vue confier la mission de leader du groupe. Au cours de cette réunion, je ne pris jamais la parole. La rencontre fut constructive, mais nous devions obtenir l'aval du commissaire aux finances de l'AFDL, Mawampanga Mwana Nanga. Avec lui, la discussion fut vive. L'accord de principe était obtenu. Il fallait cependant affiner les choses et préciser certaines modalités. Mon patron me pria de revenir voir le Commissaire pour mettre au clair les détails. Cette fois-ci, je le voyais en tête à tête.

Cette réunion a sonné, pour moi, le clairon d'un vrai nouveau destin.

Elle est la troisième des quatre rencontres les plus décisives de ma vie professionnelle. Dans un élan de générosité de cœur et de patriotisme, Mawampanga me lança :

- Tu es d'où ?

- Du Congo.

- Pourquoi alors me parles-tu des autres, avant ton pays, notre pays ?

- Je suis à la banque. Je la représente. Je suis là pour vous en parler, à la suite de notre précédente réunion. Ma banque me fait une bonne situation. Et puis, mon pays ne m'offrirait rien par le passé. Et maintenant ? Maintenant, je ne sais pas ce qu'il pourrait m'offrir. Vous êtes ici; Mobutu est là-bas.

- Pensez à votre pays, vous devez mettre vos talents à son service, c'est ce que je pense. C'est ce que je vous propose.

Sur ce ton un peu autoritaire, il rendit sa sentence. L'entretien était fini.

Je crois que ma réponse d'alors ne fut pas à la hauteur et surtout pas, sans doute, à la mesure de la question posée. J'ai argué de ma situation en Afrique du Sud, situation pour laquelle je me suis battu et qui continuait de m'offrir le champ propice à mon épanouissement. Cependant, je n'ai pas suffisamment mis en relief l'amour que je porte à mon pays et le souhait, ardent mais occulte, de le voir se construire au mieux de son peuple. Ce trait de mon caractère me joue

toujours, et encore, bien des tours. Ce qui m'importe le plus, ce que j'aime vraiment, ce qui m'habite, au plus fort de sa profondeur, je ne l'extériorise que rarement, par signes, à-peine perceptibles. Souvent dans le mutisme. C'est ce qui m'arriva au cours de mes premiers contacts avec Monsieur Mawampanga.

Je ne lui ai, par exemple, pas dit combien je ne me sentais pas destiné à l'action publique et encore moins, dans celle-ci, à l'action politique.

Je déclinai, sans ambages, son offre généreuse.

Notre échange, comme je viens de le retracer, fut saisissant par sa brièveté.

De retour en Afrique du Sud, je rendis compte à mes supérieurs à la banque. Mon chef direct me reprocha cette attitude quelque peu frondeuse, et insista pour que je reprenne contact afin d'effacer tout impact négatif qu'elle aurait éventuellement laissé sur la perception que pourrait avoir Monsieur le Commissaire de notre banque et de ses représentants au Zaïre.

Il m'expliqua, surtout, les bienfaits que la banque tirerait de mon insertion dans le tissu financier de mon pays que la banque avait inscrit dans son tableau de chasse puisqu'elle se proposait, à travers le financement susmentionné, de s'y installer à la faveur des premières lueurs de normalisation et de sécurisation de

l'investissement étranger.

Nous ne primes pourtant aucune décision, et laissons l'idée en l'air, au frigo comme on dit ...

Le 18 Mai mon patron m'appelle, excité et glouton. « Laurent-Désiré Kabila est Président. L'AFDL est devenu Gouvernement de Salut Public. Le Commissaire qui nous a reçus est Ministre des Finances ! »

Les mots, télégraphiques, sortaient de sa bouche comme s'il assénait des coups de feu de joie ou martelait des vérités, non seulement pour me convaincre mais aussi pour exulter, s'éclater et se projeter dans le vaste avenir sur lequel il fantasmait déjà : il tirait des plans sur la comète ...

Son idée n'était plus un avis. Elle est devenue un ordre impératif : je dois me rendre au Congo et confirmer au Nouveau Ministre, l'ancien Commissaire, ma disponibilité de servir à ses côtés.

J'acquiesçai, précisant que je le ferais si je gardais mon emploi à la banque. Condition rapidement acceptée, je pris le chemin du pays.

De Johannesburg à Lubumbashi : Le M'Zee

En cours de route, je ne cessai de faire le rapprochement de la situation qui se dessinait avec celle que, quelques années auparavant, j'avais esquissée avec Monsieur Maxwell et qui ne put se réaliser.

La proposition d'antan m'aurait permis de garder mon salaire à la mine et de m'adonner aux études. Celle-ci devrait me permettre de garder mon salaire à la banque et de me consacrer à mon pays. Je croisais les doigts pour que celle-ci connaisse un sort meilleur que la précédente, évanouie avant de se concrétiser. J'avais, pour y réussir, à puiser dans la bénédiction qui m'a toujours secouru quand les difficultés apparaissent, quand le sort se met à ricaner.

La rencontre du Ministre ne fut pas aisée. La désinvolture et le non-conformisme bon enfant des premiers temps révolutionnaires commençaient à s'estomper. Les tendances bureaucratiques naissaient, s'installaient et se mettaient déjà à élever leurs murs

d'airain protecteurs.

Ami Omba, secrétaire particulier du Ministre avec qui j'avais gardé contact, m'introduisit auprès du Ministre qu'il servait depuis le temps où il était commissaire de l'AFDL. En me recevant avec courtoisie, le Ministre ne parut pas se souvenir de moi, ni des contacts et discussions que nous avions eus à Lubumbashi lors de mon passage pour la mission bancaire. Je n'eus aucune hésitation à me rappeler à son souvenir. Il réagit au quart de tour et laissa tomber, raide, la question :

Avez-vous réfléchi, jeune homme, à ma proposition d'antan ?

Oui, Monsieur.

Je ne savais pas encore qu'il fallait dire plutôt Excellence. Et j'ajoutai que j'avais une formule pour rencontrer son souhait. En lui expliquant cette double appartenance professionnelle un peu alambiquée, je l'avoue, il me parut dubitatif. Il ne fit, à titre de réaction qu'un geste. Il leva son téléphone pour inviter un grand ami à lui : André Kapanga.

Les deux hommes militaient contre Mobutu dans le cadre de l'Anacoza qui regroupait la pépinière des jeunes zairois aux USA. Le Ministre lui dit : «Ce jeune homme que nous avons remarqué lors de son

dernier passage avec ses patrons sud-africains à Lubumbashi, me parle d'une idée un peu saugrenue. Voulez-vous le prendre avec vous ? Voyez ensemble ce qu'il en est au juste».

Avec Monsieur Kapanga, je repris mon souffle et me mis à l'aise pour lui expliquer le projet. Son positif étonnement lorsqu'il découvrit que j'étais un ancien du collège d'Imara me rassura. Nous n'eûmes pas de difficulté à nous entendre, dès lors que l'Etat n'avait rien à déboursier. Il gagnait, en quelque sorte, un assistant technique, lequel est, de surcroît, citoyen congolais. Il ouvrait à ce dernier la voie pour servir son pays, se former et continuer de bénéficier d'avantages confortables, sans que le Trésor ne débourse un sou.

Magique, non ? C'est bien ce qu'on peut appeler un accord gagnant - gagnant.

Je rédigeai le projet de l'accord - dont je suis l'objet - entre le Ministère des Finances et la banque HSBC Equator Bank. Je l'expédiai pour visa d'agrément en Afrique du Sud. La réponse positive fut immédiate. Nous le signâmes à Kinshasa, tard dans la nuit. Le premier juillet 1997 fut la date de sa prise d'effet.

Adieu l'Afrique du Sud ! Bonjour la RDC !

Bien que ma petite famille restât là-bas et que je continuasse comme employé de la banque sud-africaine, le retour au pays natal était devenu inexorablement définitif. Les suites ne sont que des segments de contingences mis bout à bout, au fur et à mesure que l'histoire se construisait, et que le pays traversait, dans son incessant tourbillon, les bourrasques des temps tumultueux de ses ombres et de ses lumières.

Ma méthode, simple, scolaire même, fut d'écouter, étudier de comprendre ma mission et surtout son environnement. Comment oublier le terrible choc que je reçus ?

Le dénuement est hors de tout entendement. Ma première tentative pour faire la photocopie d'un précieux document tomba, telle la foudre, sur ma petite tête. Elle fut simplement impossible : toner de la photocopieuse «Eza te».

Dans un Ministère des Finances, cela faisait franchement peur.

Pour un esprit habitué aux moyens des sociétés minières et des banques sud-africaines, le saut est tout bonnement vertigineux. Il faut de la force de caractère et une profonde foi dans les capacités de l'homme à changer le mal en bien pour ne pas s'effondrer et tout laisser tomber.

Le manque de rigueur en tout, dans tout, pour tout, me hérissait les cheveux, du reste bien crépus et toujours coupés court. La gestion du temps, la préparation des dossiers, l'organisation des réunions, l'application des décisions arrêtées, l'attitude vis-à-vis des procédures me révoltaient. J'aime la précision. Je me délecte du traitement méticuleux des dossiers. Je ris souvent intérieurement de ceux qui noient leur incurie et leur ignorance des dossiers dans les généralités et les approches approximatives.

L'absentéisme, ce roi incorrigible du laxisme administratif, me rebutait tout particulièrement. Je ne cessais de fulminer contre ces laideurs de nos administrations. Pourquoi les autres qui ont toutes les raisons d'être relaxes sont ceux qui sont les plus jaloux de la gestion rationnelle de leur temps, alors que nous, qui avons tout à rattraper, continuons-nous de baigner dans une lenteur de tortue et une indolence de repus ?

Et puis, il y a la détestable «parlotte». Dans les bureaux, je m'en souviens, les gens parlaient beaucoup. Certains bureaux étaient une sorte de cafés ou salons de rassemblements des fonctionnaires, non pour travailler bien sûr, mais seulement pour parler. De quoi parlait-on ? De tout et surtout de rien.

Les plans de travail, le timing, la fixation des tâches individuelles ou collectives, tous ces b.a.-ba du management, étaient assurément connus de tous.

En revanche, leur mise en œuvre était inversement proportionnelle à leur connaissance par tous ...

Pourtant, je n'étais pas malheureux de ma nouvelle situation, de mon nouveau statut surtout. Je servais mon pays, sans me mêler de politique. La politique, quelle sphère de répulsion ! S'il y a un domaine que, même en le pratiquant par devoir, par discipline ou dévouement à mon Chef Supérieur, je ne porterai jamais dans mon cœur, c'est bien la politique. La politique politicienne et moi sommes en désamour franchement physiologique. En la pratiquant par devoir, je me sens accomplir un rapport répulsif, pas seulement au sens d'inceste mais au sens de p...

Apprenti, et même moins, en affaires publiques, le contexte politique d'alors ne fut pas mon obsession. Je ne regardais que dans une seule carte : celle des questions financières, sous l'angle purement technique.

Des premiers dossiers sensibles qui m'avaient été confiés, deux restent marqués dans mon souvenir. Ils furent mon vrai baptême de feu au Ministère des Finances. Ils furent aussi le véritable champ d'explosion de mes goûts et succès dans l'art de séparer la graine de l'ivraie des inextricables enchevêtrements déconcertants des intérêts de tout genre.

La «conférence des amis du Congo» organisée par la banque Mondiale à Bruxelles en 1997 fut l'acte

majeur de cette période. Je fus la cheville ouvrière de son organisation, côté congolais. Chargé de sa coordination, je devais identifier les besoins, mobiliser les départements pour les amener à produire les documents destinés à être présentés en vue du financement de leurs programmes. Vaincre, sans heurter l'amour-propre, ni susciter le courroux des administrations jalouses de leurs compétences, le laxisme, les lenteurs et parfois l'incompétence, tout cela n'était pas une tâche facile pour le jeune employé bancaire que j'étais ...

La médiation ininterrompue entre la banque centrale et le Ministère des Finances dessinait le second champ de mon redéploiement de l'époque. Mawampanga prônait et appliquait une ligne d'orthodoxie budgétaire qui contrastait avec la gabegie des temps de Mobutu. Les conflits étaient quotidiens. Ils ne portaient pas toujours sur des questions fondamentales. Bien des conflits nous avaient donné la preuve de la sagesse : le diable ne git que dans les détails.

Très vite, je me familiarisais avec les dossiers. Je les travaillais avec minutie, totalement libéré de toutes considérations autres que celles d'établir la vérité des choses et de suggérer l'option la plus rationnelle, la plus performante au regard des objectifs de l'Etat. Le fait que j'étais loin du boubier politique me libéra l'esprit. Les considérations politiques n'étaient pas un paramètre que je prenais en compte. Cet état psychologique encourage

beaucoup le technicien à garder la pureté de ses jugements et l'objectivité scientifique de ses analyses.

Ponctué, j'étais presque toujours, je crois, parmi les premiers à venir au bureau. Mes rapports avec mes collègues étaient restés courtois, amicaux et conviviaux. Je ne me souviens pas d'incident quelconque qui m'ait opposé à l'un d'eux. Tous savaient que je n'étais pas là pour un salaire ou une profession, encore moins pour concurrencer qui que ce soit dans telle ou telle promotion. Ce fait rassurant aida énormément, je crois, à créer un climat de confiance et une excellente «dynamique de groupe» si l'on veut se gargariser de mots, à l'instar de certains férus de sociologie de l'action...

Nous travaillions avec enthousiasme et entrain. Le patriotisme de notre Ministre et le climat général étaient propices à l'émulation. Motivés moralement, nous produisions à une vitesse supérieure.

N'est-il pas superflu de souligner combien la motivation est si déterminante pour l'obtention des résultats ? Peu importe, en fait, par quel moyen on la suscite : La foi religieuse, la conviction idéologique, l'engagement politique (soyons honnêtes, la politique n'a pas que des vices !), la saine émulation, l'intéressement matériel, l'ambition légitime, l'idéal romantique ...

A l'inverse, l'action humaine devient cauchemardesque dès qu'elle perd cette dimension

multiplicatrice des énergies qu'est la motivation. Sans elle, on tourne en rond. On se meurt. On fait comme le bonze d'en bas : il sonne la cloche tant qu'il est là.

Désormais, le ministre ne faisait plus rien sans demander mon avis qu'il considérait, à tort ou à raison, désintéressé, concis, efficace. Associé à tous les dossiers, j'étais en quelque sorte devenu un passage obligé. Les dossiers des institutions de Bretton Woods, des négociations commerciales, des relations avec la banque centrale étaient devenus mon domaine de compétence. Ils n'étaient cependant pas les seuls. Très souvent, le Ministre me confiait des questions sensibles ou confidentielles dont il ne souhaitait pas partager la délicatesse avec d'autres.

Cette complication n'a, hélas, pas duré longtemps. A la suite d'investigations dont il fut l'objet, consécutivement à une campagne de calomnies comme le microcosme kinoïso sait en faire depuis toujours et pas seulement de nos jours, il a été suspendu et remplacé par Mpoyo. Une fois la suspension levée, il partit pour le Ministère de l'Agriculture où j'ai gardé avec lui de bons et loyaux rapports.

Feu Ferdinand Talangai le remplaça aux Finances. Décidé à couper court aux médisances qui avaient nui à son prédécesseur, le nouveau Ministre vira congédia tous les proches collaborateurs. Il en garda un seul : moi.

Je crois qu'il m'avait gardé grâce à ce qu'il aurait entendu à mon sujet. En vérité, il ne m'e l'a jamais directement avoué mais j'ai deviné, à travers son attitude, qu'il n'avait entendu que des choses positives à mon endroit. Quelques amis au Ministère, surtout ceux qui étaient remerciés, me rapportèrent des échos qui me confortent dans cette lecture de son attitude à mon égard. Dans mon for intérieur, j'en étais fier et surtout rassuré sur la suite des événements.

La nouvelle équipe qu'il amena avec lui comptait deux personnes qui m'ont beaucoup marqué pour leurs grandes qualités professionnelles et leur loyauté en amitié : Moïse Ekanga et Bernard Mena, respectivement conseiller financier et conseiller juridique. Je gardais le titre de conseiller économique. Au bout de deux mois, je me suis trouvé, avec les deux autres conseillers, inclus dans le cercle étroit des hommes de confiance du nouveau patron des Finances. Pour moi ce ne fut point une nouveauté. Juste une continuité, ou pour être plus pédant, disons «un changement dans la continuité». Cette nouvelle combinaison ne dura pas longtemps, non plus.

En Mars 1998, j'eus droit à un congé. Je me préparais à rentrer en Afrique du Sud afin d'y revoir ma petite famille. Je repassais dans ma petite tête le film des événements que je venais de vivre et dans lesquels je me trouvais désormais englué, impliqué, concepteur de

stratégies et faiseur de décisions. Je n'avais qu'une idée : rejoindre les miens, refaire avec eux le bilan de ma nouvelle aventure, les associer à ce qui était en train de devenir ma nouvelle destinée. Samedi, mi-mars 1998, à neuf heures, mon téléphone sonne.

- Bonjour, je peux parler à Katumba ?
- Oui, c'est moi-même.
- Ici, c'est Kabila.
- Oui, qu'est-ce que vous voulez ?

En fait, j'avais un ami du nom de Kabila dont le père travaillait à la BCDC. Je crus que c'était lui qui m'appelait.

- Non. Kapanga m'a donné votre numéro.

Glacé, je ne dis rien. Il sentit que je ne comprenais rien, que j'étais perdu. Il ajouta :

- C'est Laurent Désiré Kabila
- Ah ! Le Président de la République !
- Oui. C'est moi-même.

Je me confondis, bégayant au sens propre et au sens figuré, en infinies excuses, regrets, pardons et tout et tout ...

Très courtoisement, il dit :

- Je voudrais vous rencontrer. Est-ce-que vous connaissez ma secrétaire ?

- Oui, Monsieur le Président, je ... je la ... connais.

- Ok. Prenez contact avec elle. Elle vous dira où et quand je vous verrais.

- Bien, Monsieur le Président, je le fais.

En sortant de chez moi, je me sentais comme une feuille morte emportée par le vent. Je ne savais plus où j'allais, sur quel pied, non pas danser, mais simplement marcher. Ivre, léger, je ne savais sur quoi, sur qui m'appuyer. Je cherchais ma béquille, je cherchais un contact.

Mon premier réflexe fut, je m'en souviens encore, d'appeler André. Il était notre Représentant Permanent aux Nations Unies à New York. J'oubliai le décalage horaire. Je l'appelai. Je saurais plus tard qu'il était trois heures du matin à New York.

- André, comment ? tu donnes mon numéro de téléphone au Président et tu ne m'en dis rien. Pas un mot ?

- Il vient juste de m'appeler et m'a tout simplement demandé où tu étais et quel était ton numéro de téléphone.

J'appelle ensuite Régine, la secrétaire du Président, comme il m'avait dit de le faire.

- Le Président m'a appelé et m'a dit de prendre contact avec vous pour une audience avec lui.

- Oui, il m'a prévenue. Je dois organiser l'audience après avoir vu avec lui quand, au regard de son agenda, ce serait possible.

- Savez-vous pourquoi il me cherche ?

- Le Président se plaint des insuffisances de nombreux responsables, des jeunes compétents et efficaces seraient un recours.

Sentant probablement qu'elle était sortie de son obligation de réserve, elle ajouta :

- A vrai dire, je ne sais pas si c'est pour cela ou pour autre chose.

J'ai su par la suite que le Président venait de passer, comme il en avait l'habitude, quelques jours à Lubumbashi. Il y avait remarqué qu'il n'y avait plus de gouverneur depuis la nomination de Kakudji au gouvernement comme Ministre de l'Intérieur. Il avait bien noté les méfaits pour la ville et la province du Katanga d'un tel vide politico-administratif. Il était décidé à combler ce vide en bousculant les habitudes par une surprise qui eut l'effet d'un vrai tremblement.

C'était son style révolutionnaire, celui qui le conduisit dans de nombreuses situations à prendre tout le monde à revers et à imprimer l'élan qu'il souhaitait donner à l'action.

L'appel du Président eut lieu au milieu de mars 1998. De longues semaines se passent sans que je n'aie eu le moindre retour de Régine. Je trouvais le temps long, et finis par croire que tout cela n'était qu'un songe. Dans la constellation des préoccupations du Président de l'époque, et de toute époque, d'ailleurs, un rendez-vous avec moi n'était qu'une goutte dans un océan, un arbuste dans une forêt, un grain de sable dans le désert.

Puis un jour, le 14 avril 1998, Régine cherche à me joindre, mais elle ne me trouve pas. Je dormais encore, après une veillée sur des dossiers enchevêtrés et pleins d'embûches. Elle appelle alors Mawampanga, Ministre de l'Agriculture.

Elle lui dit me chercher de toute urgence. Celui-ci m'appelle et ne me trouve pas à son tour. Il va droit au but, comme il en a l'habitude : il envoie son secrétaire particulier à mon appartement avec ce simple message : contacter Mawampanga.

Je le fis, avant même de faire ma toilette et de me mettre en condition de parler à un Ministre de la trempe de Mawampanga. Gentiment, il m'intima aussitôt d'appeler Régine. Avec elle, la communication fut brève :

- Tu dois être ici à 10 heures au Palais de Marbre.

A 10 heures 10, je suis devant le M'Zee, le Président Laurent Désiré Kabila, pour la première fois.

- Bonjour Monsieur

- Bonjour Excellence, Monsieur le Président

- Asseyez-vous.

Je le fis et le Président continua, direct, sans transition, en me dévisageant.

- Monsieur, je n'ai pas beaucoup de temps. Parlez-moi de vous-même très brièvement.

- Je suis né à Pweto...

Mais avant de continuer, le Président m'interrompit :

- Vous êtes né seulement à Pweto, ou vous êtes de Pweto ?

- Je suis né à Pweto et je suis de Pweto, répondis-je avec une candeur dubitative, puisque je ne comprenais pas le sens de l'étonnement de mon illustre interlocuteur.

- Ah, Ah, vous n'êtes pas zambien ?!

- Non, toute ma famille est congolaise, mais il y

en a qui sont, évidemment de l'autre côté de la frontière

- Continuez, Monsieur.

J'ai fait mon école à Kíwá, j'ai rejoint le collège Imara, puis enfin Polytechnique d'où je suis sorti ingénieur en mécanique. J'ai travaillé dans une société minière en Afrique du Sud, et me suis engagé dans la Banque dans le même pays. Cette banque qui lance des investissements au Congo m'a mis à la disposition du Ministère des Finances comme conseiller.

Mon contrat finit le 30 juin, date à laquelle je dois rentrer en Afrique du Sud poursuivre ma carrière bancaire.

- Ah, bon ! Vous voulez rentrer ?

- Oui, Monsieur le Président.

- Vous devez travailler pour votre pays. Il a besoin de tous ses fils. Il y a de la place pour tous.

Franchement, je ne vois pas ce que je peux faire, et puis je suis sous contrat. Mais, si vous souhaitez que je reste, Monsieur le Président, je pourrais peut-être aider à surmonter la cacophonie qui prévaut à présent dans les rapports du Ministère des Finances, de la Banque Centrale

et des services techniques compétents, ici, à la Présidence. Je pourrais à cet égard, assister votre conseiller économique Umba Kyamitala, avec lequel je travaille déjà beaucoup, et qui a été, par le passé, mon idole en tant qu'ingénieur et directeur de la Gécamines. Je peux vous dire, Monsieur le Président, qu'il est devenu un grand ami avec lequel j'entretiens aujourd'hui de bons rapports. Je me rends compte qu'il n'a plus désormais tout à fait la force de subir toutes les tracasseries et les incohérences de notre administration. Peut-être pourrais-je l'assister en étant plus près de lui.

- Oui, vous avez tout à fait raison, mais moi, il y a autre chose que je voudrais que vous fassiez. Vous devez me répondre très honnêtement. Je voudrais vous nommer Gouverneur du Katanga.

Je fus glacé et restai muet. Les mots du Président m'assommaient.

Se rendant compte de l'effet foudroyant qu'exerça sur moi sa proposition, et de mon état d'esprit de l'instant, il sourit et dit :

- Répondez-moi, Monsieur.

- Excellence, je ne peux pas dire que je peux faire cette mission. Je ne connais pas ce que cela

suppose. Je n'ai aucune expérience dans ce domaine. Je n'ai jamais pensé à cela.

J'ai vite réalisé qu'il avait déjà pris sa décision. Je n'avais donc pas la force ni le courage de lui dire non. De plus, ma banque dirait que j'ai failli, raté la mission de m'insérer dans le tissu gouvernemental de mon pays afin de leur faciliter leurs projets d'investissements au Congo. Alors, je me résolus à lui dire :

- Si cela est ce que vous voulez, Monsieur le Président, je ferais de mon mieux. Je vous demanderais seulement, si cela ne marche pas, de me relever. Si, de mon côté, je constate que la tâche est trop lourde pour moi, ou que je n'en peux plus, je vous le dirais franchement, sans hésiter.

- J'aime votre réponse. Je vous nomme ce soir, dit-il avec une voix douce, extraordinairement seréine.

Au même instant, il appuya sur un bouton et je vis entrer sa secrétaire, Régine. Il prit un petit carnet et me posa la question :

- Monsieur, comment vous appelez-vous ?

- Augustin Katumba Mwanke

Il poussa son carnet devant moi et dit :

- Ecrivez votre nom.

J'écrivis mon nom. Il reprit le carnet et me dit :

- Et votre date de naissance ?

- 5 octobre 1963

Il s'exclama en disant :

- Vous êtes très jeune !

Il détacha le petit papier du carnet, le donna à Régine. Il lui dit :

- Le Monsieur, ici, c'est le nouveau Gouverneur du Katanga. On doit le publier ce soir.

Régine, sans un mot, prit le papier et sortit, sans bruit.

Il se tourna vers moi et me demanda, sans détour :

- Avez-vous quelque chose à me dire ?

- Non, Monsieur le Président

- Merci, on se reverra.

Je sortis avec deux résolutions de totale inégale importance : Tout faire pour ne pas le décevoir. Ne jamais me départir d'un petit carnet, comme celui que le Président avait sous les yeux.

Une fois sorti de la Présidence, j'appelai Zozo, mon épouse qui se trouvait en Afrique du Sud. Elle était furieuse, voire hargneuse :

- Comment peux-tu accepter une chose pareille ? Le pouvoir, en Afrique, c'est sale. On n'en sort jamais indemne. Dans le meilleur des cas, on y laisse des plumes. Toujours. Dans le pire, on y laisse son cadavre. Tu dois tout faire pour refuser.

Elle qui était restée, depuis toujours, jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs, si loin de la politique me surprit ce jour-là. Elle en savait plus que moi sur les travers de la politique en Afrique.

La sagesse des femmes ne se dévoile guère mieux que lors de l'instant où les intérêts «stratégiques» du père des enfants sont touchés. C'est là qu'elles sortent les griffes, qu'elles deviennent de vraies tigresses. Elles deviennent surtout d'une déconcertante mais éblouissante lucidité, d'une grande sagesse. Bien sûr toute règle génère ses exceptions. Celle-là a la sienne.

Il y a des femmes qui font sombrer leurs époux dans le marais. Elles leur font porter les ailes des folles ambitions. Elles peignent les chemins de l'enfer aux couleurs des paradis. Elles jettent sur les yeux et dans les cœurs de leurs hommes la magie endiablée de la politique, l'ensorcellement du pouvoir et la voracité

envers le lucre et l'argent. J'ai eu ce jour-là en plus de mon amour pour Zozo, beaucoup d'estime pour son détachement vis-à-vis de tous ces vains et dangereux appâts.

N'est-ce pas, enfin, le lieu de dire un mot de notre couple, Zozo et moi ?



Ma relation avec le sexe faible est une relation de

passion drapée dans un voile épais de pueur et une permanente vigilance pour ne pas dire de peur ... Dans ma jeunesse, je me plaisais au baratin intime, sans extravagance, ni excès. J'appréciais la finesse, la subtilité, le langage codé et la beauté bien sûr ...

J'eus comme tous mes copains très tôt quelques aventures, quelques petites virées ...

L'une de ces aventures eut un grand et beau produit : mon fils Katumba mulumbwe Mwanke ...

Je rentre en vacances fin 1980 avec François Kabingue. Une petite fête mit Fabiola, que je connaissais bien, sur mon chemin. Ca a branché. Nous eûmes un beau soir. Je n'avais que 17 ans. L'insouciance totale. Nous n'eûmes point d'autres liens ... mais l'enfant était conçu ... Ma première réaction fut de le refuser jusqu'à très tard. Quand je dus l'accepter ce ne fut qu'en tant que petit frère. Nous devons, lui et moi, à Zozo, mon épouse, de l'avoir accueilli, dès mon retour à Lubumbashi, comme mon fils, comme son fils, comme le frère de ses filles, mes filles.

Tout s'éclaircit désormais. Je le mis à Imara et je confiai son encadrement à un ami. Il poursuit ses études au Canada avec mon intention de le ramener, bientôt, en Afrique du Sud pour se former comme moi à la rigueur, et demeurer près du pays pour ne pas oublier les conditions rugueuses du Congo où il doit un jour,



que j'espère proche, prendre ses responsabilités en tant que pivot de notre famille ...

Mes filles Diane, née le 20 Septembre 1995, Carmel née le 24 Décembre 1997 et Jasmine née le 3 Septembre 2000, ont gardé tous les caractères de leur mère : sérieuses et protectrices.

De moi, je crois qu'elles gardent un certain esprit casanier que renforce une tendance au jeu cachotier de la discrétion. Je rêve de leur donner la meilleure éducation et les préparer à vivre un avenir fait de paix, d'amour, de succès et pour tout dire de bonheur. Zozo qui a la chance de passer avec elles beaucoup plus de temps, veille et veillera au grain, toutes les fois que je

serai absent. Elle connaît la profondeur de mon rêve pour elles, car il est aussi le sien, sinon plus.

J'ai vu Zozo pour la première fois habillée en rouge et noir. La combinaison de ces deux couleurs lui va bien. Avec sa couleur foncée cela donnait une certaine harmonie qui me tapa à l'œil. Durant notre premier échange, je compris qu'elle faisait médecine et qu'elle habitait dans le «home 80».

Durant ces temps, les «homes» étaient des habitations fort modestes pour les étudiants mais c'était aussi une chance d'y trouver un logis. Zozo était parmi les chanceux d'alors.

Quand, un peu plus tard, je lui proposai d'aller la voir, elle exprima une grande hésitation. Mon «baratin» semblait lui plaire pourtant ... Elle était à deux ans de terminer et moi j'étais dans ma dernière année, non que j'étais plus âgé qu'elle mais simplement du fait que mes études étaient moins longues que les siennes ... Bien que les femmes n'aiment pas que l'on parle de leur âge, j'ose insinuer que Zozo était un tout petit peu plus âgée que moi ...

Au fur et à mesure de nos rencontres, je m'habituais à elle. Je la trouvais maternelle, protectrice. Elle est devenue mon havre de paix. Désormais j'ai un beau refuge. Ses parents habitaient à Matete et moi j'habitais chez ma sœur à Lemba.

Nos parents savaient que nous sortions ensemble avec harmonie. Sans heurts. Les autres pouvaient être plus excitantes mais beaucoup trop «chamaille» et au bout de courte expérience, finissaient par m'être tout simplement insupportables. A l'inverse, Zozo devenait avec le temps mon havre de paix et de sécurité. Le sentiment de paix intérieure que je trouvais auprès d'elle, je ne le retrouvais plus nulle part ailleurs ...

Ma mère venue un jour à Kinshasa pour se soigner, tiqua au début sur le fait que je sortais avec une fille étrangère à mon milieu traditionnel de Pweto.

Peu de temps après l'avoir connue, ma mère me dit : Si tu épouses cette femme, elle te protégera. Elle te gardera. Ma mère n'avait jamais si bien dit.

Une fois parti en Afrique du Sud, j'eus des craintes de rompre mais très tôt je découvris que mon éloignement me fit aimer Zozo davantage. Je me décide de l'épouser ... Le 1^{er} Aout 1992, on célébra le mariage coutumier et la dot fut versée. Albert s'en occupa mieux que je n'eus pu le faire moi-même. Comme toujours, il fait bien les choses celui-là !

Cette année Zozo est en avant dernière année. Je lui proposais cependant de venir en Afrique du Sud. Elle le fit dès Octobre. Je louais un petit appartement de Jacob Ntronga. Il était le symbole de notre dénuement : Pas de matelas, pas d'ustensile de cuisine,

même pas une casserole ! Pas de rideaux non plus. On utilisait une fois les pagnes de Zozo. Surréaliste ! Un Ghanéen, Richard, marié à une blanche qui le harcelait de changer de domicile me vendit son mobilier de seconde main, évidemment. Ce fut notre premier mobilier de nouveau couple. En ce temps, «nouveau» pour nous était synonyme de «neuf». C'est d'ailleurs un trait de caractère que nous partageons : nous nous satisfaisons toujours de ce que nous avons. Je ne me souviens franchement pas que nous ayons jalouisé quiconque pour ce qu'il a, ni pour comment il a pu l'obtenir.

Quand je proposai à Zozo de s'installer en Afrique du Sud et d'aller à l'Université, elle protesta de toutes ses forces arguant de son ignorance de la langue anglaise. Elle céda pourtant devant mon insistance. Medunsa (medical University of southern Africa) était la seule université qui acceptait les noirs en Médecine. Zozo y connut Bizima Kahara qui faisait ses études à la même faculté.

Zozo commença en quatrième année, première en deuxième cycle.

Nous n'avions pas de vic, à vrai dire. Je me réveillais à quatre heures du matin, revenais épuisé. Je ne pouvais donc pas «l'embêter». Elle avait tout le temps à consacrer à ses études. D'ailleurs cette tendance à se consacrer aux études va bientôt se confirmer puisque Zozo rejoignit

le campus et nous ne nous revoyions que le week-end ... Lorsque la bande de copains (Paul, Sacha, Bruce et Zack ...) avec lesquels je fis mes premiers pas dans les discussions politiques avaient tous acheté des voitures, je calmais ma frustration en achetant une Renault 9 d'occasion. Je gardais mon cash pour les études de Zozo ... C'était la première fois que je distinguais l'essentiel de l'accessoire. C'est une question fondamentale pour le reste de ma vie : il faut savoir ce que l'on veut, il faut distinguer le principal du secondaire, l'essentiel de l'accessoire.

Quand elle termine, en 1995, Diane naissait, juste à la veille de la graduation.

Je ne connais franchement pas de vices à ma femme Zozo ... Peut-être est-elle «short temper»? Parfois pessimiste, elle voit le danger partout, ce qui l'amène, excellente qualité, à prévoir et à se préparer au pire.

Avons-nous eu des difficultés ? Bien sûr, comme tous les couples, surtout lorsqu'ils sont jeunes et enrôlés dans ce que la société perçoit comme les signes du succès, moyens et célébrité. Nous avons eu nos querelles, bouderies et fortes secousses

Pourtant, ce fut souvent, presque toujours moi qui fus fautif et donc responsable. Zozo n'a jamais vraiment fauté. Quant à moi, j'eus mes faiblesses.

Elles ont fait parfois très mal à Zozo. J'en fus aussi malheureux. Notre amour l'un pour l'autre, l'estime partagée et nos enfants ont été des planches d'une extraordinaire capacité salvatrice. Ils ont été des rochers sur lesquels sont venus s'écraser mes turpitudes «sentimentales».

Une fois revenu au pays et surtout depuis que je suis devenu gouverneur de la province du Katanga, je devins par la-même, la cible de «l'armée des chignons». Les rumeurs ajoutaient leur grossière touche à la vérité. Alors que Zozo était encore en Afrique du Sud, nous accomplîmes un voyage avec le M'Zee. Profitant d'un moment de liberté, je sortis avec des amis membres de notre délégation. Constatant notre absence, M'Zee nous demanda où est-ce que nous étions partis. Notre excuse était toute trouvée. Nous partîmes voir mon épouse. Le M'Zee aurait alors dit à l'un de mes amis : dites à Augustin de ramener sa femme, sinon je finirai par croire à la rumeur le concernant Revenus au pays, je lui dis comme si je n'étais au courant de rien : je vous demande la permission pour ramener mon épouse auprès de moi. Il dit sobrement : C'est bien, petit !

Dans mon expérience conjugale, Il se produisit alors un phénomène digne d'être regardé avec «sociologie». Il était certes fort compréhensible mais bien révélateur de notre peur, de Zozo surtout, de voir notre union se fragiliser, voire se briser. Chaque fois que

je trébuchai, Zozo et moi franchissions, sous l'effet de sa sagesse, une étape dans l'affermissement de notre union ... Notre mariage traditionnel correspondait à une étape, notre mariage civil à un cas, notre mariage religieux à un autre. A peu près chacun a correspondu à un moment, à un cas où j'ai dû regarder ailleurs ...

Dans cet élan de vérité, à la sempiternelle question - et si c'était à refaire - l'épouserai-je à nouveau ? Ma réponse ne fait l'ombre d'aucun doute : Oui, je l'épouserai, je l'épouserai encore, je l'épouserai toujours. Et toujours avec plus d'amour et d'estime ...

Lorsque je l'ai appelée, ce grand jour de ma vie, immédiatement à ma sortie de l'audience avec le M'Zee, ma mère était avec elle en Afrique du Sud.

Je lui demandai de me la passer. Pétrie de sa foi, elle nous conseilla de nous calmer et de tout remettre dans les mains de Dieu.

- Prends le temps de réfléchir, mon fils. Ne fais que ce qui est digne de toi, de ton père et de notre village.

A toutes les deux, je ne dis pas grand-chose. Pourtant, ma décision d'accepter ma nomination et de faire comme je l'ai dit au Président, subit alors un rude coup. J'hésitai à nouveau.

Rentré chez moi, j'appelai Umba et André. Au

premier, je dis :

- Je viens de rencontrer le M'Zee. Il m'a proposé de me nommer Gouverneur du Katanga. J'ai accepté, mais après réflexion, je me rends compte que je ne peux pas. Je vous demande de voir le Président pour lui dire que j'ai changé d'avis et que je m'en excuse vivement.

- Calme-toi. Je te connais, tu es un garçon digne. Je suis sûr que tu peux faire le travail. Tu le feras même très bien. Nous allons t'encadrer et t'assister au besoin. D'ailleurs, mon frère, le Docteur Ndjoloko, est à Lubumbashi. Je lui en parlerai. Et puis, voyons, tu ne peux pas dire oui au Président et lui dire après, non. Ce n'est pas bon, ce n'est pas sérieux, ce n'est pas digne de toi. N'en parle surtout à personne. Viens me voir ce soir pour en discuter. Après, tu prendras ta décision finale.

J'appelai ensuite André, qui jubilait en apprenant la nouvelle, alors que moi, je restais angoissé, déchiré, cassé même. Les heures qui me séparaient du rendez-vous avec Umba furent lourdes, interminables.

Monsieur Umba me reçut à 19 heures 30. Il passa doucement, pédagogiquement, à l'attaque. Il finit par me convaincre. Je lui confiai, entière, mon angoisse de devoir garder longtemps le secret.

A ce moment, j'habitais, en face du terrain de golf, un appartement situé dans un immeuble sur le boulevard communément appelé Tata Mahindra du nom du magasin de vente de véhicules Tata au rez-de-chaussée.

Umba, lui, habitait dans un appartement, bien plus chic évidemment que le mien, au quatrième étage sur le boulevard du 30 Juin dans un immeuble qui abritait au rez-de-chaussée, la société Jeffrey Travels, une agence de voyage.

En revenant de chez lui, et avant d'arriver chez moi, Mawampanga m'appela, à vingt heures cinq.

- Tu me caches des choses ! Quel cachotier. Tu es nommé gouverneur et tu ne m'en souffles mot. Viens à Binza pour célébrer ce grand événement de ta vie.

Tout le monde m'appelait. A certains, je confirmai qu'il s'agissait bien de moi, à d'autres, je restai ambigu, simulant, par pudeur, mon étonnement. Un psy dirait que je m'adonnais au jeu du dédoublement de la personnalité. Ce dédoublement, s'il en était, fut involontaire car il ne résultait pas d'une décision réfléchie mais de l'embarras profond dans lequel je me trouvais : j'acceptais tout en refusant ma nouvelle situation, mon nouveau sort.

Les jeux étant faits, je continuais, sous la pression des charges qui m'incombait, mon travail au Ministère des Finances. J'attendais, impatient, de me lancer dans la nouvelle aventure, mais heureux d'avoir le temps de dominer mes inquiétudes et de dissiper mes angoisses.

Durant le temps du collège d'Imara, j'ai connu Jean-Pierre qui vivait déjà avec Veuvette, une virtuose de la vie et de l'humour. Il était un surveillant d'internat vivace, inventif et plein de dynamisme. Il postulait pour être prêtre salésien. A mon départ pour l'Afrique du Sud, il eut la gentillesse de me donner une lettre de recommandation pour Kikaya qui s'activait au sein de la communauté congolaise en Afrique du Sud où il avait obtenu une planque au service français de la radio sud-africaine

Je l'ai retrouvé au Ministère des Finances où nous avons fait revivre notre relation. Dans l'intermède qui séparait ma nomination et mon départ au Katanga pour la prise de mes fonctions comme gouverneur, il me présenta au sénateur Kapaye, son cousin, ancien de la territoriale. Ce dernier m'apprit les rudiments du protocole : comment marcher en passant en revue les troupes ? Comment saluer de la main, sans trop la tendre comme un policier réglant la circulation, ni trop la plier vers soi comme pour montrer ses biceps ? Comment tousser au besoin ? Comment sourire et non

rire ? Tels furent les principaux thèmes de cette «formation accélérée» lesquels, malgré leur sobriété, m'étaient d'une grande utilité.

Le 11 mai 1998, le Président me reçut chez lui dans sa Résidence, en présence de son frère Georges, responsable du renseignement au Katanga. Au début de la conversation, le Président commença à me parler un pur swahili de Tanzanie.

- Je ne comprends pas bien, Monsieur le Président.

- Comment feras-tu alors à Lubumbashi si tu ne parles pas le swahili ?

- Le swahili parlé à Lubumbashi est bien différent. Celui-là, je le parle assez bien.

Il rit, de ce rire d'affection et de compassion qui va droit au cœur, puis se mit à me parler en français.

Il définit ma fonction en deux missions : développer la province et unir la population.

Après de longues années de démission, de tensions et de vides, les principaux secteurs de la vie au Katanga étaient en panne, à l'image de tous les secteurs de la vie économique et sociale du Zaïre d'alors. Le Gouverneur qui m'a précédé, Gaetan Kakudji, avait laissé dans ses caisses des fonds conséquents pour

relancer l'activité. Cet héritage contrastait avec celui de nombreux responsables qui ne laissaient derrière eux que dettes, dénuement, désordre administratif, pléthore d'effectifs, absence de motivation, délabrement des institutions et des infrastructures économiques, sociales et culturelles.

Unir les gens, seconde recommandation du M'Zee, représentait un autre défi majeur, surtout pour le débutant en politique que j'étais. Les frictions entre communautés ont ponctué, avec douleur, l'histoire de la province. Deux schismes fractionnaient les populations : Le schisme des kassais et katangais, d'une part, et le schisme des gens du Nord et ceux du Sud, d'autre part. Réconcilier les uns et les autres, les amener à oublier le passé et à se tourner vers l'avenir, à lever les yeux pour regarder l'horizon prometteur qui se dessinait, apparaissait comme un impératif majeur à un moment où le pays était encore déchiré par la guerre. Les ennemis de la nation, les politiciens en mal de clientèle, l'anachronisme des mentalités, les particularismes de tous ordres se coalisaient en une sordide et lugubre symphonie qui jouait tout sauf la gloire de la nation.

Le Président s'adressa, enfin, à son frère Georges. Il lui dit, sur un ton grave, non sans solennité, en dépit du cadre familial intime :

- Celui-là, c'est ton frère. Tu le prendras en charge. Tu le présenteras à la population. Tu feras

connaître ses vertus et tu l'aideras à combler ses insuffisances. Vous devez partir ensemble ce Dimanche 14 mai, là-bas, au Katanga. Agissez, en toutes circonstances, dans la fraternité et l'union.

A moi, il dit :

- Mon petit (il me le dit pour la première fois et me le dira toujours, surtout lorsqu'il est content de moi) toi et moi, nous ne nous connaissons pas. A partir de cet instant, nous nous faisons confiance. Je te fais confiance, tu me fais confiance. Je te souhaite bonne chance. Un jour, je viendrais te voir à Lubumbashi.

Je m'en allai; je laissai, ensemble, les deux frères se délecter de leur complicité et de l'amour fraternel sans bornes qui les liait

Je pris contact avec Charles Kyona et le chargeai de tout : faire le point de la situation, avoir un avis sur tout, et me préparer un exposé sur tout, sur mille riens.

Je fis venir Albert qui était en Afrique du Sud avec Zozo. Je le nommai, avant son arrivée, secrétaire particulier.

Désormais, bien que mes pieds n'aient pas encore foulé le sol de Lubumbashi, je savais que je pouvais compter sur le duo Albert et Charles. Ils seraient mes deux béquilles, mes deux oreilles,

mes deux yeux.

Dans l'histoire de l'Egypte ancienne, on dit que le vizir du pharaon endossait cette double fonction : être les yeux et les oreilles du Roi. Dans notre situation, il y avait une différence de taille : je n'étais nullement roi, ils n'étaient point vizirs !

Dans ce dispositif allégé à l'extrême, Georges s'érige, par notre commune volonté, en pivot central. Il sera mon encadreur, mon guide, ma protection.

Les deux heures d'avion Kinshasa - Lubumbashi ne furent pas de toute gaité pour moi. Bien qu'habillé en commandant, cette apparence jurait avec les mille pensées qui me traversaient l'esprit. Le défi et la résolution de les vaincre, mes peurs, mes angoisses, mes projets pour la province et le pays, se mêlaient, s'entrelaçaient et se livraient un corps-à-corps acharné qui ne me laissait aucune minute de répit ni de repos. Je parlais peu et Georges qui était mon compagnon de ce voyage s'en rendit bien compte. Il s'emmura, lui aussi, dans son digne silence.

A l'aéroport, le chef du protocole de la province organisa impeccablement l'accueil.

La revue des troupes fut la première occasion de mettre à exécution les leçons d'étiquette, fraîchement apprises. Les accueillants - dignitaires, politiciens,

fonctionnaires, entrepreneurs, officiers de l'armée, de la police et de la gendarmerie, les curieux, beaucoup de curieux, ce jour-là - formaient une haie qui me parut longue, interminable, et à la fin, ennuyeuse. Mon premier contact avec la foule ne fut pas brillant. J'entendais les murmures et les commentaires peu élogieux qui fusaient de toutes parts. Je ne distinguais que ceux, malveillants, sur ma jeunesse, sur ma petitesse et surtout sur le fait que j'étais un illustre inconnu. Certains en étaient arrivés à se demander comment et pourquoi M'Zee osait leur envoyer «un gosse comme gouverneur». De quoi voulait-il les punir ? Quel message voulait-il leur envoyer ?

Je m'engouffrai dans le véhicule officiel, une vieille Mercedes, utilisée par une génération de gouverneurs avant moi, pas très reluisante, et incarnant mal le prestige de l'Etat.

Je pris, dans mon premier cortège, la direction de la Résidence du Gouverneur. Celle-ci, délabrée, vide de tout, flanquée d'un jardin sauvage, jamais «coiffé», depuis des temps immémoriaux, ne présentait aucun attrait. Du prestige traditionnellement attaché à ces lieux et du mythe entourant ces suprêmes symboles de l'Etat en province, la Résidence ne présentait que son immensité désolée et l'étendue de son domaine. Rien de rassurant quant à l'autorité dont j'aurais souhaité qu'elle me parât.

Les gens, venus nombreux, chantaient, dansaient, en guise de bienvenue au Gouverneur, petit, timide et totalement inconnu, sorti tel une étrange créature, de presque nulle part.

Quelque chose de faux me semblait couvrir les événements de son ombre. Ce n'est pas le tragi-comique car il n'y avait rien de tragique à proprement parler, ni de comique en dépit de ma situation saugrenue. La scène tenait de tout cela, sans l'être vraiment ... La garde, un peu carnavalesque, jouait la fanfare. Dans le tableau, le surréalisme, dans ses couleurs et son étrangeté, disputait la vedette au pittoresque avec une certaine misère et une bonne dose de ridicule. Mais le beau, l'esthétique et le raffinement qui attendrissent l'âme, toute âme, y compris la mienne, n'étaient point de la partie ce soir-là !

Dikanga Kazadi, brillant journaliste de la RTNC rencontré au temps de mon séjour chez ma grande sœur Betty Kyola à Lemba, avait préparé un discours à mon intention. Je l'ai lu devant la foule, sans verve, sans spontanéité, sans passion. L'une des nombreuses qualités de l'homme public qui me manquaient alors et dont certaines me manquent toujours certainement, est la qualité de tribun. Ce jour-là, ce défaut apparut dans toute sa splendeur, mais aussi dans toute sa laideur. En tout cas, mon discours n'enflamma pas la foule et ne suscita guère son enthousiasme.

Sur ces entrefaites, je m'empressai, malheureux, d'entrer dans la chambre que Charles m'avait appâtée dans la Résidence. Le lit et son matelas étaient, me dit-il, ceux dans lesquels Moïse Tshombé avait dormi lorsqu'il s'était proclamé Président du Katanga.

Cela eut sur moi un grand effet. J'ai pu, depuis ce jour, mesurer l'impact du mythe et le rôle du symbole dans la construction des trajectoires. Je sentis ce soir-là, dans ma solitude ultime et mon désarroi, le poids de l'Histoire. Je crois que c'est à partir de ce moment que j'ai vraiment décidé de me projeter dans un destin qui transcende ma personne, un « destin national » comme disent ceux qui aiment se gargariser de mots. Nous avons tous, probablement, à un instant ou à un autre de notre itinéraire, rencontré notre mythe fondateur.

Ai-je ce soir-là approché le mien ? Quelque chose, en tout cas, se produisit alors.

Charles, conscient de mon état d'âme, me suivit et se mit, fraternellement, à me consoler. Il me conseilla de dormir en me disant que demain, le soleil se lèverait.

Avec l'expérience, j'appris cette irremplaçable leçon de la vie : après la nuit, quelles que soient ses ténèbres, le jour s'élevé inexorablement et le soleil « brillera toujours ». Sa lumière, pourvu que la foi continue de nourrir l'esprit, finit par éclairer le chemin.

Tard dans la nuit peu éclairée ce soir, je retrouvai un léger et fugace sommeil.

Au réveil, le 15 Mai, je ne sus que faire. Le soleil n'était pas encore au rendez-vous. Secoué, remis en cause, toujours déchiré par mes angoisses et mes peurs, je réunis mes amis.

Les premiers échanges, timides, hésitants, parcellaires, superficiels s'amorcèrent sur la situation de la province. Les premières esquisses de plan prirent pourtant formé. Les urgences, nombreuses, concurrentes, dans tous les domaines, n'offraient aucune marge de temps : tout est à faire. Tout interpellé sans délais. Tout de suite, maintenant.

Le 16 Mai, il ne se passe pas grand-chose. Je continue de tourner en rond entre Charles et quelques fonctionnaires difficilement revenus de leur surprise, de leur étonnement et questionnement sur le nouveau locataire des lieux. Que pourra-t-il faire ou ne pas faire ? Son incapacité à faire en ce premier jour semblait, à l'évidence, incommensurable avec ce qu'il est présumé devoir faire. A les voir, ils devaient tous ruminer, faire tourner en tous sens, cette disproportion entre les deux royaumes : celui de l'immensité de la tâche et celui de la limite apparente des dimensions lisibles de leur nouveau Gouverneur.

J'appris que le jour suivant serait mon vrai

baptême du feu : Le 17 Mai, je devais présider le défilé commémoratif de la prise du pouvoir par l'AFDL, sur la grande place de la Poste.

A la tribune, je fus frappé par le nombre de gens qui m'attendaient. Je n'en avais jamais vu autant auparavant. Tous ou presque m'étaient étrangers. La rumeur lancée dès mon arrivée à l'aéroport reprit de plus belle. Pour la nourrir, des facteurs objectifs et subjectifs se mêlaient en un chant des sirènes qui n'était pas destiné à peindre ma grandeur.

Mes collègues dans la fonction appartenaient presque tous à une ou deux générations avant moi. Ma jeunesse ne me servait donc pas en ce jour où je devais, pour la première fois exercer la fonction de Gouverneur.

La tradition, avant ma nomination a toujours voulu que le Gouverneur du Katanga descendît des Balubakat. Cette entorse à la tradition sonnait comme une incongruité à l'allure provocatrice. L'établissement provincial refusait de s'y résigner. Il la rejetait même.

De nombreux prétendants à la fonction se bousculaient dans les antichambres des décideurs. Certains parmi eux avaient, auprès du Président de la République, de solides appuis. Le Ministre de l'Intérieur de l'époque n'en était pas des moindres. Un Gouverneur choisi hors du cercle de préférence des «éléphants» du pouvoir se devait d'être sans reproches au regard de

la grille de valeurs en vogue.

Manifestement, j'étais loin de donner de tels gages. J'étais franchement hors normes et pas au sens positif de la formule. Mon rejet était logique. Seuls pouvaient me secourir mes résultats au travail, mon style, ma conduite. Je ne pourrais me faire accepter que par le mérite. Réussir ou périr, telle devait être ma devise.

La division de la Province selon le double schisme réducteur Kasaïens/katangais et gens du Nord/gens du Sud donnait lieu à toutes les supputations, à toutes sortes de commérages. On disait tout de moi et son contraire. Qualifié tantôt d'homme du Nord, uniquement animé du sentiment de revanche contre les gens du Sud, je ne pouvais, selon les tenants de cette thèse, conduire une action positive; mon jugement serait assombri par ma haine supposée ou réelle de ceux dont je ne suis pas issu.

Tantôt qualifié de kasaïen, je fus présenté comme l'ennemi juré des katangais. Etant totalement inconnu, je me prêtai à toutes les hypothèses. Kyungu wa Kumwanza, dernier Gouverneur mobutiste, excellait, semble-t-il, dans la promotion de mes filiations et origines kasaïennes, fameuses dans leur hostilité aux katangais ! Le nom Katumba était à ses yeux suffisant pour établir mes origines non katangaises.

Les plus tendres de ces spécialistes invétérés et ... ignorants furent ceux qui ramenaient mes origines à la célèbre famille des Mwanke qui a dominé, des lustres durant, au Katanga et finit par donner son nom au fantastique club, le Tout-Puissant Mazemba, à la Commune Kamalondo. Personne n'ignore aujourd'hui que je n'ai aucun lien de filiation avec cette prestigieuse famille. Le nom Katumba Mwanke que je partageais avec ceux-ci ou avec celle-là n'était - pour moi en tout cas - qu'une simple coïncidence de l'homonymie dont seuls linguistes et anthropologues peuvent se payer le luxe de rechercher les racines ...

Les rumeurs diffusées à profusion par une meute de méchants, la crédulité des citoyens moyens, la force et l'enracinement des mentalités qui structurent depuis des siècles leur univers mental créèrent, et pas seulement pendant ces années-là, un terrain de prédilection du satanique triptyque : médisance, dénigrement, avilissement.

Quand, tout à son aise, Floribert Kaseba, maire de la ville de Lubumbashi et grand ami de Kakudji, Ministre de l'Intérieur, fit un discours en homme expérimenté, habitué des foules, du cénacle et du «cirque» cérémonial, me présenta et me donna la parole, un silence de cimetière enveloppa de sa chape de plomb la place et tous ses occupants.

Petit, la voix basse, bégayant par moments, levant

rarement, voire jamais, la tête pour regarder mon auditoire et interagir avec lui, je confirmai avec éloquence, la seule que j'eusse ce jour-là, les rumeurs répandues à mon sujet.

La cérémonie finie, la déception générale fut insondable. L'abatement abyssal de mes amis impossible à cacher. Les plus candides s'efforçaient de trouver des mots gentils de réconfort. Mais les visages disaient tout. Il n'y a pas meilleur miroir que le visage. Même les plus renfrognés, les plus hypocrites renseignent toujours sur l'état d'âme, les sentiments, bien ou mauvais, les intentions, pures ou sordides, de celui d'en face.

La remise-reprise, passation de services, dit-on ailleurs, m'offrit la meilleure nouvelle de ces temps de dénuement et pour tout dire de vaches maigres. Je trouvai neuf millions de dollars dans les caisses.

Je n'aurais cesse de répéter que Kakudji, mon prédécesseur, avait eu, en termes de gestion de deniers publics, un comportement exemplaire. Son nationalisme, sa parcimonie dans les dépenses, son intégrité pour tout dire, contrastaient avec les tendances à la gabegie ruineuse qui mit à genoux l'Etat du temps de Mobutu.

Se sont ajoutés à cette manne inattendue, les 40% des recettes fiscales qui devaient, par suite d'une

décision du M'Zee, rester au Gouvernorat.

Les temps des frustrations, des hésitations, des états d'âme finissaient. A leur place, l'heure de la décision, la résolution et le regroupement des forces sonna. Plus de temps à perdre. Au travail maintenant. Devant le champ en ruines, que pouvaient nos mains décharnées ? Que pouvait notre naine expérience ? Que pesait notre petite, trop petite équipe ?

A vrai dire, la combinaison était bien peu différente de la fourmi devant le dragon, le rat devant le lion, le coq devant l'éléphant. La fourmi, le rat, le coq c'étaient nous; le dragon, le lion et l'éléphant c'étaient les tâches qui, de toutes parts, nous assaillaient. La voirie, l'hygiène urbaine, les écoles, les établissements sanitaires, les sports, les administrations, à commencer par ma résidence, tout était urgent, tout était prioritaire, tout était au niveau zéro.

Inventer un nouveau système, promouvoir un nouveau style, adopter une nouvelle approche me parurent les meilleures réponses, les premiers pas à franchir, les signaux de départ, les sons du clairon de la nouvelle marche.

Rien, en effet, dans toute œuvre de construction, n'est si essentiel, si déterminant, si décisif que la pertinence de l'approche et la qualité du style de travail. Nous devons agir. La province, à l'instar de tout le pays,

avait trop souffert de la parole, ou si l'on veut, mais c'est la même chose, de la parole non tenue. Je décidai donc, épaulé par ma petite mais dévouée et motivée équipe de passer à l'action. Ahmed kalej, Fridolin Kasweshi, Dikanga Kazadi, Kasongo Kyolwele, Eric Monga, étaient, à côté des amis d'Imara signalés aux premières lignes de cet itinéraire, les étoiles scintillantes de la pléiade qui arrosa de ses rayons cette période d'un romantisme qui ne laissait aucune place au futile, au temps des loisirs, à la résignation, au fatalisme. L'action était le dogme galvanisant de nos volontés. Chacun y donnait le meilleur de lui-même, tous nous donnions à la communauté.

Au début, bien sûr, personne ne nous crut. A la vérité, nous nous y attendions. Nous nous en fichions, éperdument. Il ne sert à rien d'être nombreux. Il ne sert à rien d'avoir de gros titres, gros ventres, grosses gueules, grands plans, épais programmes. Le tout est dans la motivation, l'unité et la loyauté de l'équipe. Or ces trois conditions, ma petite équipe les réunissait.

A chacune des urgences nous affections un budget, un responsable, un délai d'exécution. L'action était devenue notre credo, notre dogme, notre religion, notre leitmotiv. Adieu discours tonitruants, déclarations incantatoires, meetings exubérants, réunions en longueur, articles de presse, interviews prétentieuses ! Ah ! Cét univers-là n'était pas le nôtre. Nous lui

tournions le dos. Nous le narguions. Royalement, nous nous en moquions. Être sur les chantiers et non dans des bureaux huppés, diriger sur le terrain, en jean et non habillés en trois pièces, étaient devenus la mode, le look que nous voulions offrir de nous à la population, non par philosophie politique mais surtout par tempérament, par nature.

Je me demande aujourd'hui si de telles inclinations ne nous étaient pas dictées, inconsciemment, par nos propres limites intellectuelles et notre faible expérience des affaires et de l'exercice des responsabilités politiques. Telle une secte, en tout cas, nous nous étions jurés de parler moins, de faire chaque jour, chaque mois, chaque année plus et mieux.

Pour mobiliser toutes sortes de ressources, nous cherchions à susciter partout des contributeurs, des mécènes, des donateurs, des volontaires, des investisseurs. L'altruisme et la générosité n'étaient pas toujours au rendez-vous. Cette « cupidité de l'être » nous décevait, nous atterrait même. Elle contrastait avec nos rêves juvéniles. Cet âge, le nôtre en ce temps-là, dessine tout en rose, en bleu, jamais en noir. Le côté sombre des choses n'apparaît que lorsque le rêve et le fantasma butent sur le rocher de la réalité toute crue.

Un jour, l'un de mes efficaces collaborateurs, Ahmed Kalej, m'informa qu'une importante délégation d'investisseurs étrangers cherchait à me rencontrer.

Sans demander de quelle nationalité ils étaient, j'accourus à mon bureau avant l'heure fixée au rendez-vous. Les investisseurs attendus et rêvés ne vinrent pas. Déçu, je fulmine contre mon collaborateur. Je rentre chez moi pour enfouir mon état d'âme dans un coin de ma résidence. Souvent lorsque je suis dans ces états-là, je cherche à échapper à mon amertume en papotant avec l'un de mes enfants, en causant avec mon épouse ou en téléphonant à un ami d'enfance. Ces choses-là me détendent, me font oublier mes stress, et pour tout dire, me ramènent à mon humanité.

Une heure passe depuis mon retour bredouille de mon bureau. Soudain, mon téléphone sonne à nouveau.

- Monsieur le Gouverneur, vos visiteurs sont là, disait la voix de mon collaborateur.

- De quels visiteurs parlez-vous ?

- Des investisseurs qui avaient rendez-vous avec vous.

- De quelle nationalité sont-ils ?

- Des sud-africains.

- Ceux-là sont toujours à l'heure. Ils ne sont pas comme nous. Ils ne badinent pas avec le temps, les rendez-vous, les engagements.

- Je vous confirme en tous cas qu'ils sont

bien sud-africains.

- Dites-leur que je suis déjà parti et que je ne suis pas une balle de ping-pong.

- Je sais bien Monsieur le Gouverneur, mais comme ils sont déjà là et qu'ils me paraissent très sérieux, peut-être méritent-ils que vous acceptiez de les voir? Je pense que ce serait bien de leur pardonner leur retard.

Sentant sa supplication sincère, et ses arguments pertinents, je me rendis compte que j'étais dans mon tort. Je me résolus à reprendre le chemin de mon bureau.

Une fois assis sur mon siège, j'ordonnai à mon secrétaire de faire entrer les fameux visiteurs. La porte s'ouvrit doucement. A cet instant, j'explosai :

- Augustin !

- Maxwell

- moi-même !

- c'est toi ?

- et c'est toi, dans mon bureau de Gouverneur, ici, à Lubumbashi ?

On se jeta, devant une assistance médusée, dans les bras l'un de l'autre. Epoustouflant.

L'intense moment d'émotion, de silence, de rires perdus, fous, hagards, abracadabrants nous transporta hors du temps, hors du lieu. Nous oublâmes qui nous fûmes, où nous nous trouvâmes. Nous fîmes surtout fi de l'assistance.

Adieu protocole, réserve, règles d'étiquette récemment apprises. Je ne sentais que le poids des souvenirs. Tout, à cet instant, me revenait, en vagues successives : le métis qui me présenta à Tudor, fils de Maxwell, mes souhaits d'être jardinier dans une arrière-cour de maison, mes espoirs déçus, les sarcasmes de mes amis, mes rendez-vous avec Lowe, mon premier contact direct avec Maxwell, les horizons qu'il m'ouvrit à la mine, ceux qu'il avait dessinés pour mes études. Nous ne retrouvâmes notre sérénité qu'après un long moment, une fois les boissons chaudes et froides servies, mes collaborateurs et les siens assis.

Puis vint un long échange où j'ai peint la trajectoire qui m'a conduit jusqu'ici et lui la sienne. Il m'apprit qu'il venait prendre contact avec la Gécamines. Séance tenante, je fis venir le Directeur général. Le moment des présentations m'offrit l'occasion de dire, sans parcimonie, tout le bien que je savais de mon bien-faiteur, devenu mon hôte.

En le recevant à diner, je lui exprimai ma gratitude et toute ma reconnaissance, bien sûr. Nous fîmes le serment de travailler ensemble, de continuer à

nous faire confiance, et de réaliser, lui pour son business, moi pour ma province et mon pays, les meilleurs résultats possibles.

Je n'ai évidemment pas manqué de m'informer auprès de lui sur son fils, Tudor, qui a été à l'origine de notre relation. Ces nouvelles étaient bonnes. Je lui transmis, par l'intermédiaire du père une invitation à visiter le Katanga. Peu de temps après, je le reçus, avec sa fiancée. Je les ai traités, comme chacun peut l'imaginer, tel un couple princier. En gratitude et reconnaissance, je ne m'impose jamais de bornes volontaires. Seules mes facultés et mes moyens matériels peuvent imposer d'éventuelles limites. Je hais les ingrats. Je les exècre, sans regrets. Ce sont, je crois, les musulmans qui disent que celui qui n'exprime pas sa gratitude au genre humain, ne le fera jamais pour le Seigneur. Il sera honni, exclu du paradis.

Dans notre action multiforme de construction provinciale, un homme était le vrai Gouverneur : Georges Fundji, le frère du Président.

Quatre raisons expliquent cet état de fait. Ses responsabilités au REDOC lui offraient les moyens d'être maître de l'information. Il connaissait, en temps réel, tout ou presque. Il lui était loisible de prendre les décisions ou de les suggérer, en connaissance de cause, sur la base de données précises et non sur la base de simples hypothèses ou de conclusions d'analyses

théoriques. La gestion de l'information, sa fiabilité, en termes d'objectivité, de précision, de rapidité sont les atouts majeurs d'un exercice éclairé du pouvoir. Toute déféctuosité dans ce domaine entraîne inévitablement des conséquences désastreuses et parfois des dommages irréparables.

La proximité légitime du Palais dont jouissait Georges faisait de lui, à nos yeux, non pas le représentant du Président mais l'incarnation de celui-ci. A la réalité des faits s'ajoutait la force du mythe. L'ascendance qui en résultait sur nos esprits était immense. Notre inexpérience dans la conduite des affaires nous mettait dans la situation où nous ne pouvions aucunement nous passer de l'assistance, de l'encadrement et de l'orientation de Georges.

A certains moments cette omniprésence me pesait et, à la vérité m'embarrassait surtout lorsque la méchante rumeur me fait parvenir que je n'étais rien, qu'il était tout. Georges, pourtant, était tout sauf gênant, intempestif, outrecuidant. Il était dévoué à sa mission. Il voulait sincèrement, profondément, de toute sa force, de toute sa belle âme, mon succès, notre succès. Effacé, discret et d'une immense gentillesse, il ne s'est jamais, dans nos relations apparentes ou occultes, livré à un quelconque abus de pouvoir. Georges, nous étions unanimes à le dire, le pouvoir ne lui est jamais monté au nez ! Ses conseils étaient suggérés, formulés avec une

telle pédagogie qu'ils devenaient une certaine sagesse qu'il vous aide à vous approprier. Quel bonheur d'avoir travaillé avec lui, de l'avoir eu comme parrain, protecteur et courroie de transmission !

Mais qui peut échapper à son destin ? Alors que nous étions en pleine chevauchée, enthousiastes, pleins d'allant, les fruits de notre travail à portée de la main, Georges tombe malade. Je l'envoie en Afrique du Sud où Zozo prend le relais, avec dévouement, efficacité et bonté de cœur. Tout est fait pour le sauver. Mais il continuait son irrésistible voyage vers l'au-delà.

Peu de temps après, il partit pour le Portugal. C'est là que sa maladie finit par avoir raison de lui.

Tard dans la nuit, j'appris la terrible nouvelle. Ce n'est qu'à l'aube que je me précipite, pour la première fois sans rendez-vous, au domicile du Président lequel se trouvait à ce moment à Lubumbashi. A la porte du Président, je lâche, dévasté, tremblant, titubant : «Je suis là !» Dans une voix cassée, nasillarde, à peine audible, il me dit : «Entrez !» Sans mot, nous pleurons.

Rompant le lugubre silence, il dit : «Mon petit, Georges est parti. Il était le meilleur. Vous étiez à trois. Maintenant vous êtes à deux. Désormais, tu t'occupes de tout. Je rentre à Kinshasa régler quelques affaires.

Je reviendrais ici quand le corps arrivera».

Il me parlait mais il était absent, le visage défait, le regard perdu. L'homme trempé dans l'acier, qui a enduré toutes sortes de souffrances, d'épreuves, de tragédies, était, ce jour-là, effondré. Georges était le meilleur ... Après lui le vide ne sera plus jamais comblé. La tragédie de son départ, alors qu'il était au zénith de son bel âge, laissait, dans les cœurs du Président, de sa famille et de moi-même, également, une plaie qui ne se refermera jamais. La vie du Président avait changé pour toujours.

L'arrivée du corps de Georges fut atroce pour le Président comme pour nous tous. A l'ouverture du cercueil, étaient présents le M'Zee lui-même, le Boss (Joseph), les sœurs du Président, quelques intimes et politiquement très proches : Gaétan Kakudji, Muenze Kongolo et moi-même, bien sûr.

Le président m'avait demandé, immense honneur, lourd fardeau, de prononcer l'oraison funèbre. Je l'avais préparée et la lui avais montrée.

Il n'y jeta qu'un regard furtif, désabusé, détaché. Jamais je ne pus savoir si c'est pour sa confiance en moi ou pour l'insignifiance de la chose au regard du poids de l'événement. Peut-être était-ce pour les deux ... Je lus, la gorge serrée, étranglée, en pleurs ininterrompus, le texte. Nous fîmes, dans le plus profond recueillement, nos adieux à l'être qui nous était si cher : Georges Fundji.

Pendant mon mandat de Gouverneur, j'eus aussi la douleur d'enterrer mon modèle de jeunesse : Umba Kyamitala. Mon émotion fut proportionnelle à mon admiration pour l'homme, idole mythique de ma jeunesse.

Les enterrements d'êtres chers sont des moments de communion avec la divinité. Ils nous plongent profondément dans la spiritualité. Ils nous rappellent que la vie endiablée de notre temporalité est vaine, dérisoire, éphémère, fugitive, fausse. Si seulement nous pouvons recharger nos batteries de spiritualité par d'autres flammes que l'atroce douleur de la perte des êtres qui nous sont chers ! Autant ils ne reviendront plus, autant nous ne resterons point sur cette terre après eux. Irréversible est leur disparition, inexorable est notre fin. Sont bien misérables ceux qui oublient cette certitude, la seule que rien ne saurait ébranler.

Reprenant notre souffle, le Président nous réunit, la famille et moi. S'adressant à sa famille biologique ainsi rassemblée, il leur dit en dirigeant son regard vers moi, comme pour lever le voile sur les raisons de ma présence au sein du cercle familial.

- Vous le connaissez ?

- Oui, disent les plus osés, c'est le Gouverneur.

- Non, c'est lui qui dorénavant, remplace

Georges.

Le message, simple mais chargé de sens, me traversa les tripes. Jamais le Président ne m'a dit une chose qui me fit autant honneur et en même temps posa sur mes frêles épaules un si lourd fardeau.

Mon Dieu, me disais-je, intérieurement, comment pourrais-je soulever ce fardeau, réussir la mission et ne jamais décevoir dans son accomplissement, aujourd'hui et, plus encore, demain... Georges était le pivot du clan. Il soignait les malades. Il subvenait aux besoins des plus faibles. Il entourait les fragiles de son affection et de sa généreuse sollicitude. Il veillait sur tout, sur la montagne comme sur le grain !

J'ai connu le Boss, Joseph Kabila Kabange, l'actuel Président de la République, avant le départ de Georges vers sa nouvelle et définitive demeure.

Le 2 Aout 1998, la guerre éclate. Quel fléau ! Quelle sordide et néfaste invention humaine que cette détestable chose qu'est la guerre !

Le Boss, Joseph, venait souvent inspecter le front et résoudre les innombrables problèmes de logistique et d'intendance. Nous eûmes, à ces occasions, de nombreuses opportunités de nous connaître, sur les chantiers de l'action mais aussi, en privé lorsque, dans les rares moments de liberté que lui laissaient ses

écrasantes responsabilités militaires, il me rendait visite à la résidence et échangeait avec moi sur tout, sur rien.

Notre fraternité m'a toujours paru transcendante de la seule dimension humaine. Elle est le propre d'une œuvre divine. L'âme pure de Georges, la sublimation de la sagesse léguée par le M'Zee l'ont enveloppée d'une bénédiction qui ne cesse de l'arroser de ses rayons célestes. La sentence du M'Zee que nous nétions « plus que deux » et que, de surcroît, dorénavant, je « remplace Georges », a forgé, en le trempant dans l'acier, mon serment de loyauté et de dévouement inaltérables, au service du Boss, Joseph Kabila Kabange. Pour toujours. Jusqu'au dernier souffle !

Aux côtés du M'Zee, j'allais au-delà de mes strictes missions de Gouverneur. Je commençais par assister aux réunions militaires. Je me trouvais ainsi, malgré moi, propulsé au cœur du dispositif en charge des questions de la paix comme de la guerre.

Un jour, au cours de l'une de ses réunions auxquelles ne prenaient part que des connaisseurs, je fus abreuvé de termes et de concepts militaires. Devant l'usage répétitif de certains noms, je fus curieux de savoir le sens de celui qui revenait sans cesse : RPJ

Surpris de constater que le Gouverneur du Katanga en pleine guerre était si novice dans l'art et l'arsenal de la guerre, le M'Zee me foudroya de la

question :

- Avez-vous jamais entendu une arme à feu ?
- Non, Monsieur le Président, répondez-je, manifestement sans fierté.



M'Zee, Laurent-Désiré Kabila, notre inspiration vénérée

- Joseph, dit-il, amenez-le au champ de tir à Lubumbashi !

Les ordres du M'Zee s'exécutaient dès leur prononcé. Ainsi je vécus mon «baptême du feu». Pour la première fois, je vis les orgues de Staline et pris la mesure du degré d'averion que j'ai pour la violence, la guerre, ses horreurs, l'inhumanité dévastatrice de sa machinerie.

Pourtant, les vrais hommes, au sens viril, me disais-je dans mon for intérieur, ce sont les militaires. Ce sont les lions et nous autres, à côté, ne sommes que des lapins.

La fréquence des contacts avec le M'Zee finit par dessiner un champ particulièrement fécond. La confiance et l'affection avec lesquelles il m'entourait n'avaient d'égales que mon amour et mon admiration pour lui. J'y ajoutais, de mon côté, ma reconnaissance. Comment oublier que c'est lui qui m'a hissé à des sommets auxquels je n'aurais jamais pu prétendre par mes seuls efforts. Ma nomination comme Gouverneur du Katanga n'a pas seulement été un séisme pour les autres.

Elle a aussi sonné le clairon du statut envié qui fut depuis le mien.

A chaque entrevue ou entretien avec lui, j'apprenais de nouvelles choses, de nouvelles valeurs, de nouvelles règles de vie, de conduite, de comportement et d'attitudes devant les événements heureux ou malheureux dans la tourmente desquels nous étions entraînés. Cela valait pour les grandes causes comme pour les simples faits de la vie courante.

Voici, tenez : c'est lui qui me suggéra d'apprendre le Swahili Bora.

La décision partit de la nuit du décès de la mère de Muenze Kongolo.

Ce soir-là, le Président m'assigna la tâche de consoler Muenze, de l'aider, de l'assister. Il me le dit en Swahili Bora. Je ne l'ai pas bien compris. Ce fut sa secrétaire, Nelly, qui accourut à mon secours. Depuis cet incident, je me mis à étudier ce Swahili. Dans la nouvelle aventure d'apprentissage, mes premiers mots utilisés en direction du Président furent de l'appeler «Raya». Je n'ai découvert que c'était un usage malvenu que bien plus tard. En fait, j'avais confondu «Raya» qui veut dire originellement gouvernés avec «Raïssi» qui veut dire Président, les deux termes résultant d'une déclinaison linguistique arabe qui couple gouverné et gouvernant. Incroyable mais vrai, M'Zee le reçut comme je le voulais : l'expression d'une affection sans bornes. Je remarquai, à mon grand bonheur, que cette «audace» jeta un certain baume dans son cœur, ce qui n'était pas de nature à me déplaire. Le M'Zee est pour toute notre génération un symbole, un modèle, une référence. S'en rapprocher, gagner sa confiance, se réchauffer de son affection ne répondaient pas à des besoins de positionnement politique ou de promotion professionnelle ou sociale; pour nous, cela répondait à un besoin spirituel, psychologique, existentiel. On découvrait le mythe, on s'inspirait et apprenait du révolutionnaire. M'Zee était une intarissable source de vertus qui jettent, loin dans le temps congolais, ses racines historiques.

Avec lui, on s'abreuvait d'un océan de sagesse, d'austérité, de droiture, de patriotisme, de courage et de détermination. Impossible est inconnu de son dictionnaire et de sa grammaire politiques.

Plus je l'approchais, plus il me fascinait. Intelligent, au flair pointu, il se rendait compte, de lui-même, du pouvoir au sens d'ascendance qu'il exerçait sur moi. Ainsi me mettait-il fréquemment à ses côtés dans sa voiture pour un tour dans la ville de Lubumbashi. Il se confiait à moi au sujet de ses enfants, de ses projets personnels. Un jour il me dit que son rêve lorsque le pays aura retrouvé la paix et reconstruit son unité est de se trouver un coin de terre congolaise où il y a suffisamment d'eau pour finir ses jours loin du tumulte, entre ses livres, à côté de l'eau et de la verdure.

Nous eûmes aussi nos complicités privées, et parfois de petits péchés mignons. Dans ce registre, je me souviens de la fameuse présentation des lettres de créances de Monsieur Swing, Ambassadeur des USA qui deviendra des années plus tard Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Chef de la Mission onusienne en RDC.

La cérémonie devait avoir lieu à Lubumbashi. A la dernière minute, nous nous rendîmes compte que nous ne disposions pas de l'enregistrement de l'hymne national américain. Nous mîmes notre hymne national et à la fin de la bande, nous fîmes signe aux majorettes

de s'activer et de remplir l'atmosphère d'un indescriptible vacarme. Personne, et surtout pas le diplomate américain, ne pouvait entendre la moindre note du prestigieux chant de gloire de la puissante Amérique, écrit en 1814 par Francis Scott Key, mais qui n'a été adopté, comme hymne national, par une résolution du Congrès, que le 3 Mars 1931. L'honneur était sauf et la cérémonie se déroula sans encombre.

Durant cette période, Lubumbashi était devenue la capitale des alliés. En ma qualité de gouverneur, je devais prendre en charge l'essentiel de l'organisation de leurs réunions, sommets ou autres, quels que soient leurs niveaux.

Un jour, nous devions recevoir un sommet des Chefs d'Etat de cette coalition de pays qui s'étaient rangés de notre côté. Le premier hôte attendu était Sam Nujoma. Pourtant rien n'était encore préparé pour l'accueillir. Le Président lui-même n'était pas prêt. Il me chargea, à la hâte, vraiment in extrémis, de m'en occuper. J'accourus accueillir l'illustre hôte à l'aéroport. Trop tard pour étaler le tapis rouge. Trop tard aussi pour déployer une garde d'honneur. J'avais à inventer l'excuse, la raison de telles impardonnables lacunes. A la passerelle, je m'empressai de dire : « les temps révolutionnaires ont leur propre protocole ! Nous trouvons que les tapis rouges et les gardes d'honneurs ne sont que des futillités. L'accueil du cœur est bien plus significatif, plus sincère,

plus expressif de l'amitié et de la fraternité qui nous lient si fortement». La pilule est passée. L'accueil fut sympathique. L'anecdote, une fois portée à l'attention du M'Zee, l'a amusé et lui a énormément plu.

Avec le Président zambien, nous eûmes aussi notre histoire, nos histoires. C'est en traitant avec lui que j'ai appris combien fut sage la suggestion du M'Zee de m'encourager à apprendre le Swahili Bora. Mon statut de gouverneur du Katanga et ma proximité avec le Président m'ayant propulsé au-devant de la scène, y compris sur le front diplomatique, lequel se croisait souvent avec des aspects militaires dont le Boss, Joseph, était en charge, avec d'autres officiers supérieurs de l'armée, j'eus à accomplir, seul ou accompagnant le Boss Joseph, de nombreuses missions auprès du Président Chiluba de Zambie. Ce pays était devenu, au fil de l'évolution de notre alliance, un pivot de notre diplomatie et de notre guerre de résistance, en dépit de sa neutralité affichée.

J'évoque ailleurs la saga des barques appelées à contribuer à notre effort militaire, des moult contacts en vue du rapatriement de nos officiers ayant trouvé refuge en Zambie consécutivement à nos déboires militaires lors de la campagne orchestrée à l'insu de nos alliés. Je retiens ici l'une de ces missions au cours de laquelle j'ai rencontré pour la première fois Moïse Katumbi.

Celui-ci poursuivait l'Etat pour des règlements

de dettes à lui légitimement dues. Il avait assigné l'Etat et bloqué ainsi par le biais de saisies judiciaires sur des embarcations congolaises.

Je lui proposai un arrangement. Revenir au pays, lever la saisie. En contrepartie, je m'engageai à lui faciliter l'acquisition de ses droits. Il accepta. Le problème était résolu. Une fois rentré, ses réclamations légitimes furent satisfaites. Depuis cette expérience vécue sur la base de la seule foi dans la parole donnée, nous nous faisons confiance. Jamais, aucun de nous n'a fait défaut à notre commune conception du serment d'honneur dans notre amitié et dans notre loyauté à l'égard du pays et du M'Zee qui a inspiré notre engagement hier, et de l'homme qui, fidèle au noble héritage, nous donne les raisons de notre constance dans le combat : le Boss, Joseph Kabila Kabange.

Plusieurs événements vont arroser notre amitié et l'arc-bouter sur un indestructible socle aussi solide que le granit. Il en a été ainsi de la bataille de sa nomination comme gouverneur du Katanga. Sur les 106 ou 108 noms proposés, il était de loin le plus apte, à tout point de vue, quoique nous ayons, un temps pensé à une autre extraordinaire figure de notre cercle de compétence et de loyauté : Feu Samba Kaputo. Samba était le plus bel exemple de profondeur, de sérénité et d'humilité que je connaisse. Sa perte au zénith de sa carrière était une perte inconsolable... Il y eut évidemment

Georges; Georges, l'inoubliable est toujours présent dans ma mémoire. Mais il y a le sommet de nos pertes brutales : M'Zee nous avait quittés au plus fort de nos périls... D'autres suivront... Naturellement ou tragiquement... Que voulez-vous ? Ainsi va la vie... Cette éternelle mariée à la mort...

Puisse la divinité l'éloigner de Moïse et lui donner longue vie. Il est assurément l'un des meilleurs espoirs que notre pays a aujourd'hui et l'une de ses planches de salut, demain, quand sonnera l'heure des grands destins futurs...

Avec le M'Zee mes anecdotes ressemblaient aux graines d'un infini chapelet. Elles ne finissaient jamais de ségrener. Devenant sans cesse de plus en plus proche, il me couvrait davantage de sa sollicitude et de sa chaleureuse affection. Ainsi lui arrivait-il souvent de me faire asseoir à côté de lui dans sa voiture. Il me parlait de tout, de sa jeunesse, de ses enfants, de ses désirs, notamment, comme je l'ai déjà rappelé, de son souhait qu'un jour il puisse se retirer des affaires et de se trouver un coin tranquille dans le monde Congo, à côté d'une source d'eau et de verdure, au milieu de ses livres.

Je m'employais à rencontrer ses souhaits. Dans cet ordre d'idées, je pus savoir qu'il souhaitait déplacer le corps de sa mère. Je supervisai «l'opération» d'exhumation de la commune Katuba pour l'enterrer dans la dignité qui lui sied au cimetière des sapins.

Il en fut heureux, et moi fier de mon action.

Une fois, il m'appela à son domicile à Lubumbashi et m'ordonna de l'amener faire un tour en ville. J'obtempérai immédiatement, bien sûr. Je le fis passer à côté du stade que nous venions de rénover, puis du marché Lunsonga qui fut naguère le symbole de l'abandon, du désordre et de la crasse à Lubumbashi. A sa grande surprise, il découvrit des ouvrages propres, rénovés, grouillants de monde et de vie. Il fut fier et heureux. Il se retourna vers moi, le regard illuminé de satisfaction, et me dit :

- Petit, tu fais tout ça et tu ne m'en dis rien ?

- Monsieur le Président, ceux qui vous disent, toujours, tout sur ce qu'ils font, sont ceux qui veulent un prix. Moi, je ne veux que servir. Vous m'avez déjà tout donné, surtout votre confiance.

Il sourit gentiment et ne dit rien.

Pourtant, sa colère éclata, rageuse, au cours de cette « tournée des popotes ». En empruntant la route Kasumbalesa, esquintée, cabossée, crevassée, il laissa libre cours à son indignation. Comment peut-on, après deux années de pouvoir, accepter ces choses-là ?

Je pris mon courage à deux mains et lui dis que la route est une route nationale. De ce fait, elle n'était pas de ma compétence. D'ailleurs, le Ministre des

infrastructures, jaloux de ses compétences, me l'avait bien signifié. Je n'avais donc qu'à me tenir tranquille.

Il n'abandonna pourtant pas et me dit :

Peux-tu répéter ce que tu viens de me dire en face du Ministre ?

Parfaitement répondis-je. Il ne dit rien et s'assoupit. Je restai immobile. Je ne pus parler. Je ne pus sortir ... En se réveillant, il me regarda affectueusement et me dit simplement : Petit, va te reposer.

En pleine guerre, les négociations sont amorcés à Lusaka. Une forte délégation composée de Kalume, Abdoulaye Yerodia, accompagnée d'experts dont Vital Kamerhé et Didier Etumba fut chargée d'y représenter le Gouvernement de la RDC. A leur retour, le Président m'invita à prendre part aux réunions de comptes rendus. N'ayant pas fait partie de l'équipe des négociateurs, je ne disais rien sauf si le Président me demandait mon avis. Une fois, il se tourna vers moi et me dit : « Que penses-tu de tout cela ? Chaque fois que tu formules un avis, il s'avère pertinent ».

J'en fus flatté mais inquiet. Inquiet, je l'étais de voir le compliment jugé par certains parmi les présents comme étant injuste à leur égard, puisqu'il ne les incluait pas dans l'éloge. Je me demande, aujourd'hui, si certaines médisances colportées ici ou là à mon encontre ne sont

pas nées, déjà, à cette période.

L'association aux négociations politiques et diplomatiques d'une importance cruciale, puisqu'elles visaient à mettre un terme à la guerre, à une guerre qualifiée par certains analystes comme «la guerre mondiale africaine» me plaçait au cœur du dispositif présidentiel. Ladite association atteignit son point culminant lorsque le Président décida de m'inviter à l'accompagner pour la cérémonie de signature à Lusaka, capitale de la Zambie, le 10 Juillet 1999

C'est là que je rencontraï pour la première fois des responsables politiques sud-africains. Jusqu'ici mes rapports se sont limités, dans ce géant d'Afrique, aux seuls milieux bancaires et miniers qui ont jeté les premiers jalons de ma carrière professionnelle.

L'ancien Ministre des Affaires Etrangères sud-africaine Madame Zuma et la conseillère juridique du Président Mbeki, Mojanku Goumbi furent mes principales proies. Entendons-nous bien. Toute proie n'est pas forcément une conquête au sens du glamour ludique. La forte, pas simplement physique, personnalité de Madame Zuma inspirait confiance. Imposante à tous égards, elle avait le sens de la décision et de l'autorité. Elle dégageait l'impression qu'elle était destinée à l'exercice du leadership.

La frêle silhouette de Mojanku, trahissait un

esprit aux qualités inégalables. Simple, discrète, articulée, intelligente, loyale, efficace, déterminée, Mojanku était le prototype de l'irremplaçable conseiller. Ces qualités et bien d'autres expliquent sa longévité aux côtés de son patron Mbeki. Nous avons tout de suite sympathisé, et depuis lors, nous sommes devenus des complices, chacun pour le plus grand bien de son pays, dans l'inaltérable loyauté à nos Présidents respectifs.

Le mien me faisait confiance et je pus donner le meilleur de moi-même. L'une des innombrables qualités du M'Zee était de mettre à l'aise ses collaborateurs. Quand il accordait sa confiance, il ne le faisait pas à moitié. C'est un homme entier, ce qui est le signe de sa franchise, de son honnêteté et de sa probité. Cette vertu lui permettait de tirer de chacun le meilleur de lui-même.

Ainsi m'associait-il à tous les grands rendez-vous, à toutes les grandes décisions tout en exerçant mes fonctions de Gouverneur et «d'ingénieur» d'une infinité de missions domestiques, humaines, sociales, familiales, personnelles.

Alors qu'il m'invitait à prendre part à des réunions ministérielles, il pouvait aussi me téléphoner, au beau milieu de la nuit, juste pour me demander ... quelle heure il était ! Non seulement il le pouvait, mais, sans blagues, il le fit. Il lui arrivait de venir à la résidence ce qui m'amenait à imposer une «discipline d'étage» à mes

enfants. Ne comprenant pas pourquoi certains pavillons leur étaient interdits, ils n'arrêtaient pas de protester et de me dire, quand je leur expliquais qu'il ne fallait pas déranger le Président, leurs puériles et mignonnes protestations. «Ah bon, le Président n'aime pas les enfants», m'ont-ils lancé, un jour, au visage !

Je suis sûr que si je lui avais rapporté ces remarques candides, il aurait accueilli mes chérubins à bras ouverts. Il chérissait les enfants, adorait la jeunesse et faisait une confiance illimitée à ses vertus créatrices de l'histoire.

Une réunion entre belligérants était programmée à Maputo.

Le Président, Mbeki, Chissano, Kagamé, Musseveni devaient y prendre part. La date choisie coïncidait avec un rendez-vous médical fixé pour le M'Zee en Arabie Séoudite. Le Président réunit son Etat-Major politique au palais de marbre : Kakudji, Mpoyo, Yérodia, Kongolo, Buse falay, Kalume, toutes les grosses têtes du pouvoir étaient là. J'y étais aussi, au bout de la table.

Le Président se mit à répartir les tâches, à distribuer les rôles, à donner ses instructions et ses ordres. Mpoyo devait aller en Lybie accomplir une mission diplomatique auprès du guide libyen bien courtois, ces temps-là, par tous les grands de ce monde

surtout lorsqu'il s'agit de problèmes africains. La rage qui frise la sauvagerie avec laquelle ces puissants le combattent aujourd'hui paraît bien inversement proportionnelle à l'adoration qu'ils lui vouaient naguère. Ainsi va le monde de la politique; ainsi va l'insondable bêtise des puissants de notre monde.

Kakudji, en assurant l'intérim, veillera sur le pays, Buse Falay directeur de cabinet, assurera la gestion du bureau et la coordination avec le Président, ventilerà ses directives et instructions. Yérodia, Kalume et moi-même, avons été choisis pour composer la délégation qui devait représenter le Président à la fameuse réunion.

Lorsque le M'Zee eut fini de répartir son équipe, je levai le doigt. «Je pense, avec tout le respect que je dois à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères Yérodia, que la délégation composée ne saurait vous remplacer à cette réunion. Je suggère qu'on demande au Président Mbeki de reporter la réunion jusqu'au jour où vous pourriez y participer. J'ai vu l'allure de la précédente réunion du genre. Votre présence est capitale».

Le Président piqua une colère féroce.

Comment oser parler après qu'il ait décidé ?

Il ordonna :

- Kakudji, occupe-toi de ce garçon. Apparemment,

tu ne l'as jamais fait sérieusement, dit le Président, calmement mais férocement.

- Comment oses-tu parler une fois que le M'Zee a conclu ? lâche Kakudji, en furie.

Tous les autres caciques, hargneux, approuvèrent par un murmure assommant.

Je tremblai de tout mon corps.

La réunion finie, je sortis sans dire mot à personne. Personne ne me dit mot, non plus. Pestiféré, je m'engouffrai dans ma voiture, incapable d'indiquer ma direction au chauffeur.

Où suis-je ?, Que m'arrive-t-il ? Quelle mouche m'a piqué pour être intervenu de la sorte face à tous ces dinosaures ?

Alors que j'étais plongé dans ces interrogations, mon téléphone sonna.

- Allo ! Monsieur le Gouverneur est fâché ?

Je sentais que lui-même l'était plus que moi car lorsqu'il m'appelle par ma fonction c'est qu'il n'est pas content. Ce n'est que lorsqu'il me dit «petit» qu'il est satisfait de moi et de mon travail. Ce jour-là, je n'étais petit que dans sa tête, non sur ses lèvres. J'en étais malheureux.

- Tu es où ? me dit-il.

- Je me gare.

Paniqué, je m'épressai de me garer en pleine rue. Il poursuivit :

- Répète-moi ce que tu as dit tout à l'heure

- J'ai simplement, Monsieur le Président, demandé que l'on reporte la réunion. Mais je m'en excuse, si j'ai dépassé mes limites.

- Non, tu n'as pas à t'excuser, vous n'êtes que deux à me dire la vérité, toi et Joseph.

Peu de temps après, j'appris qu'il avait décidé de suivre mon avis et qu'il me chargeait de prendre contact avec le Cabinet de Monsieur Mbeki pour faire prendre les dispositions subséquentes.

C'est alors que mes relations avec Mojanku vont pour la première fois fonctionner à merveille.

La réunion était reportée à une date dont nous sommes convenus ensemble. J'avais renoué à nouveau avec la confiance du Président.

A un autre moment, M'Zee me convoqua et me dit qu'il avait reçu un rapport sur Monsieur Chiluba selon lequel, il faisait transiter les troupes rwandaises à travers son territoire aux fins de nous attaquer.

- Vous irez le voir pour lui dire que je vais l'enlever. Est-ce clair ?

Avant de le quitter, il me posa la question :

- Où est Joseph ? Prenez contact avec lui, sans délai, et partez ensemble pour cette mission.

J'étais dubitatif quant à la transmission de ce message dans les termes sévères, voire agressifs par lesquels il le formula avec insistance.

Le Président Chiluba à qui nous n'avions transmis que les préoccupations du Président en les débarrassant de leur charge agressive, nous rassura sur «la solidité de son amitié» et sa décision de nous faire visiter le front.

A l'issue de notre observation nous concluâmes qu'il nous avait dit la vérité. Rentrés à l'hôtel, nous nous disputâmes pour savoir qui doit appeler le Président pour lui rendre compte. Chacun insistait pour que l'autre se charge de la mission. Finalement la nature de notre mission vola à mon secours. Puisqu'il s'agissait d'une mission de nature essentiellement militaire c'était au Général d'en rendre compte et personne d'autre.

Les communications téléphoniques étant très difficiles ces temps, ce n'est qu'au bout de nombreux essais que le Boss finit par réussir à joindre Eddy Kapend.

Nous reçûmes l'ordre que moi, je rentre au pays rapporter nos conclusions au M'Zee, et que le Boss reste en Zambie travailler avec les officiers de ce pays sur les modalités de rapatriement de nos militaires. Lorsque nous apprîmes que le Président était satisfait des résultats de notre mission, notre joie était à son zénith. Nous nous sommes mutuellement congratulés de n'avoir pas transmis son message dans les termes qu'il nous avait dictés.

La position de conseiller montre ici l'une de ses paradoxales caractéristiques. Autant il doit rester honnête et loyal quant aux instructions du patron, autant il ne saurait se départir de l'impératif de les policer, les rendre efficaces, et, comme le disent les champions du lobbying et de la communication, plus vendables, plus sexy. Cette dimension des choses pose le problème éminemment philosophique du rapport de la vérité et de la loyauté avec le dévouement et l'efficacité. C'est là toute la grandeur de la tâche d'un authentique conseiller.

La réunion reportée eut lieu le 27 novembre 2000, jour anniversaire du M'Zee.

Une fois sur les lieux, on nous dit qu'elle est à huis clos, que seuls les Présidents étaient autorisés à y prendre part.

Le M'Zee se tourna alors vers moi et me dit :

- Ces gens sont tous contre moi. Tu resteras à mes côtés pour me conseiller.

Mbeki me regarda et me dit poliment, mais clairement de sortir.

M'Zee lui répondit :

- Celui-là, je le garde; c'est mon interprète.

La sentence était formelle.

Quand il parlait, c'était définitif : je restai à côté du Président.

Kagamé dit alors quelque chose qui le vexa. Il lui répondit du tac au tac : «l'interhamwe, c'est vous Kagamé» lâcha-t-il rageusement.

Ce dernier ramassa ses papiers et s'en alla. Musseveni fit de même. Il ne restait que Mbeki, Cheysano et nous.

La réunion avait fatalement capoté. Il n'en était pas malheureux. Je fus rempli de fierté devant son courage et sa détermination. Nous rentrâmes, le même jour à Lubumbashi. Nous célébrâmes son anniversaire en sabrant le champagne. Pour la première fois, je le vis prendre de l'alcool alors que tout le monde disait - mensonge s'il en fut - qu'il était alcoolique.

Quand la guerre éclata, j'étais vraiment novice.

Je ne savais rien de ses exigences et je continue d'ailleurs aujourd'hui à en ignorer les tenants et aboutissants.

Lui, révolutionnaire qu'il fut, en revanche, la voulait générale contre nos ennemis. Il prônait, en souvenir de ses lectures maoïstes et guévaristes de jeunesse, la guerre populaire, la guerre des masses.

Il décida alors de distribuer les armes pour cette fameuse guerre populaire. Je n'en étais pas convaincu et puis, encore une fois, ce n'était pas ma vocation, mon champ d'excellence. Il se rendit très vite compte que je n'étais pas engagé avec ferveur dans cette nouvelle voie de notre résistance à l'agression. Il faut aussi dire que mes détracteurs avaient enflé mes réticences. Il décida de m'envoyer Jacques Muyumba, fils de l'un de ses vieux amis révolutionnaires, comme adjoint. Il avait meilleure réputation que moi dans l'art de la mobilisation populaire. Il lui confia la direction des opérations. Moi, je devais surtout assurer la logistique.

Ces moments furent pour moi particulièrement difficiles. Rien ne me perturbe, me met mal à l'aise, me dérange dans mon travail plus que d'avoir à appliquer, seulement par discipline et non par conviction, les décisions de mes supérieurs hiérarchiques. Souvent dans ces cas-là, je ne peux échapper à la tentation de rendre mon tablier.

Dans les circonstances d'alors, je ne pouvais

l'envisager car mon admiration pour le M'Zee était sans limite. J'aurais préféré me suicider plutôt que de trahir sa confiance. Je restais à mon poste et me battais contre moi-même pour donner le meilleur de ce que je pouvais.

Tout au long de cette période j'ai dû apporter sans cesse des «ajustements» à certains ordres qu'il me donnait.

Je me souviens, alors que j'étais tout à fait à mes débuts, qu'il devait partir à la conférence des non-alignés à Durban, accompagné de Mpoyo. Il vit sur le tarmac un avion immatriculé à l'étranger. Il me posa la question, non sans reproche :

- Pourquoi cet avion est-il là ?

- Je ne sais pas, lui répondis-je.

- Réquisitionnez-le immédiatement, qu'il aille chercher des militaires et des armes. Puis, il s'en alla.

Je me rendis vite compte que l'avion était affrété pour transporter du cobalt. Mes conseillers me dirent unanimement les graves torts qu'il y aurait à le réquisitionner. Je décidai alors, sans hésiter, d'envoyer un train pour emmener les hommes et le matériel militaire à Lubumbashi.

A son retour du voyage, l'avion était encore là. Il me demanda :

- Comment ? Ce machin, se trouve toujours ici ?
Lorsque je lui rapportai la solution que j'avais trouvée, il piqua une colère de lion :

- Tu es faible ! Je vais te virer !

Je me confiai alors à Georges qui ne savait pas non plus quoi faire. Je rentrai abattu, écrasé même, prêt à tout abandonner. Je me réfugiai, comme une pauvre bête traquée, épuisée, ne pouvant plus courir, dans ma Résidence.

Me sachant abattu, il ne tarda pas à me faire chercher.

J'arrivai en tremblant, plus léger qu'une plume. Il me fit asseoir près de lui et me parla comme si de rien n'était. Il vit que j'étais pétrifié, il me rassura. Je le quittai, certes toujours inquiet, mais conscient que la vague était passée.

Longtemps plus tard, alors qu'il se trouvait à nouveau à l'aéroport de Lubumbashi, un jour où j'étais absent, Henri Mova, Ministre des Transports, était avec lui. Ils virent à nouveau un avion sur le tarmac. Mova proposa alors de le réquisitionner. Le Président lui dit :

- Ce n'est pas bien, le Gouverneur nous l'a déjà déconseillé !

Lorsque ces propos me furent rapportés, je compris encore plus à quel point il me fallait garder mes convictions contre vents et marées, même si les circonstances ponctuelles semblaient me donner tort, même au prix de subir la froide colère d'un Président momentanément contrarié, voire - pire encore - désavoué. C'était mon rôle, ma fonction, mon destin, ma manière à moi de servir au mieux mon Président, mon pays.

La guerre continuait ses ravages : Ankoru, village natal du M'Zee, au territoire de Manono qui en est la capitale, tomba aux mains des ennemis. La situation était on ne peut plus désastreuse. Je fus alors accusé de graves complicités.

Le fait que certains des miens, tel Lunda Bululu et autres, étaient passés de l'autre côté, donnait crédit à ce qui n'était qu'une médisance de plus.

Dans ce contexte, on décida de distribuer des armes à grande échelle pour défendre les territoires de Manono où se trouve le village natal de M'Zee auquel il était, à juste titre, particulièrement attaché.

Il y avait vécu sa jeunesse. C'est de là qu'est partie sa chevauchée fantastique. Kabongo Ngoy, alias «Twiponone» qui signifie en Swahili «battons-nous», collaborateur très proche de l'Ambassadeur Kyungu Wa Kumwanza, a été chargé des opérations. Je devais, à ses

côtés prendre une grande part dans la défense du territoire de Manono.

J'avais en charge la logistique. J'ai tout donné. Mais la fragilité de nos structures, l'impréparation technique de nos combattants, la difficulté de structurer les rangs et la puissance de feu de nos adversaires conduisirent notre contre-offensive à une défaite écrasante. Le moral tomba au plus bas, les forces d'auto-défense populaires furent littéralement déchiquetées.

Le M'Zee en fut profondément affecté, humilié tout en colère. L'adjoint du Gouverneur chargé de la mobilisation, Jacques Muyumba Ndubula était très proche du Président puisqu'il était le fils de Muyumba, l'un de ses compagnons et vieil ami de toujours.

Dans cet univers, je ne suis qu'un cheveu dans la soupe. Aussi, toute la rengaine sur mes origines de sudiste, d'étranger, reprit tel un déluge de feu.

Je fus présenté comme l'une des causes directes de la défaite. A Kinshasa se tint une réunion décisive. Etaient présents Kakudji, Muenze Kongolo, Kumwanza ... et d'autres. On soutint devant le Président que j'avais dégarni Manono à dessein. Le doute sur ma loyauté plana, à nouveau. Le doute, quel rongeur des confiances ! Mieux vaut le coup de machette que le coup du doute. Les blessures du premier guérissent parfois si vite. Les dommages du

second ne guérissent que rarement .. Il en reste souvent des traces, indélébiles.

Au sortir de la réunion, Muenze m'appelle et m'informe de cette horrible accusation. J'en avais largement assez, ma coupe était pleine. Mon ressentiment était tel que je ne pouvais ruminer mon amertume. Je décidai alors de tirer pour de bon les choses au clair. Je rappelai Muenze pour le prévenir que j'allais m'ouvrir au Ministre de l'Intérieur sans jamais le citer comme ma source.

J'appelai alors le Ministre et lui relatai ce que l'on m'avait rapporté de la réunion. Excédé par tout ce que je vis et surtout par l'histoire rocambolesque du Général Mukalay qui devait se rendre à Manono en une semaine et en revenir en une nuit (!), j'assommaï le Ministre par la phrase suivante : «Si vous voulez que je quitte mes fonctions, je suis prêt, immédiatement, à rendre mon tablier». Je n'ai pas mâché mes mots; ma décision, cette fois, était prise. Je n'attendis point que le Ministre réplique. Je raccrochai. A l'évidence, je savais qu'il rendrait compte dans les minutes qui suivent.

Peu de temps après M'Zee, m'appelle :

- Petit, qu'est ce qui se passe avec Manono ? Le Ministre me dit que tu lui as raccroché au nez !

- Je veux rentrer en Afrique du Sud. Laissez-moi

partir, je n'en peux plus.

- On en parlera quand je viendrais à Lubumbashi.

Nous en étions restés là.

Par la suite, il s'ouvrit, au sujet de mon action à Kabongo Ngoy. Celui-ci lui dira tout sur mon comportement durant les opérations. Il mit en relief la vérité sur ce que j'ai fait pour réussir. Il jeta une éblouissante lumière sur le fait que s'il y a eu défaillance, elle n'était pas de mon côté. Dès son retour à Lubumbashi, il m'appelle, entouré de sa secrétaire Nelly et du Ministre Kakudji. Son propos fut bref mais sans ambages :

- Laisse cet enfant travailler, si tu lui créés des problèmes c'est à moi que tu auras à faire.

Je ressortis de la réunion à-nouveau requinqué et plus décidé encore à servir avec toute la force, la détermination et le dévouement de mes capacités.

Pourtant, je n'en étais pas à ma dernière «turpitude». J'avais suspendu Kaseba, le maire adjoint de la ville de Lubumbashi. Le ministre de l'intérieur m'admonesta et m'intima l'ordre de lever la suspension. Je refusai de plier. Non parce que je ne voulais pas obéir : quand il y a ordre de la hiérarchie, je nargue mon état d'âme, mes scrupules et parfois mon amour-propre.

Même si, n'étant pas convaincu, je pourrais en souffrir à mort. Si je n'ai pas levé la suspension, c'est parce que je savais les torts que cela causerait à l'autorité du Gouverneur, à l'Etat. Ce serait, j'en étais persuadé, le plus mauvais message qu'on pouvait envoyer à nos agents administratifs et à nos administrés.

Une fois ces faits portés à l'attention du M'Zee, celui-ci me donna raison, non sur le fond du conflit mais sur le fait que je ne pouvais plus reculer au risque de m'affaiblir et de nuire à mon action dans la province.

Un autre cas se présenta pendant les opérations militaires : des rwandais avaient dévasté un village, celui de Kasala. Mujinga, une fillette de dix ans y a été brûlée mais restait vivante. M'Zee m'a demandé de m'en «occuper proprement», insista-t-il. Elle était dans une situation plus tragique que celle d'un autre cas qu'il me confia pour des raisons similaires et à qui j'ai trouvé un emploi au gouvernorat adapté à son âge et à son état familial et sanitaire. A Mujinga, je devais en particulier trouver une personne pour l'assister car elle avait perdu la plupart des membres de sa famille dans le désastre. Je lui ai trouvé une mère adoptive. Elle guérissait, s'intégrait, s'épanouissait. Elle était devenue le symbole non d'une miraculée, mais d'un vrai succès social et humain. Pourtant une collaboratrice de M'Zee chargée du Social, lui écrivit dans l'un de ses rapports, que je n'avais rien fait pour le cas de la petite fille. A la lecture

de ce rapport, il s'emporta, me fit venir en présence de la fillette, de sa mère adoptive et de la responsable des Affaires sociales, rédactrice du fameux rapport calomnieux.

- Monsieur le Gouverneur, vous me décevez. Que vous prend-il ? je vous demande de vous occuper de cette fillette et vous n'en faites rien ! Qu'est-ce qui vous monte la tête ?

A cet instant, et avant même que je ne réagisse, la mère adoptive prend la parole et dit :

- Monsieur le Président, jamais ma fille et moi-même n'avons été aussi bien traitées. Le Gouverneur l'a soignée, nous a logées, nourries, habillées. Nous sommes bien heureuses. Il mérite vos félicitations. Les nôtres, il les a déjà reçues. Dieu lui fera les siennes.

Le M'Zee se tourna vers moi et me dit : «Petit, tu as fait tout ça, pourquoi tu ne m'en dis rien» ? Il fit signe aux autres de partir, et me demanda de rester. Il dit avant de m'autoriser à sortir :

- Petit, peux-tu me dire pourquoi les gens sont toujours en train de mentir à ton sujet ?

- Je ne sais pas, Monsieur le Président. Je sais seulement que je n'ai jamais fait exprès de mal à aucun d'eux.

- Je le savais. Chaque jour, je le sais davantage, conclut-il avec philosophie.

Les « incidents » avec M'Zee se répétaient ainsi sans cesse mais, du fait de sa bonté et de la pureté de son âme, ils finissaient toujours bien. Nos « brouilles » furent la meilleure illustration de l'adage, « tout est bien qui finit bien ». Nous en sortions, sa confiance en moi renouvelée, et mon dévouement à son égard encore plus profond.

Notre désastre à Pweto fut un autre moment qui mit notre relation à rude épreuve.

M'Zee avait décidé de défendre coûte que coûte le Nord de plus en plus dangereusement attaqué et menacé de tomber aux mains de l'ennemi. Il monta alors une opération où seules étaient impliquées les forces congolaises.

Patriote dans l'âme, il répugnait malgré son besoin brulant d'alliés, d'associer ses derniers dans les combats décisifs. Connaisseur plus que tout autre des risques que nous courions de contracter des dettes excessives vis-à-vis de nos alliés, il décidait chaque fois qu'il le pouvait, sans eux, sans leurs avis et sans leurs moyens. Il cherchait en toutes circonstances à diminuer leur future facture vis-à-vis de la RDC. Il savait que leur soutien pour nous devait bien un jour avoir un coût. Ce coût, il tenait à le réduire, le faire tendre s'il le

pouvait vers zéro. L'opération qu'il monta pour défendre le Nord et Moba respectait cet esprit, cette vision, cette prudence patriotique. Il n'épargna pourtant aucun moyen en sa possession pour réussir. Il déploya le meilleur matériel disponible en artillerie et fusils d'assaut, les véhicules les mieux à rouler étaient envoyés à ce front. Les meilleurs et les plus chers généraux de l'armée, Joseph, Numbi, Lywang et Kisempya furent jetés aux premières lignes de feu. Certains jusqu'à Kalemie. D'autres avaient établi leurs bases arrière à Dubie. Des bateaux surchargés d'hommes et de matériels, des amphibies, prenaient la direction du front. Tout ce dispositif était pourtant dérisoire en face de l'armée rwandaise super équipée, disciplinée et motivée. Appuyée par des milices congolaises supplétives (RCD) qui faisaient de la victoire rwandaise leur seule chance de jouer un rôle en République Démocratique du Congo, l'armée Rwandaise avait entre ses mains tous les atouts de la victoire. Nous n'en avions que fort peu malgré les efforts ultimes du M'Zee.

Notre défaite dans cette opération était presque inéluctable. Elle fut le tournant de la guerre. Le Président qui réussit à me joindre me posa la question sur le sort de Pweto. Je lui répondis que je n'en savais pas grand-chose et que je n'arrivais pas à joindre aucun y compris Joseph. Je m'empressai de reprendre contact avec les Zambiens qui me confirmèrent la tournure des événements. Pweto était effectivement tombé.

Numbi m'appela pour m'annoncer la terrible nouvelle et s'enquérir de la situation et de la position de Joseph. Quelques instants après, le Président lui-même me joignit à la recherche des traces du chéri et précieux général.

«Petit, cherche Joseph, mon fils».

Cet ordre sonna dans mes oreilles à la puissance d'un Scud, d'une orgue de Staline. A la profondeur de mon inquiétude personnelle au sujet de Joseph, s'est ajoutée l'atroce douleur que provoquait en moi celle, paternelle, que traduisait la voix du Président. Cette douleur effroyable se répétait car il ne m'a jamais appelé autant de fois que ce soir-là. Réussissant, enfin, à rejoindre le Boss, Joseph, je l'assomai par un «où es tu Joseph ?». Je n'ai jamais élevé la voix en lui parlant que cette fois-là. Il me répondit, toujours seréin : «Je suis à Dubie, mon téléphone est déchargé, mais je vais bien».

Je repris immédiatement contact avec le M'Zee pour lui rendre compte. Soulagé, heureux même que Joseph soit vivant, libre et en forme, il dit : «Petit, toi tu me dis toujours des choses qui me vont droit au cœur». A cinq heures du matin, je me réveillai pour m'enquérir de l'avion que je devais envoyer récupérer Joseph pour qu'il puisse rejoindre Kinshasa. C'est à l'aube que je constatai qu'il n'y avait pas de carburant. Je téléphonai à Godefroid Tchamuleso, ministre délégué à la Défense, et lui demandai de me fournir du carburant.

Il dit sèchement ne pas recevoir d'instruction du Gouverneur et évoqua le rationnement du carburant en temps de guerre. Je dois reconnaître aujourd'hui qu'il avait raison sur les deux points : ne pas à recevoir d'ordre du gouverneur et rationner le carburant.

Pourtant, je fonçai, immédiatement, à l'aéroport, vers les cuves et tirai moi-même le liquide précieux.

Joseph, à mon grand soulagement, vint à la maison.

Nous évoquâmes la tournure des événements. Il décolla vers Kinshasa, les idées assez claires sur la trajectoire stratégique idoine.

Peu de temps après, une réunion des alliés fut organisée à Lubumbashi. Au cours de cette rencontre nous devons leur expliquer la situation et les sensibiliser sur nos difficultés et surtout sur la nécessité de revisiter la conduite stratégique et tactique de nos efforts en vue de parvenir à un règlement de la crise.

J'eus, à cette occasion, la douleur de constater à quel point M'Zee était fatigué, désabusé, meurtri même.

Je sentis qu'intérieurement, il décidait de tout laisser au Boss Joseph, sur le plan militaire à tout le moins. La nouvelle donne politico-militaire nous dictait le seul choix tactique qui s'offrait : négocier un

accord de paix.

La guerre à Moba, Kalemie, Moliro donna lieu à une terrible aventure dans laquelle le Président eut l'habitude de m'impliquer à fond. Malgré nos revers, nous continuions à nous battre et à chercher à améliorer le rapport de force sur le terrain en prévision de négociations devenues inéluctables, imminentes

En perdant le contrôle du lac Tanganyika, il était difficile, voire impossible d'améliorer militairement notre sort. Il fallait coûte que coûte couper ce cordon.

M'Zee décida alors de lancer des vedettes sur le lac. Cette opération exigeait un passage par la Zambie soucieuse de garder sa neutralité. C'est alors qu'il m'envoya voir Chiluba pour l'informer que nous avions un projet poissonnier, soi-disant financé par les japonais. Le passage du matériel et des vedettes de transport et de captures nécessitait une autorisation de passage par le territoire zambien. Je devais décrire, en étant persuasif, l'itinéraire qui va de Lubumbashi au port de Mpulungu sur le lac Tanganyika en Zambie. Notre but caché était de faire parvenir les vedettes à Moliro, d'y monter le matériel militaire avant de le redéployer sur le front à partir de ce hameau.

Chiluba qui ne se rendait compte de rien, me donna son accord pour la traversée de son territoire par nos embarcations en apparence civiles, en réalité

militaires.

Pour confirmer ce résultat au M'Zee et sceller nos amitiés zambiennes, j'invitai Monsieur Eric Silwamba, Ministre à la Présidence zambienne à me rendre une visite d'amitié à Lubumbashi. Ayant informé le Président qui s'y trouvait alors de son arrivée, celui-ci me demanda de lui dire de venir le saluer. Le Ministre confirma au Président la réponse du Président Chiluba au message que je lui avais transmis. Tout donc semblait baigner dans l'huile.

Cependant, les rwandais apprirent notre machination. Ils protestèrent aussi fermement qu'ils le purent auprès de Chiluba dont ils refusèrent la neutralité. Chiluba ordonna alors une enquête et découvrit le pot aux roses.

Furieux contre nous, le M'Zee et moi surtout, il écrivit une lettre salée au Président auquel il envoya un émissaire portant la lettre assassine. De passage à Kinshasa, je vis sur le tarmac l'avion de l'envoyé zambien. J'appelai le Ministre Eric Silwamba qui était quelques jours auparavant mon hôte à Lubumbashi. Je lui demandai ce qui s'était passé et comment y faire face pour éviter une détérioration irréparable des relations entre nos deux pays. Il me dit n'en savoir rien puisqu'il avait été écarté compte-tenu de sa proximité avec nous et qu'il était même accusé d'avoir été purement et simplement notre complice. Il me confirma cependant

que les choses n'étaient pas bonnes et que dans les relations zambiennes et congolaises ça sentait vraiment le roussi.

Dès mon retour à Lubumbashi, M'Zee m'appela pour me dire qu'il avait reçu Chungu, l'envoyé de Chiluba, qui lui avait remis la fameuse lettre salée. Désarmé mais averti du contenu de la lettre, je lui conseillai de ne rien dire pour le moment et de m'envoyer en Zambie après un certain temps, quand la tempête se sera apaisée.

Mais comme un malheur ne vient jamais seul, c'est dans ces jours de suspicion, voire de grand froid avec la Zambie, que nous recevions la terrible raclée de la débâcle de Pweto.

Beaucoup de nos officiers et soldats se retirèrent en Zambie. C'est ce moment que le Président choisit pour nous envoyer, Joseph et moi, tout expliquer au Président zambien.

Notre mission fut des plus difficiles de cette période mais notre duo fonctionna avec une exceptionnelle efficacité. Chiluba proposa la tenue d'un sommet le 10 janvier à Ndola en Zambie.

A l'issue de ce sommet qui permit de remettre nos pendules à l'heure avec les zambiens, je restai avec Joseph à Lusaka alors que le Président rentra à Kinshasa

après un bref séjour à Lubumbashi.

Notre mission à Joseph et à moi, était désormais de rapatrier les militaires, surtout ceux qui étaient à Kasenga.

Le 15 janvier au matin, le Président m'appela et me tança vertement au sujet du retard pris par le rapatriement des militaires qui étaient toujours à Kasenga. Il m'intima l'ordre de les ramener au plus vite. J'étais traumatisé par le fait que pour lui, je cessais d'être simple Gouverneur civil. Je devenais un « officier supérieur » en charge des questions hautement militaires. J'appris plus tard que lorsqu'il me dictait ses ordres, Joseph était en face de lui. Je fis donc, à mon corps défendant, tout en ruminant mon amertume, le voyage aller-retour Lubumbashi-Kasenga. Au retour, le soir, à Lubumbashi, je retrouvais Joseph à la base logistiqua. Je lui dis :

- Pourquoi le Président ne fait que m'engueuler ces derniers temps ?

Que se passe-t-il ?

- Non, sois tranquille, quand il l'a fait, j'étais avec lui. Il a dit affectueusement je vais engueuler le petit Gouverneur mais ce n'est pas son boulot ! C'est le tien, Joseph. C'est pourquoi, Augustin, je suis là !

Le même jour, ce 16 janvier, je reçus un coup de fil du Président m'intimant l'ordre de reprendre le chemin de la Zambie pour que Chiluba libère les militaires incarcérés à Mansa.

Je partis le matin même; mes amis zambiens m'accueillirent très bien. L'orage de nos tumultueuses relations était passé. En me recevant, le Président Chiluba, donna l'ordre pour qu'un avion soitapprêté à mon intention pour me permettre d'aller à Mansa prendre contact avec nos militaires et les rapatrier avec moi.

Arriva alors la terrible nouvelle. Charles, mon Directeur de Cabinet, me dit que Muenze Kongolo me dit de rentrer immédiatement au pays. A son tour, dans les minutes qui suivent cet appel, Albert me dit que quelque chose d'une gravité exceptionnelle est arrivé à Kinshasa et que Kapend a dit à la radio et à la télévision que personne ne doit tirer un coup de feu, que les frontières sont fermées, et qu'un couvre-feu est instauré. Je cherche fébrilement à joindre Joseph. Mais en vain. Je cherche aussi à joindre Muenze Kongolo avec empressement et profonde inquiétude. Lui aussi était injoignable. J'étais sur des braises.

Joseph rentre à Lubumbashi et constate que je n'y suis pas. Il me cherche partout et finit par attraper Albert et lui passer le message à 16 heures, heure locale. Pourtant, je ne puis joindre Joseph qu'à 19 heures 30.

- Tu es où ? On me dit que je ne dois pas décoller avant de te rejoindre ! Dis-moi ce qui se passe là-bas !

- Tu peux décoller immédiatement. Tâche de dire à ton pilote de rester en contact radio car les frontières sont fermées !

Il reste sibyllin sur la réalité des événements; Joseph n'est pas bavard. Cette qualité qui s'ajoute à sa sérénité quand les choses se corsent est l'une des vertus les plus prisées de tout bon dirigeant dans les circonstances exceptionnelles. Ce jour-là, cette immense qualité m'agaga car elle me laissait sur ma soif quant au sort de notre Président, notre M'Zee.

Je trouvais le Boss Joseph à l'aéroport mais je ne comprenais toujours rien à ce qui s'était vraiment passé. Comme je me dirigeai vers lui, il me dit que le salon normal était truffé de monde et très bruyant. Il me demanda alors d'ouvrir le salon présidentiel ce qu'il n'avait jamais fait auparavant. Le Boss, du vivant du M'Zee, n'a jamais fait usage de sa qualité de fils du Président. Il était toujours resté en retrait, discret, simple et proche des gens.

Il me dit : « Il y a des choses importantes et très graves. On a tiré sur M'Zee, on ne sait toujours pas s'il est mort ou vivant ! ». Il me demanda d'arranger un avion médicalisé. Les gens, à Kinshasa, avaient décidé

de l'évacuer.

A ces mots, nous éclatâmes en pleurs. Nos larmes coulaient à flots. Il se ressaisit le premier. Nous fûmes décomposés. Hewa Bora 737 attendait le Boss sur le tarmac. Son dernier mot avant de s'engouffrer dans l'avion fut : «Tiens bon, Augustin, surveille ta province, reste prêt à tout. Je te tiendrais informé».

Le Boss parti, j'ai foncé vers la Résidence et m'installai dans mon bureau et cherchai à joindre Kinshasa. Je restais éveillé toute la nuit oscillant entre téléphones, radios et télévisions, à l'affût de la moindre nouvelle sur ce qui s'était réellement passé.

Louis Michel, Ministre des Affaires Etrangères de Belgique a été la première personnalité étrangère à annoncer la mort du M'Zee. On dit que Didier Mumengi, Ministre de la communication, en panique, accourut à l'Ambassade de Belgique et informa l'Ambassadeur belge de la mort du M'Zee.

Vers trois heures du matin, Muenze Kongo m'appelle : «The worse has happened ! We are sending everybody to Zimbabwe ! Nous renvoyons tout le personnel médical qui a approché le corps pour gagner du temps. Prends les dispositions appropriées».

Je me mets au travail en grande vitesse. J'informai Kikaya, notre Ambassadeur au Zimbabwe, avec lequel

j'échangeai les quelques bribes d'informations en ma possession. L'extrême gravité des instants n'autorisait guère les papotages habituels et les longueurs sans rapport avec nos urgences du moment.

Quelques heures après, je fais une adresse à la population pour relayer le message diffusé à Kinshasa. J'appelai, grave et solennel, à la dignité, au calme et au sens du patriotisme.

La gorge serrée, l'angoisse me déchirant, je restai plongé, après mon adresse, dans mes noires pensées sur le double orphelinat : le mien et celui du pays. Je savais que le Boss, Joseph était là. Evidemment cela me rassurait. Je ne savais rien de ce qu'il allait faire pour faire face aux immenses défis. Je savais seulement que celles que soient ses options, je m'y inscrirais, à ses côtés, de toutes mes forces.

Avec le Boss, le Président Joseph Kabila Kabange :

Paix et reconstruction

L'après-midi, je contactai le Boss qui agissait déjà en Président, Chef de l'Etat. Depuis cet après-midi du 17 Janvier, je ne me suis jamais adressé à lui que par «Excellence, Monsieur le Président». Je n'ai jamais parlé de lui à qui que ce soit que par «LE BOSS». Cette appellation de révérence a fini par être employée par la plupart des fidèles dans nos discussions informelles.

Il me demanda des nouvelles de la Province. Je le rassurai, il me promit de reprendre contact pour les funérailles.

Le 17 au soir, la vénérable Mama Sifa fit une escale à Lubumbashi pour récupérer certaines tantes avant de s'envoler pour Harare. Elle me posa de multiples questions sur l'état de santé du «malade». Embarrassé, meurtri, je baragouinai quelques réponses

sans doute peu convaincantes.

Je serai, le 20 janvier, le premier officiel à recevoir le corps qui passa la nuit à Lubumbashi, cette ville qu'il a tant chérie, et qui s'apprêtait; dans la dignité et le recueillement à lui rendre son dernier adieu.

Mes services de renseignements me firent parvenir quelques rumeurs sur des intentions malveillantes lors du passage de la dépouille de l'illustre disparu. Tard dans la nuit, à la veille de l'arrivée du corps le 20 janvier, je mis tout en route pour contacter tous les notables aux fins de les mettre en garde contre tout acte, quel qu'il soit, de nature à perturber le deuil.

Pour la première fois de ma vie, j'ai dû avec une rare agressivité, promettre d'écraser sans pitié tout responsable de toute éventuelle dérive, d'où qu'elle vienne. Dieu seul sait combien j'étais prêt à mettre à exécution ma menace.

L'arrivée du corps et l'accueil qui lui a été réservé à Lubumbashi, que j'ai fait filmer, se déroulèrent de façon tout-à-fait digne, grandiose même. Après en avoir référé au Boss, je louai un avion à Dikanga Kazadi pour apporter la cassette à Kinshasa et pour la remettre au Ministre Sakombi Inongo à qui je proposai de diffuser la cassette à la télévision nationale ce qui fut fait aux éditions de 23 heures. Cette initiative opportune donna un signal décisif aux couleurs sombres mais élevées du

deuil national.

Le Boss, nouveau Président Chef de l'Etat sollicita ma venue le lendemain, 21 janvier, avec le corps, à Kinshasa. Depuis ce jour-là, je ne suis pratiquement plus retourné vivre en permanence à Lubumbashi.

Avec le cortège du corps, nous primes le chemin de Kinshasa. Profondément affligé, je ne cessai de méditer l'ampleur du deuil en observant le chagrin des foules massées sur le bord de la route. Ce jour-là, je pris la mesure de la vanité des rumeurs qui me parvenaient sur un éventuel accueil négatif des populations. Le patriotisme et le dévouement au peuple du défunt l'emportaient dans le cœur des gens sur tout le reste. Les gens, nombreux, pleuraient.

En ces moments, je ne pensais pas encore à l'avenir, aux écueils et difficultés qui ne manqueraient pas de survenir. J'étais à l'écoute de la foule, je recevais son chagrin comme un écho du mien.

Un monde fou emplissait l'espace. Je n'en ai jamais vu autant. Tout notre chemin jusqu'au palais où l'on devait déposer la dépouille, était noir de monde. Le cortège se mouvait à peine.

Nous n'arrivâmes que tard, presque le soir.

Je rejoignis le Président à son appartement au palais de l'OUA. Il me dit alors :

- Je sais combien M'Zee avait confiance en toi, combien il t'estimait. Je n'ai pas vraiment confiance en beaucoup de gens ici. Je veux que tu restes à mes côtés pour continuer la même mission que tu accomplissais auprès de lui.

- Croyez bien, Monsieur le Président, que je ne ménagerai aucun effort pour accomplir le mieux que je le pourrais toute mission que vous me confierez.

De mon compagnon de route, il était devenu mon Président, mon incontestable Boss, respecté et bien aimé. Loin de renier l'héritage de M'Zee, en me choisissant à ses côtés, il confirmait la continuité dans laquelle il s'inscrivait déjà. Au-delà de la confiance qu'il m'accordait, je ressentis son choix comme une pleine approbation de tout ce que nous avons effectué avec M'Zee. J'en étais rempli de fierté. Nous nous mîmes à planifier la cérémonie du deuil.

Je fus affecté comme guide du Président Zambien Chiluba. Le désordre du protocole était à son comble. Le Président qui devait sortir le premier, ne le put point. Chacun se débrouillait comme il le pouvait pour se dégager un chemin dans la cohue générale.

Tout pouvait arriver ce jour-là à chacun de nous, à chacun de nos illustres hôtes. Sam Mjoma s'est même perdu !

Massée le long des cinq kilomètres qui séparent le Palais du Peuple de la place qui sera le Mausolée de M'Zee, la population pleurait et maudissait les blancs qu'elle croyait avoir tué le M'Zee. Ainsi, beaucoup de citoyens anonymes s'en prenaient même aux blancs de la garde personnelle de Zuma, à l'époque Vice-Président sud-africain.

L'enterrement eut lieu le 23 janvier. L'oraison funèbre fut prononcée par Abdoulaye Yerodia et Mama Sifa.

Qui avait tué le M'Zee ?

Celui qui a tiré sur le Président était son garde du corps Mirindi, lequel avait été abattu sur le coup par Eddy Kapend, chef du cabinet militaire de M'Zee. Celui-ci, comme il le répétera plus tard au procès, nia avoir trempé dans le complot contre M'Zee.

On évoqua un réseau maffieux de libanais dont le cerveau aurait été un certain Yawé.

Masasu, mort durant la rébellion, avait-il été responsable de l'assassinat ? Je n'en sais rien.

L'hypothèse de la main d'une puissance

étrangère a été aussi évoquée. De son vivant le M'Zee ne cessait jamais d'évoquer le danger d'assassinat auquel il était exposé. On se souvient des propos qu'il a tenus à ce sujet au président zambien, Frédéric Chiluba : «Je sais qu'on cherche à me tuer» lui dit-il, lors de l'une de leurs dernières rencontres, quelques semaines avant sa disparition.

Je reste jusqu'à aujourd'hui sur ma soif de savoir qui, exactement, l'a tué. Je vis toujours malgré tout ce qui a été dit, écrit et décidé par l'ordre judiciaire, dans l'espoir intimement féroce de savoir la vraie vérité.

Nos urgences étaient d'entériner la Présidence par la Cour Suprême et l'Assemblée Intérimaire.

La prestation du serment devant la Cour Suprême eut lieu le 26 janvier. Le même jour, le Président prononça son discours d'investiture devant l'Assemblée Intérimaire, sous la houlette de sa Présidente, Madame Philomène. Pour préparer ce discours hautement historique, Muenze Kongolo, Maître Mbuyu, Maître Nkulu, assistant de Muenze Kongolo, Kikaya, Kamerre, Etumba, Okitundu et moi-même, fûmes mis à contribution.

Depuis la nomination du Président et surtout depuis le serment devant la Cour Suprême, les ennemis et adversaires s'étaient déchaînés dans une terrible campagne négative à propos de son âge, son inexpérience

des affaires de l'Etat, son niveau en français. Le terreau sur lequel tout ce fatras était construit reposait sur le présupposé fallacieux selon lequel son accession au pouvoir consacrait une dévolution monarchique de celui-ci. Cependant, le peuple et ses représentants (Assemblée Intérimaire) étaient unanimes à considérer que le choix du nouveau Président était salutaire pour le pays, lequel évitait ainsi l'effondrement et le chaos total.

Je savais bien, comme d'autres compagnons et serviteurs du M'Zee que si un homme était préparé à ces fonctions de Président, c'était bien lui. Il en avait mesuré, pour les avoirs observées et vécues de près, les multiples tâches, servitudes, responsabilités et pièges mais aussi la grandeur et la satisfaction qui pouvaient en découler. Je le connaissais bien : il ne plierait pas sous le fardeau comme certains, il ne se laisserait pas griser par le pouvoir comme beaucoup.

Le discours d'investiture fut un immense succès. Il mit en évidence la conscience aigüe que le Président avait de la situation du Pays, sa vision, son ambition majeure dans l'immédiat, à savoir la paix et la réunification du pays, le retrait des forces étrangères, le succès du dialogue politique, la reprise économique et sociale, la démocratie. Il exerça un impact décisif sur le cours des événements. Le Président apparut dans toute

la splendeur de son assurance, de sa sérénité et de la clarté de sa vision nationale et internationale. L'espoir renaissait. Le cœur de la jeunesse du pays se mit à vibrer. Le cap était franchi.

En février, le nouveau Président accepta l'invitation de participer au Breakfast Prayer aux Etats-Unis. Avec un courage et un sens de la décision qui étonnèrent tout le monde, il décida d'y prendre activement part, insufflant ainsi un air spirituel à sa première sortie internationale.

Lors de son passage à Paris, Le Président français Jacques Chirac le reçut avec beaucoup de considération, de respect et d'affection. Cette attitude de la France à un moment aussi décisif de notre expérience, aucun congolais ne saurait, ne devrait l'oublier.

Confronté aux grands de ce monde, le Boss frappa ses interlocuteurs par sa hauteur. Sa stature d'homme d'Etat apparut au grand jour. Tout le voyage fut un grand succès.

Cette première vraie consécration internationale me conforta dans mes certitudes : ses détracteurs avaient tort et toute la suite le confirmera.



Le Boss, Joseph Kabila Kabange.

On se mit alors à travailler sur le gouvernement qui devait, autour du Président, se mettre à l'œuvre du redressement national. Maître Mbuyu et moi-même y avons consciencieusement travaillé sous l'autorité directe du Boss, Son Excellence, Monsieur le Président de la République. Je devins alors Ministre Secrétaire Général de la Présidence, poste auquel M'Zee me destinait et pour lequel il m'avait, peu de temps avant sa tragique disparition, demandé de m'informer auprès du Président Chiluba en m'inspirant de son Ministre Secrétaire Général, Eric Silwamba.

Dans les faits, le Boss me confiait, me confiait toujours, comme du temps du M'Zee, toutes sortes de missions : négociations, défense, finances, maison civile,

directeur de cabinet, secrétaire de cabinet etc. etc. Pourtant, la moutarde ne m'est jamais montée au nez. Je restais égal à moi-même, au service d'un frère auquel je donne tout ce que je peux. Je ne lui ai jamais menti. Je ne lui ai jamais caché la moindre information. Je n'ai jamais tenté d'influencer ses positions par je ne sais quel jeu tortueux, sordide, égoïste ou carriériste. Je n'ai jamais trahi l'un quelconque de ses secrets. Bien sûr il m'est arrivé de lui dire des opinions qui ne lui plaisaient pas. Il lui est arrivé de me tancer, de se fâcher contre moi, de me boudier, voire carrément rejeter brutalement des œuvres dans lesquelles je me suis beaucoup investi. Ma différence avec beaucoup d'autres réside dans un fait simple : moi je travaille pour lui, eux ils travaillent pour eux-mêmes. Evidemment, je ne suis pas seul dans cette logique. Certains sont comme moi ... peut être même mieux ... A l'expérience, je ne peux pas dire-fausse modestie mise à part - que cette catégorie - là soit très nombreuse !

Très tôt, nous mimes sur pieds un Think Tank composé des éléments les plus efficaces et les plus déterminés : Samba Kaputo, Pierre Lumbi, Didier Etumba, Evariste Boshab, Vital Kamerhe, Théophile Bemba, Pasteur Mulunda Ngoy et moi-même devions piloter la plus importante mission politique du moment qui consistait à mettre en œuvre et à encadrer le dialogue inter-congolais. Bien que le Boss m'eût

confié la direction et l'animation de cette cellule, nous fonctionnions dans une parfaite collégialité. Il m'arrivait souvent de demander au Président de nous recevoir ensemble pour que les membres de la cellule lui exposent directement les idées et les vues que nous dégagions lorsque je ne me sentais pas suffisamment capable de le faire moi-même à leur place. Je n'ai, à aucun moment, cherché à occulter leurs compétences collectives ou leurs talents individuels, ni à m'approprier le fruit de leur immense travail.

Le poste de gouverneur du Katanga étant resté inoccupé, j'ai demandé à Dikanga Kazadi de me proposer un remplaçant. Il me suggéra le nom de Samba Kaputu. De prime abord, je ne m'enthousiasmais pas pour la proposition mais j'en parlai au Boss. Ce n'est que lorsque je reçus la cellule précitée que je découvris, de plus près, les qualités et les talents de chacun. Samba était un brillant esprit. Je proposai alors qu'on le gardât au Comité de Stratégie (COST). Dans celle-ci, quatre avaient des tâches précises, ce qui honnêtement ne diminuait en rien l'immense apport de tous les autres.

Samba Kaputo lui-même était chargé de la stratégie, Didier Etumba de la sécurité, Vital Kamerhe de la communication, Mulunda Ngoy de la facilitation et du dialogue politique, tâche qui deviendra bientôt celle de tout le monde en fait. Moi, je devais assurer la

coordination et le suivi des décisions, une fois prises par le Boss.

J'ai déjà dit un peu de ce que je pensais de Samba : il était le prototype de l'intellectuel engagé pour sa cause. Il n'exprimait jamais une opinion pour plaire ou pour influencer le cours des choses dans le sens carriériste. Il n'était guidé que par le seul souci de promouvoir notre cause, de lever les obstacles, d'inventer les stratégies les plus pertinentes. Il avait le don de trouver les fondements moraux, juridiques et politiques de nos vues. C'était un excellent stratège. Quel esprit avions nous perdu lorsque la mort l'emporta à la suite d'une maladie que nous n'avons pas pu enrayer ...

Didier Etumba, peu disert mais particulièrement pugnace et fin dans ses analyses apportait la concision et le sens pratique de son métier. Doué d'un extraordinaire flair de la prévision, d'une constante vigilance sur les questions stratégiques, Didier est d'une loyauté sans borne au Boss. Dans toutes nos discussions de stratégie et de tactique, son souci premier était de protéger le Boss, de le mettre à l'abri de nos calculs et des coups parfois tordus que nous préparions contre nos adversaires. C'est un homme d'une très grande droiture. Si seulement nos politiciens et même certains de nos officiers lui empruntaient quelques-unes de ses vertus !

Vital Kamerhé était la mémoire des accords de Lusaka qui régentaient le processus politique. Il les connaissait par cœur. Ses capacités d'excellent communicateur nous ont été d'un grand apport. Elles ont d'ailleurs été mises en valeur, bien plus tard, dans les phases suivantes, avant, au cours et après les élections de 2006. Fréquentant assidument les cercles diplomatiques internationaux, il nous permit de rester en phase avec ce qui se concoctait dans ces milieux qui sont inconnus pour bon nombre parmi nous, moi en particulier. Sa propension à se mettre en valeur nuisait parfois à ses contributions. Je me demande, aujourd'hui, si ce ne sont pas ces tendances mêlées à des ambitions parfois excessives qui ont fini par le conduire à se démarquer de notre camp et à envisager un destin en totale opposition au nôtre. Je ne suis pas sûr, ce faisant, qu'il ait bien fait ...

Pasteur Daniel Mulunda Ngoy était dans notre équipe celui qui avait les relations les plus étendues. Je crois que son expérience à la conférence épiscopale lui a permis de tisser des relations tentaculaires. Il était au courant de tout et cet atout s'est considérablement renforcé depuis que nous l'avons chargé des premiers contacts avec la facilitation du dialogue inter-congolais.

Mulunda est un très grand manœuvrier. Il a solution pour tout. Il est d'un courage qui frise la

témérité. Il est déterminé et ne recule jamais devant l'obstacle. Et surtout il ne connaît pas la fatigue. C'est un increvable, qui ne connaît pas le découragement.

Mon tempérament est différent du sien et cela me posait parfois des problèmes. Mais au fur et à mesure que nous nous investissions, tous les deux, pour notre cause commune, j'ai appris à l'admirer et surtout à apprécier ses qualités dont je viens de rappeler quelques-unes. Il vient d'être nommé à la tête de la CENI pour des élections dans un contexte particulièrement difficile. Je ne sais pas quels seront ses résultats mais je sais, avec certitude, que ce ne seront pas la foi dans la cause, le courage, la détermination, l'efficacité et le sens tactique qui lui feront défaut.

Chargé de la coordination de la Cost, je puisai dans ma petite équipe de Lubumbashi : Charles Kyono, Kazadi, Bernard Mena, Moïse Ekanga, Titi, ma secrétaire. Ces fidèles qui m'entouraient eurent droit aux sarcasmes kinoïsis. Ils furent malgré la discrétion des missions qu'ils accomplissaient, appelés les « Super PDG ». Une raillerie de plus parmi bien d'autres que nous eûmes à supporter lorsque nous nous étions lancés dans l'action au gouvernement du Katanga.

L'une de nos premières décisions fut de relancer l'opération du dialogue. Il fut demandé à Mulunda, au

titre d'envoyé spécial du Boss, d'effectuer un déplacement à Gaborone pour conduire le Facilitateur Masire à Kinshasa, d'où le rôle pionnier joué par Mulunda auprès de l'équipe de Masire au sein de laquelle il a réussi à établir des relations de confiance particulièrement utiles. Masire fut reçu à l'aéroport en grandes pompes par une importante délégation dirigée par le Ministre Mpyoyo.

Une fois l'audience officielle terminée, le Boss invita à déjeuner Monsieur Masire entouré de ses deux principaux conseillers, Archibald Mogwe, ancien Ministre des Affaires Etrangères du Botswana et le professeur Hacen Lebatt, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Mauritanie qui deviendra son représentant en RDC. C'est la première fois que je rencontrai l'énigmatique équipe autour de laquelle et par laquelle se nouèrent les fils de l'opération. Le houleux et tumultueux processus du dialogue inter-congolais était officiellement relancé.

Durant ce difficile processus aux dimensions interne et externe, j'ai construit une forte relation de confiance avec deux personnalités-clé : le Professeur Lebatt de l'équipe du Président Masire et Mojanku Gumbi de l'équipe du Président Mbeki. Je les trouvais tous les deux, en dépit de leurs personnalités bien

différentes, sincères, intelligents, habiles et déterminés.

J'ai noué avec eux une vraie relation d'amitié nourrie par une confiance sans limites qui dure encore et, je l'espère, durera toujours.

Dans notre effort multiforme de rassemblement des forces nationalistes et patriotiques, nous avions décidé de jeter des ponts en direction du MLC. Le Président décida de m'envoyer avec Etumba rencontrer, pour la première fois, la direction de cette rébellion à Gbadolite. Nous y avons été correctement reçus et traités.

Je me souviens avoir dormi dans le lit de François Mwamba. Nos discussions, même si elles n'avaient pas abouti à un accord, ont renforcé le sentiment qu'il y avait un camp nationaliste qui se démarquait de celui représenté par le RCD qui paraissait trop fortement sous l'emprise du Rwanda.

Cet effort secret de rapprochement s'est poursuivi au cours de toutes les réunions décisives qui ont émaillé le processus : Gaborone, Addis Abeba, Genève, Washington, et surtout Sun City en ont été, avec plus ou moins de bonheur, les principaux jalons.

Il reste que c'est notre accord public à Sun City

qui a vraiment sonné le glas de l'alliance « objective » des deux principales rébellions que sont le RCD et le MLC. Alors que nos négociations progressaient secrètement, le Président Mbeki rendit son célèbre document qui orientait le cours des événements dans un sens qui nous était franchement défavorable. Nous dûmes alors accélérer notre marche vers un accord avec le MLC, quel qu'en soit le prix : il fallait briser la dynamique créée par la publication des propositions de Mbeki, connues sous l'appellation Mbeki I.

Nous décidâmes de partager le pouvoir avec le MLC en lui concédant le poste convoité de Premier Ministre qui revenait aux termes de l'accord, à son chef, Jean-Pierre Bemba. Nous signâmes l'accord dans ma chambre, à l'Hôtel des Cascades. Didier Etumba, Vital Kamerhe, Théophile Mbemba, Samba Kaputo et moi-même, représentâmes le gouvernement de la RDC. Olivier Kamitatu, François Mwamba, Lunda Bululu, Alexis Tambwe représentaient le MLC.

Au moment de la signature, Etumba refusa catégoriquement de signer. Il s'opposa à ce que les prérogatives militaires soient dévolues à toute autre autorité que celle du Président de la République, le Boss, Joseph Kabila Kabange.

J'en rendis compte au Boss qui me dit :

- Retiens bien cette date du 19 avril 2002. Signez, mais

un jour, vous verrez qu'Etumba a raison.

Je compris, depuis ce jour, combien le Boss tenait en haute estime Didier Etumba. J'en étais ravi car j'ai toujours eu une haute estime de cet officier (Général) différent de bien d'autres civils et militaires ...

Nous signâmes. C'est l'implosion de Sun City.

Seuls le RCD et l'UDPS rejetèrent le nouvel accord. Mbeki explosa de colère. Il convoqua les trois délégations des signataires des accords de Lusaka. Ruberwa était farouchement contre. Malade d'amertume, il fulminait avec toute la force de sa rhétorique. Bemba, bien que favorable, s'embrouilla dans ses justifications mais Olivier Kamitatu, plus à l'aise dans son expression, élaborait son argumentation en faveur de l'accord. De notre côté, Samba Kaputu donna libre cours à ses talents de Professeur de Sciences Politiques. Il asséna, serin et articulé, notre point de vue.

Nous avions tenu bon. Le tour était bien joué. Machiavel a dû alors se retourner, heureux, dans sa tombe, trouvant dans notre manœuvre un bel exemple du principe selon lequel la fin justifie les moyens !

De retour à Kinshasa, les représentants des deux

parties se retirèrent dans la ville portuaire de Matadi pour se répartir en commissions de discussion et de négociation des modalités de mise en œuvre de l'accord. Il fallait, pour nous, reprendre d'une main, ce que nous avions été contraints de perdre à Sun City. L'accord se devait de mourir avant même que son encre n'eût séché. Etumba avait eu raison !

Le Boss me dépêcha auprès de Museveni, Président ougandais, pour lui rendre compte des résultats de Sun City et des blocages insurmontables apparus à Matadi. Museveni proposa, pour dépasser les difficultés rencontrées avec le RCD non signataire à Sun City et avec le MLC à Matadi, de nommer trois Vice-Présidents, un pour le RCD, un pour le MLC et un pour l'opposition politique. Le Boss trouva que cette proposition était intéressante et l'améliora par l'ajout d'un quatrième Vice-Président représentant la composante gouvernementale. On ne gagnait pas seulement en termes de logique d'équilibre un Vice-Président en faveur de notre composante, mais nous mettions le Président de la République en dehors de la mêlée. Il était et demeure sacra mentalisé, intouchable, dominant tout l'édifice en négociation.

Afin de neutraliser les rwandais et de les impliquer dans l'opération en préparation, nous nous tournâmes directement vers eux. Dan et Haim qui disposaient de

fortes relations au Rwanda ont été mis à contribution. Ils furent très efficaces puisque lorsque je me rendis secrètement au Rwanda pour vendre au Président Kagamé la formule 1 + 4, je n'eus point de difficulté à obtenir son approbation.

Dans la foulée, se tint le sommet de l'Union Africaine à Durban où j'ai pu convaincre Mojanku de la pertinence de la formule. Je savais les Sud-Africains preneurs dans tous les cas de toute solution qui permettrait d'enterrer l'accord partiel de Sun City et de réintroduire le RCD dans le jeu.

Lorsque nous avons quitté l'Afrique du Sud, Mbeki était encore très fâché contre nous. Il fit parvenir une lettre très salée au Boss qui lui répondit par une lettre mesurée, dense et responsable. Il m'envoya avec Kikaya pour expliquer de vive voix le processus ainsi engagé au Président Sud-Africain. Ce dernier, travaillé par son infatigable et efficace conseillère Mojanku, nous reçut avec chaleur. La position que le Boss nous avait instruit de transmettre était nette : nous étions prêts à négocier avec les rwandais, mais à la condition que ceux-ci quittent notre territoire.

En marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies tenue à New York en septembre 2002, une réunion extraordinaire se tint au Waldorf Astoria.

Quatre hommes y prenaient part : Le Boss Joseph Kabila Kabange, Georges W. Bush, Thabo Mbeki et Paul Kagame. La langue de travail était, comme tout le monde l'aurait deviné, l'anglais :

- Paul, when are you leaving Congo ?

demanda Bush, en vrai texan.

- In three weeks,

répondit Kagame dans sa sobriété bien connue

- Condy, you follow !

ajouta Bush, en direction de Condoleeza Rice, sa secrétaire d'Etat, avant de se tourner vers notre Président :

- Kabila, you take care of FDLR

- I will !

répondit le Boss, avec une sobriété encore plus concise, mais avec un volontarisme qui rendait crédible sa réponse.

La négociation avec les rwandais pouvait commencer à Pretoria sous les auspices du Vice-Président sud-africain Jacob Zuma. A l'issue des discussions, le texte de l'accord était prêt. J'exprimai le vœu de disposer d'un temps pour en informer le Boss mais Zuma ne me laissa point la chance d'un répit.

- Just sign, and I'll go naked ! Dit-il en suppliant.

Insensible à la nudité des hommes, je cédai pourtant. Nous signâmes sous la terrible et imparable pression.

Les sud-africains diffusèrent la cérémonie de signature avant même que je n'eusse rendu compte au Boss. Dans sa magnanimité et sa hauteur de vue, il me pardonna, après mes excuses explicatives des circonstances qui étaient les miennes. L'accord de Pretoria entre la RDC et le Rwanda était bien né.

Nous fîmes exactement la même chose peu de temps après, avec les ougandais. L'accord avec eux, signé à Luanda, était quasiment le jumeau de celui de Pretoria.

L'horizon des négociations en Afrique du Sud avec le RCD sur le montage 1 + 4 était désormais dégagé.

Sur instruction du Boss, Théophile Mbemba et moi-même engagâmes les discussions avec Ruberwa et Emungu. Nous avions préparé un excellent document que j'ai expliqué à Mojanku qui le trouva bien meilleur que celui de la partie adverse. Je lui demandai et obtins qu'elle le présentât comme un document neutre qui venait de la tierce partie et non de l'un ou l'autre des négociateurs. Lors de sa présentation, en pleine réunion, Mbemba que je n'avais pas eu le temps d'informer de ma manœuvre se tourna vers moi et me dit, heureusement, à voix basse :

C'est notre document !

Je lui écrasai le pied pour qu'il se taise.

En vertu de cet accord, nous donnâmes la Vice-Présidence du Domaine de Souveraineté au RCD, l'Economie au MLC, le Social à l'opposition Politique, les Mines au Gouvernement. Par cette répartition, nous cherchions à garder en main les secteurs qui accroîtraient nos moyens dans la perspective de la campagne électorale. Nous laissâmes, à dessein, les secteurs de prestige à nos adversaires, surtout que parmi eux il y en avait qui étaient prêts à tout sacrifier pourvu que les apparences et l'ostentation soient sauves. Chacun était servi selon ses paramètres et ses intimes motivations ...

La négociation de l'accord militaire se présentait comme la plus ardue car la plus sensible. L'esquisse retenue donnait l'Etat-Major des forces terrestres au RCD, les forces aériennes au MLC et les forces navales aux autres ...

Cette configuration mit le Boss en furie contre moi. Quand je lui envoi le projet, il ne me répond guère ... je reçus de lui le message qui dit : dis à Katumba de se mêler des choses qui le concernent !

Mes efforts de le joindre au téléphone échouèrent. Il me boudait sec. J'en étais bien malheureux, surtout que les rumeurs sur un sordide plan concocté par les sud-africains pour me préparer à je ne sais quel diabolique destin remplissait les salons huppés de Kinshasa. Moi, je restais serein et sûr que j'agissais dans l'intérêt de notre camp, de celui du pays et de sa nécessaire réunification et pacification.

L'accord demeurerait ainsi en souffrance. Quand le Ciat confirme l'attribution de l'Etat-Major au RCD, le Boss devient encore plus fâché.

C'est dans ces circonstances qu'il décide de m'envoyer avec Didier Etumba et le Général Matao renégocier à-nouveau quelque chose d'acceptable. Nous laissons la force terrestre en trois composantes : frontière (MLC), réserve (RCD), réelle (Gouvernement) ... mais tout cela n'intéressa point le Boss. L'affaire tombe à-nouveau à l'eau. Deux jours avant le trente juin, toujours rien. Or il faut l'accord. Mbeki dépêcha Mojanku et Mulumadi. Ils viendront dans ma maison mais par devoir et loyauté au Boss, je leur résistai. Sans faiblir.

Nous nous déplaçâmes à l'Ambassade de l'Afrique du Sud pour poursuivre les discussions. Mustapha Niass qui avait pris le relais de Masire après

Sun City et après que nous ayons négocié en secret la formule de 1 + 4, m'informa aussi que nous n'avions pas le choix, sinon nous nous exposions à la condamnation de tout le monde.

Je revins alors vers le Boss et lui rapportai la nouvelle donne. Il me dit :

- Qu'en penses-tu ?

- Je vous dis que l'accord est équilibré.

A ces mots, il m'assomma : toi aussi tu m'abandonnes. Tu me trahis. Il commence à faire des pas tout en réfléchissant, dans le silence, sans m'adresser la moindre parole. En cet instant, Théophile Mbemba m'appelle pour me dire que les sud-africains exigent qu'on donne les finances au MLC ... Je ne dis rien car je restais accroché à la décision finale du Boss au sujet des armées. Brusquement, il lâche : dites que nous sommes d'accord.

Je suis soulagé, à un double titre.

Le Boss me donnait raison, le processus est débloqué.

Je le quitte en l'estimant davantage et suffisamment requinqué pour résister à la nouvelle exigence des sud-africains relative à l'attribution des finances au MLC !

Dès que je le pus, j'appelai Fraiser aux USA pour me plaindre des sud-africains qui sont en train de bloquer la signature par une nouvelle proposition. Elle dit à haute voix : Non, vous gardez les finances ! La suite est connue.

Les obstacles à l'accord global et inclusif étaient levés. Les négociations politiques ou si l'on veut, le deuxième acte du dialogue inter-congolais, pouvait être joué sous les auspices officiels de la facilitation à Pretoria. Sun City II pour la signature de cet accord n'était plus qu'une formalité. La transition politique se mettait en marche en RDC.

Le pays désormais réuni sous l'autorité du gouvernement de la République, sous la Présidence du Boss Joseph Kabila Kabange est également libre de toute présence étrangère.

Devenu Secrétaire général du Gouvernement de la transition, je dus n'y rester qu'une année et demie. Le Boss décida de me nommer comme ambassadeur itinérant. J'avais ainsi plus de latitude de me mouvoir et d'être déployé par le Boss là où le devoir m'appelait.

Antoine Ngonda accusé par Jean-Pierre Bemba de n'appliquer que les instructions du Boss fut limogé par le chef du MLC conformément aux prérogatives qui

étaient les siennes en vertu des accords de transition.

Je suggérai au Boss, compte tenu de ses qualités indiscutables, de le nommer à mon poste en tant qu'ambassadeur itinérant. Mon autonomie de mouvement ne s'en trouva que mieux accrue.

Le défi majeur, alors, était devenu l'organisation d'élections démocratiques, présidentielle et législative. Il fallait les gagner, haut la main, en toute transparence. C'est la nouvelle tâche majeure à laquelle je devais me consacrer. L'embryon de cellule de campagne fut, sans tarder, monté.

Nous avions atteint notre objectif fondamental, celui de faire de la RDC un pays unifié, pacifié, aux frontières respectées, résolument engagé dans sa propre aventure démocratique. Assurément, un tel résultat n'a pas été réalisé dans la perfection. Il nous a imposé de recourir à mille manœuvres, gymnastiques, sacrifices, combats meurtriers, occultes et apparents, alliances et mésalliances. Les stigmates de notre évolution chaotique sont encore présents, et peut-être le resteront encore pour longtemps. Qui peut nier ces faits ? Quiconque chercherait à cacher nos insuffisances et lacunes, à les minimiser ou à reprocher à quiconque de les souligner ne sert pas notre cause, celle pour laquelle tant de patriotes, tels Patrice Lumumba et Le M'Zee, Laurent Désiré Kabila ont versé leur sang sacré.

Aussi, nous avons dû mettre en œuvre des stratégies qui ne méritaient pas habituelles mais qui se sont révélées efficaces car elles aboutissaient toujours, souvent, à des solutions justes.

La notion de justice avait été jusqu' alors au cœur de mes préoccupations. Elle m'est apparue au cours de cette évolution tellement primordiale qu'elle est devenue un vrai ressort de la mission qui m'est confiée.

Et pourtant, c'est durant cette période que l'injustice me frappa dans mon honneur et ma dignité, par le biais de ma citation dans le panel onusien soi-disant sur les contrats miniers.

Madame Safietou Ba Ndaw, de nationalité ivoirienne travaillant me dit-on actuellement au PNUD et Mahmoud Kassem ambassadeur égyptien dont on a perdu les traces avaient dressé, en toute hâte, le fameux rapport, sans prendre le temps et les méthodes qui permettent, au-delà des affirmations sommaires, de cerner la réalité plus complexe que les seules hypothèses de travail fondées souvent sur les a priori, les préjugés et les données obtenues de seconde main ou de sources douteuses ...

Loin de moi l'idée de répondre à ce rapport dont l'histoire s'est chargée, l'envie m'habite de prendre, à

nouveau la parole sur ces contrats miniers sur lesquels j'ai déjà donné d'amples explications à notre parlement.

Dans le chapelet, ou la pyramide de calomnies dont je ne cesse de me trouver au centre, il est légitime de livrer à ceux qui cherchent la vérité tous les éléments que je possède sur cette question dans laquelle je soutiens avoir agi constamment en conformité aux intérêts vitaux de la RDC.

Trois cas sur lesquels on n'a pas cessé de construire ladite pyramide de la calomnies méritent des éclaircissements.

Le premier, nos rapports avec le Zimbabwe qui nous avait immensément soutenus lorsque notre pays et notre pouvoir national se sont trouvés confrontés à la plus dangereuse tentative de déstabilisation et de sabotage, ont suffisamment fait l'objet de clarifications.

Tout le monde connaît aujourd'hui les tenants et les aboutissants de ce dossier sur lequel les rédacteurs du panel ont brodé dans le brouillard complet. Comme je l'ai dit, l'histoire a fini par rétablir la vérité de ce que nous avons, à un moment de péril national, fait avec les zimbabwéens pour faire face à notre destin national.

Cependant, il ne me paraît pas tout à fait

superflu de préciser certains des points qui nous furent reprochés et de replacer les événements dans leur contexte.

Mon premier contact avec les Zimbabwéens fut mon premier pas dans le dossier des contrats miniers.

Les relations entre les deux révolutionnaires, Mugabé et Mzée aboutirent naturellement à l'attribution aux Zimbabwéens de la mine de diamant de Tchiebwé, au Kasai, non loin du polygone minier de la Miba. La valeur de cette mine était évaluée en son temps à cinq Milliards de Dollars.

Il a été décidé de créer une Joint-Venture entre les deux pays, sous forme de SARL. La loi exigeant la présence de 7 associés, le Mzée nous ordonna à Kalume, Muenze et moi-même de compléter la liste des associés par des prises de participation symboliques, dérisoires. Tous les trois, en signant, nous désistâmes, par écrit, en faveur de l'Etat de tous les profits et gains générés par cette société.

Ainsi, aucun de nous n'a reçu quoi que ce soit, et je défie quiconque de prouver le contraire.

Les soupçons et médisances viennent en particulier de deux circonstances :

Tout d'abord, durant la guerre, j'ai écrit, sur instruction du Président, à la MIBA pour lui demander de fournir de l'argent au profit de l'effort de guerre, en compensation des taxes dues par la société à l'Etat. Malgré les rumeurs, pas un sou n'est sorti, pour un intérêt privé, des comptes qui ont reçu ces montants

Ensuite, une personnalité religieuse a prétendu qu'on avait détourné 5 Milliards de Dollars, soit le montant de l'évaluation de la mine concédée à la Joint-Venture. Ce fut une méprise grave sur la réalité des choses.

Lorsque le fameux rapport qui me mettait en cause sur cette question parut, le Boss me mit, à juste titre, pensais-je, à l'écart. Ce fut ma première traversée du désert et je pus alors mesurer l'authenticité des amitiés et des allégeances qui m'étaient ...

C'est à ce moment que tout le monde ou presque, sauf, évidemment le Boss, a changé d'attitude à mon égard : soupçons, rumeurs, médisances ... Ma vie a changé aussi. Si je pus avoir un peu plus de temps pour ma petite famille, j'eus aussi le temps et le climat de méditer de façon plus empirique sur la qualité des hommes, leurs vertus et leurs vices. Cette leçon me fut d'un inestimable apport dans les phases qui vont suivre.

L'expérience eut, sur un autre plan, ses propres

défis. La réponse à de telles accusations est difficile, tant est ardu l'apport de preuves négatives, tant est compliquée la démonstration de la bonne foi. J'ai compris, pour l'avoir vécu dans ma chair, les ravages que pouvaient faire les accusations sans preuve, les soupçons fondés sur des rumeurs et il me fallut depuis lors plus que des rumeurs, des affirmations gratuites, voire des indices tangibles pour porter des accusations ou dénoncer un méfait.

J'ai pu profiter de cette période pour me consacrer à l'action politique : La préparation de la campagne électorale qui était alors notre plus grand défi.

Nos rapports avec nos amis chinois, dont l'appui stratégique, déterminant et prompt, fut décisif face aux hésitations et conditionnalités étouffantes des occidentaux et des institutions financières qui sont placées sous leur houlette, ont-elles aussi pu alimenter et grossir la rumeur sur Katumba et les contrats miniers ...

Du temps du Mzée, nous reçûmes une assistance militaire chinoise à travers Norenko. Nous avions cette dette à rembourser, à un moment où La Miba ne produisait rien. Constatant que La libéralisation autorisait les privés qui le peuvent à se déployer et que la Gécamines en est incapable, Flungu Mosandu, responsable de projet à la Gécamines, proposa de

recupérer la concession Kansuki pour bâtir une joint-venture avec les chinois en guise de règlement de leur dette. Les deux autres polygones libres, tombèrent dans l'escarcelle de Dan Gertler qui nous aide à nous connecter avec la China Development Bank, dont le chairman envisage de nous rendre une visite prometteuse pour le pays.

C'est ainsi que je vais en Chine pour la première fois, rencontrer Norenko.

Quelques temps plus tard, Simon, qui était déjà établi ici, et Min clament leur volonté d'investir. Je les orientai vers la Gécamines, pour un prêt de 60 millions de dollars.

Le chairman de la China Development Bank vint à Kinshasa comme il l'avait promis mais nous étions en pleine campagne et il n'est pas arrivé à voir le Boss dont le calendrier électorale était particulièrement chargé

Le responsable chinois gardera d'ailleurs un goût amer de son voyage. Je dus m'en occuper pour dissiper tout malentendu et les choses avec nos amis chinois ont continué de bien tourner.

Notre horizon s'élargissait. La perspective changeait. Confrontés à une culture et un mode des

affaires à l'antipode de ce que nous connaissions, nous nous sommes mis à apprendre un vrai nouveau monde. Tout était, avec les chinois, dans une autre mesure que celle à laquelle nous étions habitués. Les dimensions, les manières, les critères, les procédures et les absences de procédures, tout est si différent. Il nous fallait comprendre le nouvel univers et retrouver l'agilité et la flexibilité nécessaires pour nous y adapter.

Au fur et à mesure que nous pénétrons, de nouvelles figures apparaissent, s'ajoutant aux précédentes ou se combinant avec elles.

Le groupe qui avait fait ses preuves en Indonésie du temps de Suharto avait bâti un empire puissant. Le fils du propriétaire de ce groupe, Salim Saleh, vint en RDC et rencontra le Boss à Bukavu. Le projet de la route Kasumbalesa - Lubumbashi leur fut confié.

Salim demanda au Boss l'autorisation de m'inviter en Chine. Je fis cette visite en 2007, accompagné d'Ekanga et de Zozo. C'est au cours de cette visite qu'on me présenta Monsieur Jobai qui finira par devenir un ami bien sympathique. L'accueil qu'il nous réserva et les horizons de coopération qu'il nous ouvrit dans tous les domaines étaient tout simplement fabuleux. C'est à partir de cette visite que prit racine l'aventure de notre coopération minière avec la Chine.

En avril 2007, je propose à mon tour à Jobai de faire le tour du pays pour prendre la mesure d'une double considération : l'ampleur de nos défis, l'immensité de notre potentiel. Matadi, Kisangani, Lubumbashi, Kolwezi, Kalemie, Pweto furent sur la carte du tour préconisé ...

Simon et Min avaient appris ma présence en Chine. Ils étaient en contact avec le gouverneur de la Lexing Bank of China, plus petite que la China Development Bank, mais plus agressive. J'hésite à faire jouer la concurrence entre les deux institutions. Je craignais de faire faux bond dans cet énigmatique et insondable univers dont j'ignorais tout : culture, us et coutumes. Moïse Ekanga me convainc d'y aller. Je le fis.

Lors de nos entretiens, l'idée de faire écrire notre Ministre des Finances au Ministre du Commerce de Chine est retenue. Dans le mois qui suit la signature, une délégation chinoise vint au pays et conclut le fameux contrat de 6 Milliards de Dollars. Quel crime abominable que celui de ramener au pays, à un moment de besoin inouï, en un si court laps de temps, un tel pactole !

Les détails du deal sont connus. Son utilité pour financer les chantiers stratégiques du Président et ses

avantages multiples comparés à ceux, plus théoriques qu'effectifs des occidentaux, sont connus.

On sait, aujourd'hui, malgré les déstabilisables carences de notre administration, ses lenteurs, les immenses efforts de construction de routes, d'hôpitaux, d'institutions et de services sociaux qui sont réalisés ou en cours de réalisation dans le cadre d'un tel accord. Partout, le pays offre le visage d'un grand et vaste chantier de construction. Mon espoir est infini de voir ces efforts se multiplier par cent avec le deuxième mandat du Boss dont la campagne bat actuellement son plein. J'espère aussi que nos amis étrangers et les puissances qui prétendent nous soutenir et se préoccuper de notre sort nous comprennent. Tous doivent surtout savoir que nous ne saurions nous soumettre à leurs dikrats, que nous ne saurions tout faire en un seul trait de temps, que notre démocratie et notre développement ne pourront se faire à leur rythme, mais uniquement au nôtre.

Les misères de toutes sortes que certains occidentaux nous ont cherchées et créées à l'occasion de l'émergence de notre coopération avec la Chine, aujourd'hui coordonnée avec talent, compétence et intégrité par mon ami Moïse Ekanga, ont dépassé l'imagination dans le flot de critiques, de coups tordus, et de concurrence déloyale. Ils ont tout déployé pour

s'opposer à nos choix, à notre volonté nationale. Les commérages, les médisances contre moi et la volonté de me nuire sont restés de petites gouttes dans l'océan de nuisance au pays et à son développement.

Je peux, ici, citer l'exemple de FQM qui ira voir le Premier Ministre canadien pour lui demander d'intervenir auprès de la Banque Mondiale afin de nous faire refuser la facilité des pays les plus endettés !

Tous ou presque nous pressaient de revenir sur nos options. Une réunion de très haut niveau se tint alors autour du Boss, comprenant le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée Nationale (Boshab), le Ministre des Mines, le Ministre des Finances, le Directeur de Cabinet.

Intraitable patriote, le Boss nous posa la question :

- Est-ce que notre dossier tient, techniquement ?
La réponse unanime était affirmative.

Se rappelant que notre hymne national proclame de ne jamais courber l'échine, le Boss dit alors :

- Vous me dites, à moi, de courber l'échine ?
Eh bien je refuse.

Notre pays a tenu bon. Seuls ses intérêts ont compté.

C'est ce résultat qui m'importe. C'est du bonheur que j'en tire que je me suis construit ma cuirasse protectrice contre les médisances et les commérages ...

Nos rapports avec Dan Gertler dont la foi en notre amitié, l'incalculable générosité, et l'extrême efficacité de l'aide, nous ont été décisifs dans les moments les plus cruciaux de notre récente expérience, méritent de ma part une reconnaissance pleine et entière de la vérité.

Au devoir de vérité s'ajoute un autre de loyauté et de fidélité à l'amitié personnelle vis-à-vis de Dan.

Homme d'affaires israélien, Dan est le petit-fils du fondateur de la bourse israélienne du diamant, Moshe Schnitzer. Sa connaissance et ses entrées à tous les niveaux des affaires, mais aussi politiques sont impressionnantes. Il les a mises au service de notre pays, de sa paix et de sa reconstruction.

Il lui a été promis un contrat minier (monopole d'ID diamant), mais, au cours de son discours d'investiture en 2001, le Président de la République Joseph Kabila Kabangu a annoncé la nette orientation de libéralisation. Dès lors, le contrat avec Dan a été résilié, sans même qu'il en soit informé. Il vint à Kinshasa et protesta. Nous avons décidé, à juste titre, de

l'indemniser, car notre résiliation de son contrat était effectivement abusive : nous n'avions pas respecté les procédures en la matière notamment les délais réglementaires.

Durant des mois et des mois, Dan venait et repartait sans rien obtenir. Il n'était ni remboursé de ses débours, ni n'obtenait de nouveaux contrats. Pendant toute cette période d'amertume, il me haïssait, me mettant sur le dos tous les blocages qu'il subissait.

Un jour, cependant, on lui demanda de nous ouvrir la voie de l'Amérique. En dépit de sa situation, Dan accepta de rendre ce service au pays et de mettre ses propres relations à notre disposition. Pour le premier voyage, Haïm Lebovich partit alors seul avec Dan aux USA.

Dans un deuxième temps, c'est moi qui ai dû accompagner Dan. Au cours de ce voyage, il me posa souvent la question :

- Pourquoi tu me bloques ?

Je ne répondais pas. J'acquiesçais en silence de cimetière. En réalité, je ne le bloquais pas, je n'avais simplement rien trouvé à lui proposer. Je ne pouvais rien lui dire, rien lui promettre, et il m'en voulait.

Notre mission aux USA fut un grand succès, en particulier en ce qui concerne les éclaircissements que j'ai apportés à Condoleezza Rice en sa présence et qui lui plurent énormément.

De retour à Kinshasa, il ne tarit pas d'éloges sur mes qualités, auprès du Boss Mais il continuait à ne pas m'aimer et à me considérer comme son ennemi !

C'est alors que le Boss lui dit :

- Si tu te plains, fais-le contre moi. Augustin n'y est pour rien !

Dan me dit : alors je comprends tout.

C'est à partir de ce moment que la confiance et l'amitié devinrent réciproques. Cette amitié se développa, solide et belle, au cours des mois et des années, comme une rencontre entre deux hommes aux convergences spirituelles profondément similaires en dépit de leurs dissemblances

Nous finîmes par lui trouver un contrat. Il s'agissait d'un contrat avec MIBA, le contrat EMAXON, en vertu duquel il prêtait 15 millions de dollars à La Miba, tout en se promettant d'acheter 80% de la production totale de la société.

Au moment de la transition, le MLC souhaitait

résilier ce contrat. C'est en ces temps que l'on découvrit que La Miba n'avait rien produit : non seulement Dan n'avait rien gagné, mais ses 15 millions de dollars étaient partis en fumée ! C'est alors que je répondis aux questions du Parlement sur le sujet. Ma réponse fut simple, et la stricte vérité fut dite :

- Oui, je l'ai introduit à La Miba, mais c'est tout.

Dan, alors, s'éloigna du diamant et commença à s'intéresser au cuivre et au cobalt au Katanga.

Le fleuron, la mine de Kamoto, avait déjà été attribuée à Georges Forest. La Gécamines étant en difficulté, il prit le projet Kov et la mine de cuivre de Kansuki. Ceci a été approuvé par la transition et personne n'y trouva à redire.

Ainsi, Dan nous a bien aidés, non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan diplomatique si je me réfère aux missions sensibles que nous avons accomplies ensemble comme celle auprès de l'Amérique lointaine ainsi que je l'ai dit, qu'auprès du Rwanda tout proche.

Ai-je besoin de dire ma gratitude à son égard et à l'égard de sa famille lorsqu'ils m'ont sauvé la vie à Jérusalem alors que ma mort était certaine, en

abandonnant toute activité pour rester constamment à mes côtés et en mobilisant les meilleurs spécialistes dont trois furent amenés de Londres ?

Je me dois d'en rendre compte ici.

Dan nous avait invités, Zozo et moi, à Eilat, station balnéaire au bord de la Mer Rouge. Il avait loué un yacht, un grand yacht, superbe. Un des précédents occupants en avait été le Président Bush ! Cette croisière super luxueuse fut pour moi une expérience surréaliste. Moi, le petit congolais de Pweto, je regardais ce monde avec des yeux écarquillés, émerveillés. Zozo et moi n'avions pas boudé notre plaisir. Nous passâmes quelques jours à bord, comme au bonheur des lunes de miel.

Un soir, avant de partir pour Shabbat, Dan nous annonça la venue d'Uri Geller, le grand magicien. Juste pour nous amuser. Zozo n'a pas aimé le personnage. Elle lui trouva mauvais esprit. Excès de rationalisme de la femme docteur ?

Crainte d'envoûtement de femme africaine ? Je ne pus élucider, à ce jour, ce mignon mystère.

Le Dimanche soir, nous repartions pour Tel Aviv, sur le chemin du retour à Kinshasa.

J'avais raconté à Dan l'accident de véhicule qui m'était arrivé pendant la campagne, au cours duquel le coup m'avait fait un choc. Cet accident était arrivé le jour où je me rendais dans ma belle-famille où il y avait un deuil. Il s'agissait du fils de Lambert, mon beau-frère, qui avait été nommé après moi Manassé Katumba Mwanké et qui venait de mourir noyé dans ma propre piscine.

C'est alors que l'accident survint, et me laissa des séquelles. Dan me conseilla fortement de profiter de mon séjour en Israël pour consulter un médecin à Anselia Medical Center. Il fut décidé que je devais me faire opérer. Nous sommes donc restés et je subis cette opération.

Au cours de ma convalescence, j'ai commencé à souffrir. Le chirurgien étant en voyage, on me donna des calmants qui furent sans effet. Constatant mes atroces souffrances, Dan me conduisit à Anselia, mais à l'arrivée, je tombais raide mort, j'entraî dans un coma total.

Je suis resté dans le coma durant deux jours. Seul, le rabbin que fit venir Dan confirma que je n'étais pas mort.

Comme je l'ai déjà signalé, il fit venir à mon chevet jusqu'à treize médecins dont trois en provenance de Londres.

Ce fut comme par enchantement que j'ouvris les yeux en présence du rabbin dont la présence très inhabituelle projeta en moi une certaine lumière qui ne me quitta plus. Je sens toujours, sa présence dans mon for-intérieur. Son visage fait de sérénité et ses douces paroles me réconfortent quand je me remémore ces premiers instants de retour de la vie, de retour à la vie ...

A mon réveil, je ne pouvais pas parler. J'ai dû tout réapprendre : à parler, à bouger, à manger, à marcher.

Durant les douze jours que j'ai passés à l'hôpital, Dan ne m'a pas quitté. Il a tout laissé : ses affaires, sa famille, sa vie. Il était à mon chevet jour et nuit, pour tout organiser, soutenir Zozo, veiller sur moi avec une chaleureuse sollicitude.

Dan et sa mère me dirent souvent à quel point Zozo était une femme extraordinaire, un trésor. Cela me fit beaucoup plaisir. Je me rappelai ce que ma propre mère m'en avait dit; ce que j'en ai moi-même connu à travers nos longues années de mariage : Zozo est unique ! Elle le montra avec un éblouissant éclat lors de cette épreuve.

J'ai découvert grâce à Dan et à son Rabbin, une nouvelle religion, une nouvelle famille. Les liens créés avec eux sont désormais d'une telle solidité qu'ils me paraissent, indestructibles, définitifs, éternels. A compter

de ces jours, ma vie a changé.

Bien que ce séjour, cette expérience de la vie et de la mort, ces compagnies et compassions qui m'ont entouré dans ces circonstances ont creusé dans ma mémoire un ineffaçable souvenir et une reconnaissance sans limites, je n'ai jamais envisagé changer de religion.

Certes, mon regard sur la vie, le monde et les religions, l'amitié et la fraternité, n'est plus le même. J'ai découvert l'intensité, la vérité et la force des liens humains. Je l'ai vécu dans ma chair et cela ne me quittera plus.

Durant cette période, je rencontrais souvent le Rabbin, au grand étonnement de tout le monde. Les gens autour de moi, paraît-il, ne comprenaient pas ce que ce saint homme faisait avec ce malade noir, qu'il entoure d'une si affectueuse attention.

Dan avait demandé à toutes les synagogues de prier pour moi, le fils de Médard et de Louisa !

Plusieurs fois, j'ai demandé à parler avec le Rabbin. Dan doutait de son désir de me rencontrer mais il acceptait souvent. Son enseignement insistait particulièrement sur le Bien. Faire le Bien, donner, partager furent, ses crédos. Il ne changeait jamais, ni avec le jour, ni avec la nuit. Que je fusse seul ou avec

d'autres, son message demeurait le même. Cette constance a fini, non pas par me lasser, mais par jeter dans les profondeurs de mon esprit la force de la foi et une myriade de bonnes résolutions. Depuis lors, ces idées-là sont aussi devenues les miennes. Mon objectif, mes plans, en particulier pour Pweto, le Katanga et tout le Congo sont devenus entièrement ceux-là. Je me suis alors, avec encore plus d'énergie, lancé dans cette aventure de la construction et du développement local. Tout ce que j'y lance, je le dois à Dan. Je lui dois son esprit; je lui dois ses moyens. Mon appel de cœur pour lui, le seul que je voudrais qu'il retienne est celui-ci :

Dan, mon ami, mon «twin brother» malgré tout ce qui semble nous différencier, je suis fier d'être le frère que tu n'as pas eu. Restons comme un seul, pour toujours ...

Au terme du mandat qui va bientôt commencer, car tout indique que notre camp va l'emporter haut la main, des questions de fond finiront par se poser à nous.

Que devons-nous faire ? Partirons-nous sans coup férir ? Serons-nous suffisamment rassurés que l'œuvre entreprise sous le M'Zee et poursuivie avec acharnement et détermination par le Boss, Joseph Kabila Kabange, malgré les innombrables difficultés, épreuves et défis de tous ordres, ne s'exposera pas aux risques d'effondrement et de disparition?

Que décidera le Boss lui-même, en toute âme et conscience ? Que ne décidera-t-il pas ? Voudra-t-il s'arrêter à la fin du second mandat et s'adonner à organiser une vie en retraite paisible, entouré de sa petite famille et de certains amis avec qui il aime partager la simplicité de la vie, exactement comme en avait rêvé le M'Zee, le Père Fondateur ?

Son peuple le laissera-t-il partir comme ça, dans la fleur de l'âge, au pic de l'expérience et le sommet de la puissance et de la gloire ? Qui accepte, comme ça, l'orphelinat avec autant de candeur ? Comment il fera face à de telles interrogations me tourmente déjà. Pourquoi ?

Simplement par ce que je ne l'abandonnerai jamais alors que dans mon intime être mon seul désir est de me libérer le plus tôt de la politique pour me consacrer à ce qui désormais constitue ma seule passion : la construction du développement local.

J'ai ici déjà jeté de belles et solides bases : Une vraie quadrature en somme.

Pweto avec son Lodge, son palace touristique, son émergence sociale, économique et éducative, Kafubu River Lodge, la ferme de mon espérance, Kasenga et son projet de transport fluvial, les chutes Kanke, à proximité du plateau Kimalala, qui surplombent le site d'où les allemands lançaient des essais de tirs de fusées du temps de Mobutu.

Ces quatre étoiles, je rêve de leur consacrer mon temps et le reste de mes jours. Je voudrais en faire quatre autres, plus quatre autres et ainsi de suite, à l'allure d'une progression arithmétique, voire géométrique, jusqu'à

couvrir tout le Katanga de projets de développement semblables et de là, étendre l'expérience à tout le Congo...

C'est à l'esquisse de ce rêve que je vais maintenant consacrer la deuxième partie de cet ouvrage qui présente ma vision du bonheur de servir le terroir, de me soustraire aux vices des épouvantables combats de positionnement politique et aux misères des existences des urbains ...

Ce livre a été imprimé à Nice, en France par :

 **IMPRIMERIE
TOSCANE**

17, rue Sorigentino - 06300 Nice

Imprimé le 12/02/2013